

Département de la Drôme



COMMUNE DE ROUSSAS

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

DIAGNOSTIC TERRITORIAL

PIECE 3



ZI Bois des Lots
10 allée des Gonsards
26 130 SAINT PAUL TROIS CHATEAUX

Téléphone : 04-75-04-78-24

GROUPE MERLIN/Réf doc : R10075- ER1- ETU - ME - 1 – 001

Ind	Etabli par	Approuvé par	Date	Objet de la révision
A	P.REY BARIAL	R.GIRARD	05/03/2012	Création
B	P.REY BARIAL	R.GIRARD	19/09/2012	Modifications suite aux remarques de la commune
C	R.GIRARD	R.GIRARD	05/06/2019	Modifications suite aux avis des services de l'Etat et de l'Enquête Publique

SOMMAIRE

1	PREAMBULE	7
1	PRESENTATION GENERALE	10
1.1	SITUATION ET PRESENTATION	10
1.1.1	BREF HISTORIQUE DE LA COMMUNE	10
1.1.2	SITUATION GEOGRAPHIQUE EXCENTREE DE L'AXE RODHANIEN	13
1.1.3	SITUATION ADMINISTRATIVE	15
1.2	DE LA CARTE COMMUNALE AU PLU	19
1.2.1	HISTOIRE DES DOCUMENTS D'URBANISME DE LA COMMUNE	19
1.2.2	LES MOTIVATIONS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN LOCAL D'URBANISME	19
2	DONNEES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES	21
2.1	LES EVOLUTIONS DE LA POPULATION DEPUIS 1975	21
2.1.1	UNE POPULATION QUI NE PROGRESSE PLUS	21
2.1.2	LES RAISONS DE CE RECU DEMOGRAPHIQUE	23
2.1.3	UNE CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE QUI S'APPUIE SUR LES APPORTS DE POPULATIONS EXTERIEURES	23
2.2	LA STRUCTURE DE LA POPULATION ACTUELLE	26
2.2.1	UNE POPULATION VIEILLISSANTE FAUTE D'UN RENOUVELLEMENT SUFFISANT	26
2.2.2	UN PHENOMENE ACCRU DE DESSERREMENT DES MENAGES	27
2.3	LE PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE DES FOYERS FISCAUX	30
3	STRUCTURE ECONOMIQUE	32
3.1	LA POPULATION ACTIVE	32
3.1.1	UNE PROGRESSION DE LA POPULATION ACTIVE OCCUPEE	32
3.1.2	PROFIL SOCIOPROFESSIONNEL ET EVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE : L'EMERGENCE DES OUVRIERS.	36
3.1.3	DES MIGRATIONS PENDULAIRES EN PLEINE EXPANSION	38
3.2	LES ACTIVITES ECONOMIQUES	41
3.3	L'ACTIVITE AGRICOLE	42
3.3.1	UNE SAU QUI AUGMENTE DEPUIS 25 ANS ET LARGEMENT DEDIEE A LA VITICULTURE	42
3.3.2	UN NOMBRE D'EXPLOITATIONS QUI RESTE STABLE MAIS QUI DES EXPLOITATIONS QUI S'AGRANDISSENT	48
3.3.3	UN RAJEUNISSEMENT DES CHEFS D'EXPLOITATION	51
3.3.4	UNE MAIN D'ŒUVRE MOINS FAMILIALE ET UN PLUS LARGE RECOURS AUX SAISONNIERS	52
3.3.5	LA PERENNITE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES : VISION PROSPECTIVE DE L'AGRICULTURE	52
4	DONNEES HABITAT ET CONSTRUCTION	55
4.1	LE PARC DE LOGEMENTS	55
4.1.1	UN RYTHME DE PRODUCTION DE LOGEMENTS QUI S'ESSOUFFLE	55
4.1.2	UN PARC RELATIVEMENT JEUNE	57
4.2	LES CARACTERISTIQUES DES RESIDENCES PRINCIPALES	58
4.2.1	UN MODE D'HABITAT QUI RESTE MAJORITAIREMENT INDIVIDUEL	58
4.2.2	UNE MAJORITE DE GRANDS LOGEMENTS ET UNE DYNAMIQUE DE PRODUCTION DE PETITS LOGEMENTS INSUFFISANT	60
4.2.3	LES STATUTS D'OCCUPATION DES LOGEMENTS	64
5	ESPACES URBANISES	69
5.1	EVOLUTION DE LA TACHE URBAINE	69
5.1.1	1950 : UN HERITAGE HISTORIQUE	69
5.1.2	1962-1970 : L'AMORCE DU DEVELOPPEMENT RESIDENTIEL DU VILLAGE	70
5.1.3	APRES 1970 : ACCENTUATION DU DEVELOPPEMENT RESIDENTIEL	70
5.1.4	DEPUIS 2008 : UNE PROGRESSION DE LA TACHE URBAINE	70
5.1.5	CONSOMMATION DES ESPACES NATURELS ET AGRICOLES	72
5.2	DYNAMIQUE DE LA CONSOMMATION D'ESPACE ET DU POTENTIEL DISPONIBLE	75
5.2.1	UNE DYNAMIQUE DE LA CONSTRUCTION MODESTE	75
5.2.2	MAIS UNE CONSOMMATION DE L'ESPACE QUI SE POURSUIT	76
5.2.3	DES ESPACES CONSTRUCTIBLES RESIDUELS PEU NOMBREUX ET PROCHE DU CENTRE VILLE	78

5.3	TYPLOGIE ET MORPHOLOGIE DES FORMES URBAINES.....	80
5.3.1	LES ILOTS DU CENTRE ANCIEN	80
5.3.2	LES EXTENSIONS URBAINES.....	82
5.3.3	L'HABITAT ISOLE.....	86
6	DEPLACEMENTS	87
6.1	HIERARCHISATION DU RESEAU	87
6.1.1	LE RESEAU COMMUNAL.....	87
6.1.2	LA TRAME VIAIRE URBAIN.....	87
6.2	STATIONNEMENT.....	88
6.2.1	L'OFFRE DE STATIONNEMENT	88
6.2.2	LE STATIONNEMENT PRIVE.....	89
6.3	LES TRANSPORTS EN COMMUN.....	89
6.3.1	AUTOCAR DU CONSEIL GENERAL.....	89
6.3.2	PROJET DE LA GARE TGV D'ALLAN.....	91
6.4	LES DEPLACEMENTS DOUX	92
7	FONCTIONNEMENT DE LA COLLECTIVITE	94
7.1	LES EQUIPEMENTS DE SUPERSTRUCTURES	94
7.1.1	SERVICES PUBLICS TRADITIONNELS.....	94
7.1.2	LES EQUIPEMENTS SPORTIFS ET DE LOISIRS.....	94
7.1.3	LES EQUIPEMENTS SOCIO-CULTURELS	95
7.1.4	LES EQUIPEMENTS SANITAIRES ET SOCIAUX	95
7.2	LES INFRASTRUCTURES	95
7.2.1	L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	95
7.2.2	L'ASSAINISSEMENT.....	97
7.2.3	COLLECTE ET GESTION DES DECHETS.....	97
1	PRESENTATION GEOGRAPHIQUE	100
1.1	LE MILIEU PHYSIQUE	100
1.1.1	LA GEOLOGIE.....	100
1.1.2	LE RELIEF.....	102
1.1.3	LE RESEAU HYDROGRAPHIQUE : LA TRAME BLEUE.....	104
1.1.4	LE CLIMAT	106
1.1.5	LA PEDOLOGIE : DES SOLS PROPICES A L'AGRICULTURE ET A L'EXTRACTION DE MATERIAUX... 107	107
2	PAYSAGE	108
2.1	LE PAYSAGE URBAIN	110
2.1.1	HABITER LE VILLAGE.....	110
2.1.2	LES EXTENSIONS PAVILLONNAIRES.....	111
2.2	LES ENTREES DE VILLE	113
2.2.1	ENTREE DE VILLE NORD PAR LA ROUTE D'AIGUEBELLE.....	113
2.2.2	ENTREE DE VILLE EST PAR LA ROUTE DE VALAURIE.....	115
2.2.3	ENTREE OUEST PAR LA ROUTE DE MONTEILIMAR.....	117
2.2.4	ENTREE SUD PAR LA ROUTE DE DONZERE	120
2.3	LE PAYSAGE NATUREL.....	123
3	PATRIMOINE.....	126
3.1	PATRIMOINE ENVIRONNEMENTAL.....	126
3.1.1	ZONE NATURELLE D'INTERET ECOLOGIQUE FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE (ZNIEFF).....	126
3.1.2	SITE NATURA 2000 « SABLES DU TRICASTIN ».....	130
3.1.3	ZONE DE PROTECTION DE BIOTOPE.....	134
3.1.4	LA TRAME VERTE ET BLEUE : ARMATURE DES CONTINUITES ECOLOGIQUES.....	137
3.2	PATRIMOINE BATI	139
3.2.1	LE PATRIMOINE BATI REMARQUABLE	139
3.2.2	LES SITES ARCHEOLOGIQUES	144
4	GESTION DES RESSOURCES NATURELLES.....	147
4.1	RESSOURCES EN EAU ET PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES.....	147
4.1.1	SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX.....	147
4.1.2	CONTRAT DE RIVIERE.....	148
4.1.3	CAPTAGES D'EAU POTABLE	148

4.1.4	ZONES VULNERABLES AUX NITRATES	149
4.1.5	ZONES HUMIDES.....	149
4.2	PRODUCTION D'ENERGIE	152
5	LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES	154
5.1	LES RISQUES NATURELS	154
5.1.1	LE RISQUE INONDATION	154
5.1.2	LE RISQUE MOUVEMENT ET GLISSEMENT DE TERRAINS	156
5.1.3	LE RISQUE DE RETRAIT-GONFLEMENT DES ARGILES	156
5.1.4	LE RISQUE SISMIQUE	159
5.1.5	LE RISQUE INCENDIE	161
5.2	LES RISQUES TECHNOLOGIQUES	166
5.2.1	LES INSTALLATIONS CLASSEES	166
5.2.2	LES CARRIERES.....	167
5.2.3	LE TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES.....	167
5.2.4	LE RISQUE NUCLEAIRE	169

Table des tableaux, figures et illustrations

FIGURE 1 CARTE CASSINI	12
FIGURE 2 PLAN DE SITUATION DE LA COMMUNE DE ROUSSAS.....	14
FIGURE 3 CARTE DE L'ARRONDISSEMENT DE NYONS.....	15
FIGURE 4 CARTE DE LOCALISATION ET SITUATION ADMINISTRATIVE DE ROUSSAS.....	18
FIGURE 5 EVOLUTION DE LA POPULATION – SOURCE INSEE RGP 2011.....	22
FIGURE 6 EVOLUTION COMPAREE DE LA POPULATION ENTRE 1968 ET 2008.....	22
FIGURE 7 LIEU DE RESIDENCE 5 ANS AUPARAVANT.....	24
FIGURE 8 VARIATION ANNUELLE MOYENNE DE LA POPULATION DE ROUSSAS	24
FIGURE 9 VARIATION ANNUELLE MOYENNE DE LA POPULATION DU CANTON DE GRIGNAN	25
FIGURE 10 EVOLUTION DE LA REPARTITION DE LA POPULATION PAR TRANCHES D'AGES DEPUIS 1990	26
FIGURE 11 REPARTITION PAR SEXE ET PAR AGE DE LA POPULATION DE ROUSSAS	27
FIGURE 12 STRUCTURE FAMILIALE DES MENAGES.....	29
FIGURE 13 ETAT PATRIMONIAL LEGAL DES PERSONNES DE 15 ANS OU PLUS EN 2008 SUR ROUSSAS	29
FIGURE 14 COMPARAISON DU REVENU MOYEN PAR FOYER FISCAL EN 2008	31
FIGURE 15 POPULATION DE 15 A 64 ANS PAR TYPE D'ACTIVITE EN 2008	32
FIGURE 16 TAUX D'ACTIVITE ET D'EMPLOI PAR GRANDES TRANCHES D'AGES EN 2008.....	33
FIGURE 17 TAUX D'ACTIVITE ET TAUX D'EMPLOI PAR SEXE EN 2008	34
FIGURE 18 EVOLUTION COMPAREE DES TAUX DE CHOMAGE DES 15-64 ANS ENTRE 1999 ET 2008.....	35
FIGURE 19 TAUX DE CHOMAGE DES 15-64 ANS PAR TRANCHES D'AGE ET PAR SEXE EN 2008	35
FIGURE 20 EVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE SELON LA CSP	36
FIGURE 21 COMPARAISON DE LA POPULATION ACTIVE OCCUPEE PAR SECTEUR D'ACTIVITE	37
FIGURE 22 POPULATION ACTIVE DE ROUSSAS PAR SECTEUR D'ACTIVITE EN 2008.....	37
FIGURE 23 POPULATION ACTIVE DE LA DROME PAR SECTEUR D'ACTIVITE EN 2008	38
FIGURE 24 LIEU DE TRAVAIL DES ACTIFS RESIDANT A ROUSSAS EN 1999 ET 2008	39
FIGURE 25 COMPARAISON DU LIEU DE TRAVAIL DES ACTIFS EN 2008.....	39
FIGURE 26 REPARTITION DES ACTIVITES PAR SECTEUR IMPLANTEES SUR ROUSSAS	41
FIGURE 27 EVOLUTION DE LA SAU ET DU NOMBRE D'EXPLOITATIONS SUR ROUSSAS ENTRE 1979 ET 2000....	42
FIGURE 28 REPARTITION DE LA SAU EN 2000	43
FIGURE 29 PART DES SUPERFICIES VITICOLES EN 2000	43
FIGURE 30 PART DES SUPERFICIES VITICOLES EN 2010	44
FIGURE 31 EVOLUTION DU TYPE DE PRODUCTION.....	44
FIGURE 32 CARTE DES TYPOLOGIES AGRICOLES.....	46
FIGURE 33 CARTE DU PERIMETRE AOC GRIGNAN LES ADHEMAR.....	47
FIGURE 34 EVOLUTION DU NOMBRE D'EXPLOITATIONS.....	49
FIGURE 35 EVOLUTION DE LA SUPERFICIE AGRICOLE UTILISEE MOYENNE	49
FIGURE 36 CARTE DE LOCALISATION DES SIEGES D'EXPLOITATION ET DES BATIMENTS D'EXPLOITATION....	50
FIGURE 37 AGE DES CHEFS D'EXPLOITATION ET DES COEXPLOITANTS ENTRE 1988 ET 2000.....	51
FIGURE 38 AGE DES CHEFS D'EXPLOITATION ET DES CO-EXPLOITANTS ENTRE 2000 ET 2010	51
FIGURE 39 EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE LA MAIN D'ŒUVRE AGRICOLE.....	52
FIGURE 40 CARTE DES ENJEUX ECONOMIQUES AGRICOLES	54
FIGURE 41 PROGRESSION DU NOMBRE DE LOGEMENTS DEPUIS 1949	56
FIGURE 42 CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE DU PARC DE LOGEMENTS.....	56
FIGURE 43 LA PRODUCTION DE LOGEMENTS DEPUIS 1999	57
FIGURE 44 EVOLUTION DU PARC DE LOGEMENTS SELON LE TYPE D'HABITAT ENTRE 1990 ET 2008 (ECHELLE LOGARITHMIQUE)	59
FIGURE 45 EVOLUTION DU PARC DE LOGEMENTS SELON LE TYPE D'HABITAT ENTRE 1990 ET 2008.....	59
FIGURE 46 NOMBRE DE PIECES DES RESIDENCES PRINCIPALES EN 2008.....	61
FIGURE 47 EVOLUTION DU NOMBRE DE RESIDENCES PRINCIPALES SELON LE NOMBRE DE PIECES.....	61
FIGURE 48 NOMBRE DE PIECES DES RESIDENCES PRINCIPALES PAR TYPOLOGIE D'HABITAT	62
FIGURE 49 EVOLUTION DU NOMBRE DE LOGEMENTS PAR CATEGORIE	65
FIGURE 50 PART DE LOGEMENTS SELON LA CATEGORIE.....	66
FIGURE 51 STATUT D'OCCUPATION DES LOGEMENTS EN 2008.....	67
FIGURE 52 REPARTITION DE L'OCCUPATION DES SOLS EN 2010	73
FIGURE 53 CARTE DE LA CONSOMMATION FONCIERE.....	74
FIGURE 54 CARTE SUR LES DENSITES URBAINES	77
FIGURE 55 LES DISPONIBILITES FONCIERES RESTANTES DE LA CARTE COMMUNALE	79
FIGURE 56 MORPHOLOGIE URBAINE DU CENTRE VILLAGE	81
FIGURE 57 EXTENSION URBAINE AVEC PLAN DE COMPOSITION.....	83
FIGURE 58 EXTENSION URBAINE SANS PLAN DE COMPOSITION QUARTIER LES ESCOMBES- LE COL	85

FIGURE 59 L'HABITAT ISOLE	86
FIGURE 60 ITINERAIRE DE LA LIGNE 36	89
FIGURE 61 ITINERAIRE LGV MEDITERRANEE.....	91
FIGURE 62 CARTE GEOLOGIQUE.....	101
FIGURE 63 RELIEF ET MORPHOLOGIE DU TERRITOIRE	103
FIGURE 64 CARTE DU RESEAU HYDROGRAPHIQUE	105
FIGURE 65 CARTE DES ENTITES PAYSAGERES DE ROUSSAS.....	109
FIGURE 66 ENTREE NORD : ROUTE D'AIGUEBELLE	114
FIGURE 67 ENTREE EST : ROUTE DE VALAURIE.....	116
FIGURE 68 ENTREE OUEST : ROUTE DE MONTELIMAR.....	119
FIGURE 69 ENTREE SUD : ROUTE DE DONZERE.....	122
FIGURE 70 : ESPACES BOISES ET RIPISYLVES DU TERRITOIRE COMMUNAL	124
FIGURE 71 CARTE DU PATRIMOINE ENVIRONNEMENTALE.....	136
FIGURE 72 CARTE DES TRAMES BLEUES ET VERTES	138
FIGURE 73 PERIMETRE DE PROTECTION AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES (SERVITUDE AC1)	143
FIGURE 74 CARTE DES SITES ARCHEOLOGIQUES	146
FIGURE 75 PERIMETRE DU BASSIN RHONE MEDITERANNEE.....	148
FIGURE 76 ZONE HUMIDE DE LA VENCE	151
FIGURE 77 ZONES INONDABLES.....	155
FIGURE 78 CARTE DE L'ALEA RETRAIT-GONFLEMENT DES SOLS ARGILEUX	158
FIGURE 79 CARTE DU RISQUE SISMIQUE DANS LA DROME	159
FIGURE 80 : CARTE D'ALEAS FEUX DE FORETS.....	163
FIGURE 81- ARRETE N°08-0011 REGLEMENTANT L'EMPLOI DU FEU ET LE DEBROUSAILLEMENT PREVENTIF DES INCENDIES DE FORET	165
FIGURE 82 CARTE DES RAYONS DE 5 ET 10 KM.....	170
FIGURE 83 CARTE SIMPLIFIEE (PLAQUETTE D'INFORMATION PPI REFLEX).....	171

1 PREAMBULE

Par délibération du 13 février 2012, le Conseil Municipal de ROUSSAS a prescrit la mise en œuvre de son Plan Local d'Urbanisme (PLU). La commune était auparavant dotée d'une Carte Communale approuvée le 10 septembre 2008 par délibération du Conseil municipal et le 05 novembre 2008 par arrêté préfectoral.

Ce nouveau document d'urbanisme, instauré par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU), permettra d'élaborer une stratégie pour un développement cohérent de la commune, et pour une meilleure qualité de vie.

La réalisation d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) engage les élus dans une démarche au cours de laquelle ils font le bilan de l'évolution de la commune, réfléchissent à son avenir et élaborent des projets de développement. Ils prévoient, maîtrisent et gèrent mieux l'organisation et la planification du territoire communal, avec en perspective la prise en compte des grandes lignes directrices définies à l'échelle intercommunale par les Schémas de COhérence Territoriale (S.C.O.T.) lorsqu'ils existent.

L'élaboration du PLU, dans le respect de l'article L 123-1 du code de l'urbanisme, traduit une politique volontariste de planification du développement communal qui s'appuie sur l'analyse du contexte local, sur les orientations souhaitées par la commune.

Le PLU comprend 6 parties, que sont le rapport de présentation, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), les Orientations d'Aménagement et de Programmation, le Règlement, les Documents graphiques et les Annexes.

Le contenu de rapport de présentation est réglementé par l'article R. 123-2 du Code de l'Urbanisme.

Dans un premier temps, le présent rapport exposera un diagnostic du territoire communal, prévu au deuxième alinéa de [l'article L. 123-1-2](#), en faisant un large tour d'horizon de ses caractéristiques, de ses évolutions depuis une vingtaine d'années. Seront notamment exposés et analysés :

- le contexte humain et économique,
- la situation de l'habitat (diversité, équilibre social...),
- les équipements et les services,
- les activités économiques.

Cette première partie inclut également le **Diagnostic agricole**

La deuxième partie analysera **l'état initial de l'environnement** :

- les éléments structurants du paysage
- le paysage naturel et urbain
- les risques naturels et technologiques
- les protections réglementaires.

La troisième partie du rapport explicitera les choix retenus pour le **Projet d'Aménagement et de Développement Durables** et pour la délimitation des zones dans le respect des objectifs issus de l'article L. 121.1 du code de l'urbanisme. Elle explicitera aussi les motifs des limitations administratives aux occupations du sol apportées par le règlement (justifications des changements apportés à ces règles).

Une quatrième partie évaluera les **incidences des orientations du plan sur l'environnement** et exposera la manière dont le plan prend en compte le souci de préservation et de mise en valeur.

Une cinquième et dernière partie précisera **les indicateurs** qui devront être élaborés pour **l'évaluation des résultats de l'application du plan** prévue à [l'article L. 123-12-1](#).

« Trois ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme ou la dernière délibération portant révision de ce plan, un débat est organisé au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou, dans le cas prévu par le deuxième alinéa de [l'article L. 123-6](#), du conseil municipal sur les résultats de l'application de ce plan au regard de la satisfaction des besoins en logements et, le cas échéant, de l'échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants. L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou, dans le cas prévu par le deuxième alinéa de l'article L. 123-6, le conseil municipal délibère sur l'opportunité d'une application des dispositions prévues au sixième alinéa de l'article [L. 123-1-1](#), d'une mise en révision ou d'une mise en révision simplifiée de ce plan dans les conditions prévues à [l'article L. 123-13](#). Ce débat est organisé tous les trois ans dès lors que le plan n'a pas été mis en révision. »

CHAPITRE I- DIAGNOSTIC TERRITORIAL

1 PRESENTATION GENERALE

1.1 SITUATION ET PRESENTATION

1.1.1 BREF HISTORIQUE DE LA COMMUNE

Toponymie

Selon un spécialiste, le village de Roussas aurait été ainsi appelé à cause des grès rougeâtres et ferrugineux de la colline sur les pentes de laquelle il avait été primitivement édifié.

Roussas, qui fait partie du canton de Grignan, est désigné au début du XIII^{ème} siècle, et on ne pense pas qu'il ait été habité avant cette date. Le cartulaire des Templiers en fait mention en 1211 sous l'appellation de Rossatz, mot qui évoluera par la suite, devenant Castrum de Rossation en l'an 1300, puis Rossassium et Rossacim en 1350, Rosas en 1570 et même Rosses en 1600.

Antiquité

Le territoire offre quelques témoignages archéologiques de la présence humaine à l'époque antique. La morphologie parcellaire non orthogonal, très fréquente dans le territoire du Tricastin, témoigne d'un peuple cultivateur. Par ailleurs, l'oppidum du Moulon, montre des signes d'occupation des celtes en lien direct avec les routes commerciales devant passer par le col de Malataverne pour rejoindre Massilia. L'occupation romaine du secteur est également visible par la présence de nombreux vestiges archéologiques de Villae en rive droite de la Berre et de fermes coloniales Tegulae sur le plateau des Esplanes.

A la fin du III^{ème} siècle avant Jésus-Christ, Hannibal et son armée d'éléphants passent par le territoire de Roussas. Ce dernier suit les routes commerciales, à la fois pour assurer le ravitaillement de ses troupes et pour éviter les troupes romaines stationnées dans la vallée du Rhône.

La fin du III^{ème} siècle est une période trouble, marquée par les invasions barbares, le devenir des habitants de Roussas demeure flou jusqu'à la Renaissance.

Moyen âge

Au début de la période féodale, Roussas était un fief des comtes du Valentinois et un arrière fief du pape. Roussas appartient au royaume de Provence et Bourgogne suite à la dislocation de l'empire carolingien, uni à l'empire germanique au XII^{ème} siècle. Il appartient dans la deuxième moitié du XIII^{ème} siècle, d'une part aux Décans (d'Uzès) et d'autre part, aux Adhémar (de Montélimar). Les moines

d'Aiguebelle y avaient alors des droits, qu'ils partageaient avec les Comtes de Provence. C'était le chapitre de Grignan qui percevait la dîme, laquelle était assez modeste.

La partie relevant des Decan passa aux Beaumont en 1540, puis par héritage aux du Plan, qui la revendirent en 1603 aux Escalin. Celle dépendant des Adhémar échut en 1334 aux Gontard et en 1476 aux Moreton.

Roussas est à nouveau mentionné dans des écrits après une longue période d'inconnu. Notamment un registre de reconnaissance de biens fonds permet d'avoir une image complète de l'agglomération de Roussas au milieu du XVI^{ème} siècle (1551).

La tour qui domine le château est érigée u cours du XIII^{ème} siècle et l'église dédiée à St germain datée de la fin du XII^{ème} siècle (malgré des remplois d'architecture typiques u XI^{ème} siècle), témoignent d'un établissement dès la fin du XI^{ème} – début XII^{ème} siècle sous la forme d'un village perché et d'un bourg castral à l'est de la forteresse, en contrebas de promontoire rocheux.

Renaissance et époque moderne

Durant plusieurs siècles, une partie du territoire voisin des Granges-Gontardes dépendait de Roussas ; elle devait être érigée en paroisse vers 1695, et obtint son indépendance communale en 1788.

Les derniers seigneurs furent les Bertet, qui achetèrent le fief en 1755 et ne le gardèrent qu'une trentaine d'années.

Au cours des âges, le village ne connut pas de grands évènements, et bien que proche du Rhône, lieu de passages intenses, il resta longtemps ignoré jusqu'à la période des guerres de religion. Il connut, en 1579, le fait le plus important de son histoire :

Vers la fin de l'année 1578, les capitaines protestants Bouvier, La Cloche, et La Prade, à la tête de quelques compagnies armées par leurs soins, mais qui n'étaient pas toutes composées de soldats réguliers, s'étaient, par surprise, emparés de Roussas. Leur but était surtout d'en faire une base. Les représentants de l'autorité royale à Montélimar avaient d'abord à peine réagi, puis le 25 février 1579, 70 hommes armés, dont 30 hallebardiers, partirent de Châteauneuf-du-Rhône pour Roussas afin « de rejoindre les troupes de la Ligue, au siège de Rossas, contre les brigands y retirés ». Roussas fut pris et les brigands massacrés.

En dehors de cet épisode, les annales ne signalent pas d'autres événements de guerre. Elles font état cependant d'une épidémie de peste qui, en 1629, fit mourir à Roussas 160 personnes.

A l'origine, le village, de peu d'importance, était implanté en haut d'une petite colline isolée, qui avait une valeur stratégique de défense. On y avait construit une église, puis un château, et par la suite quelques maisons. Plus tard, les habitations furent édifiées dans la plaine.

Actuellement, sur l'emplacement de l'ancien Roussas, il n'y a plus que l'église, la cure, le château et quelques maisons. On pense que cette église a été autrefois la chapelle du château ; celui-ci aurait été bâti sous le règne de Saint Louis et subit par la suite des modifications. L'église est sous le vocable de Saint Germain.

Dans un rapport daté de 1885, M. L'abbé Jassoud évoque le caractère roman de l'ancienne église du château et signale l'existence d'un bas-relief sur pierre jaune, représentant un lion entre deux cerfs. Ce détail selon lui remonterait au IX^{ème} ou au X^{ème} siècle, ce qui ne concorde pas avec la date de « naissance » supposée de Roussas.

Il est vrai que, se basant sur la découverte de quelques hachettes en serpentines, quelques chercheurs ont émis l'hypothèse qu'il y aurait pu avoir ici un oppidum. En l'occurrence, la montagne du Moulon fût l'objet, dès l'âge du Bronze ancien, de deux Oppidums¹ distincts.



FIGURE 1 CARTE CASSINI

¹ Ville fortifiée; fortification généralement située sur une hauteur à l'époque romaine et gallo-romaine.

1.1.2 SITUATION GEOGRAPHIQUE EXCENTREE DE L'AXE RODHANIEN

La commune de Roussas est située au Sud-Ouest du département de la Drôme. A proximité de la vallée du Rhône, Roussas est à mi-chemin entre Montélimar et Valréas qui sont chacune à 20 km environ. La commune se situe à 10 km de Donzère et à 13 km de Pierrelatte.

Elle est rattachée administrativement au canton de Grignan (11 km) et à l'arrondissement de Nyons (38 km).

Les communes limitrophes sont :

- Au Nord, ALLAN
- Au Nord-Ouest, MALATAVERNE
- A l'Est, REAUVILLE
- Au Sud-Ouest, LES GRANGES GONTARDES
- Au Sud-Est, VALAURIE

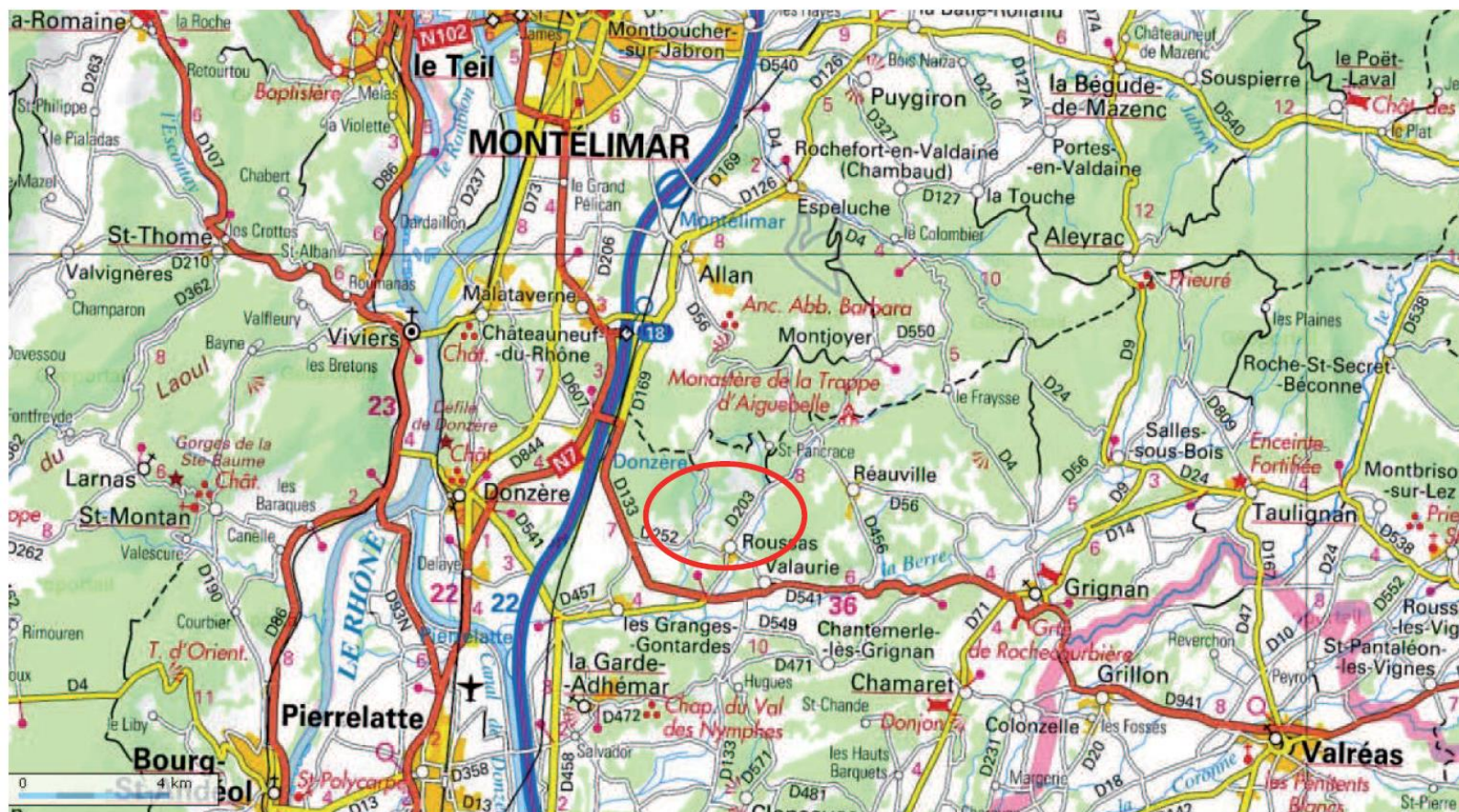
Le territoire de Roussas est traversé au Sud par la D 133 qui rejoint la vallée du Rhône à l'Ouest. A partir de cette voie, on gagne le village de Roussas par la D 203.

La commune est reliée à Valaurie par la D 553.



VOIR PAGE SUIVANTE – PLAN DE SITUATION DE LA COMMUNE DE ROUSSAS

PLAN DE SITUATION DE LA COMMUNE DE ROUSSAS



Source Geoportail
Réalisation EURYCE Février 2012
R10075-ER1-ETU-PG-002-A

FIGURE 2 PLAN DE SITUATION DE LA COMMUNE DE ROUSSAS

1.1.3 SITUATION ADMINISTRATIVE

1.1.3.1 Arrondissement, canton et agglomération (INSEE)

La commune fait partie de l'arrondissement de Nyons, qui comprend l'ensemble du sud du département de la Drôme du canton de Marsanne jusqu'au canton de Séderon en limite des Hautes Alpes. Roussas appartient au canton de Grignan.

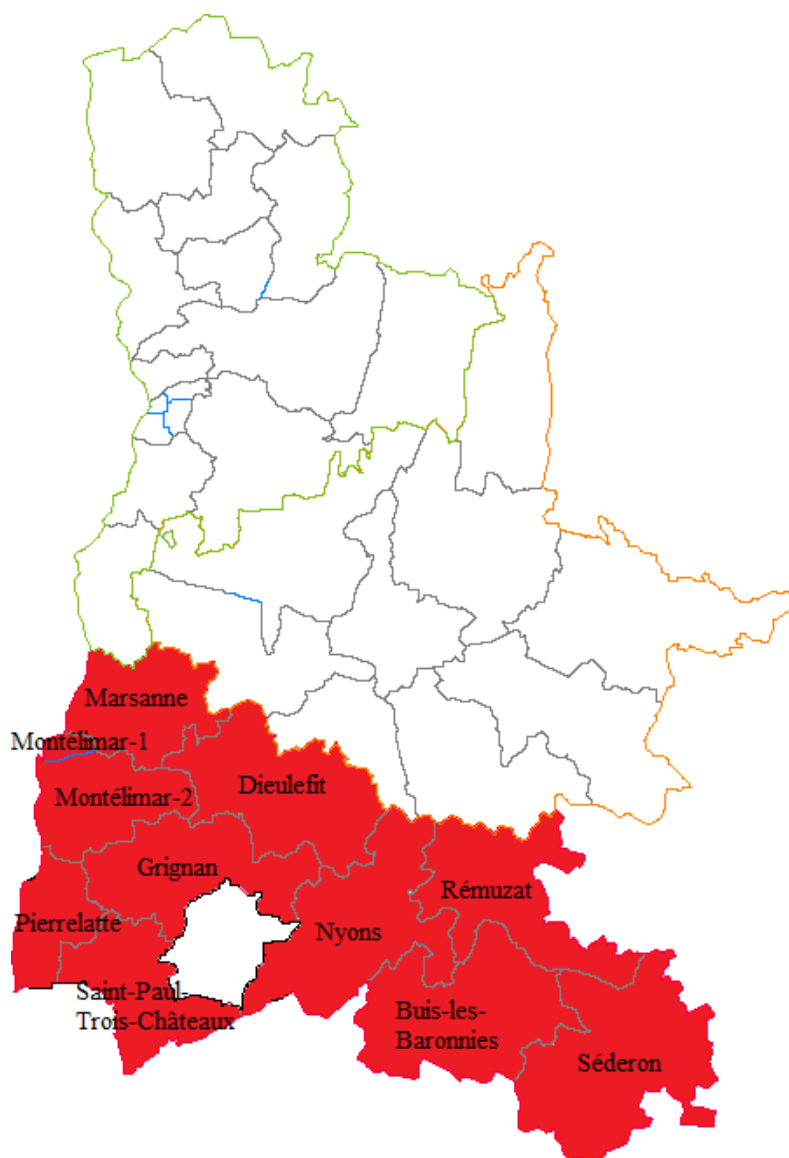


FIGURE 3 CARTE DE L'ARRONDISSEMENT DE NYONS

1.1.3.2 Intercommunalité

La commune de Roussas fait partie de la Communauté de communes Enclave des Papes et Pays de Grignan. Celle-ci fut créée par arrêté préfectoral datant du 1^{er} janvier 2014.

Elle regroupe 19 communes du canton de Grignan :

- | | |
|---------------------------|------------------------------|
| • Chamaret | • Roussas |
| • Chantemerle-lès-Grignan | • Rousset-les-Vignes |
| • Colonzelle | • Saint-Pantaléon-les-Vignes |
| • Grignan | • Salles-sous-Bois |
| • Le Pègue | • Taulignan |
| • Montbrison-sur-Lez | • Valaurie |
| • Montségur sur Lauzon | • Valréas |
| • Montjoyer | • Visan |
| • Réauville | |

La Communauté de communes exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres les compétences suivantes :

Aménagement du territoire

- Valorisation du patrimoine naturel
- Cadastre numérisé et ses applications
- Gestion de la carte archéologique du canton de Grignan en liaison avec la DRAC

Développement économique

- Participation à une plate-forme d'initiative locale
- Réalisation et diffusion d'un support de communication spécifique pour la promotion du territoire et de ses entreprises
- Développement des zones d'activités économique d'intérêt communautaire à caractère artisanal, commercial, médico-social, industriel et touristique

Environnement

- Elimination des déchets ménagers et assimilés
- Organisation et gestion du tri sélectif
- Création et gestion d'une déchetterie

- Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC),
- Elaboration d'un schéma de ressources en eau et projet d'interconnexion des réseaux d'eau entre les communes.

Logement

- Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH, PIG)
- Elaboration du Programme Local de l'Habitat

Action sociale

- Création et gestion d'un accueil de loisirs
- Gestion du relais assistantes maternelles
- Négociation et gestion des contrats avec la CAF et/ou la MSA
- Coordination, pilotage et mise en œuvre des politiques contractuelles d'intérêt communautaire en matière d'enfance, de petite enfance et de jeunesse
- Gestion de l'aide alimentaire cantonale
- Aide financière au fonctionnement du multi-accueil « Les Bout'Chous »

Tourisme

- Gestion de la taxe de séjour ;
- Aide financière aux organismes chargés d'actions liées au tourisme
- Promotion et gestion de l'ouvrage « Le Pays de Grignan » dans la collection Images du Patrimoine et de l'exposition concernée
- Actions de valorisation et de promotion du patrimoine
- Aide financière au Pays « Une Autre Provence » et à la Mission Locale Drôme Provençale
- Réalisation avec la DRAC de l'inventaire du patrimoine culturel du canton de Grignan

Opérations sous mandat

- Travaux d'entretien des voiries communales
- Opérations diverses à la demande des communes (bâtiments, réseaux divers, ...)

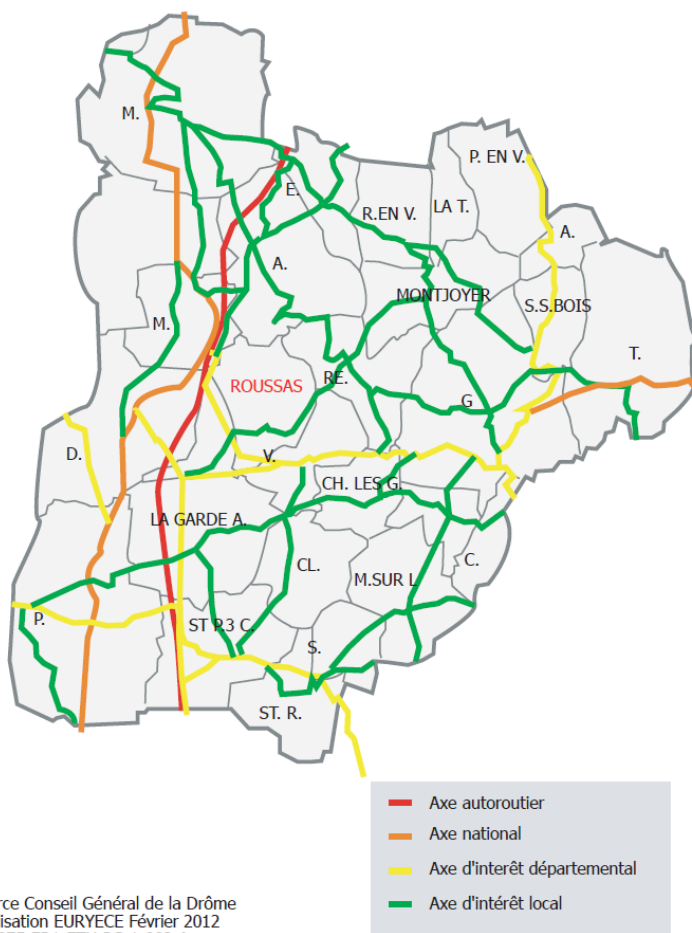
La commune est également rattachée à deux autres structures intercommunales :

- le Syndicat Intercommunal des Eaux Valaurie – Roussas, ses principales missions sont la gestion et l'entretien du réseau d'eau ainsi que la détermination du prix de l'eau.
- le Syndicat Intercommunal d'aménagement de la Berre qui gère les rivières Vence et Berre

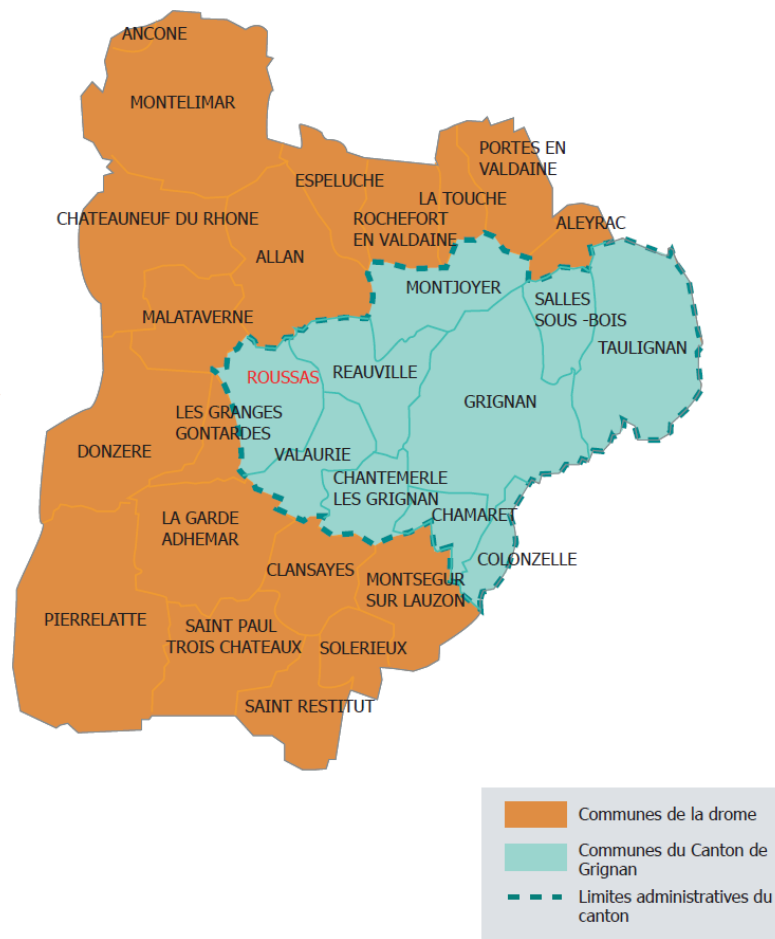
VOIR PAGE SUIVANTE- CARTE DE LOCALISATION ET SITUATION ADMINISTRATIVE DE ROUSSAS

FIGURE 4 CARTE DE LOCALISATION ET SITUATION ADMINISTRATIVE DE ROUSSAS

LES AXES ROUTIERS DANS
LA DROME PROVENCALE



LA COMMUNE DE ROUSSAS DANS SON
ENVIRONNEMENT ADMINISTRATIF



1.2 DE LA CARTE COMMUNALE AU PLU

1.2.1 HISTOIRE DES DOCUMENTS D'URBANISME DE LA COMMUNE

La carte communale de Roussas a été approuvée le 10 septembre 2008 par délibération du Conseil municipal et le 05 novembre 2008 par arrêté préfectoral.

Cette carte communale avait pour objectif de rompre avec le principe de constructibilité limitée mais également de gérer l'extension urbaine, sur la base des orientations souhaitées par la commune et en compatibilité avec notamment, le niveau d'équipement de la commune (actuel et projeté), l'adéquation avec le maintien et/ou le développement de l'activité agricole, et le respect du paysage.

Ce document d'urbanisme n'a fait l'objet d'aucune modification depuis son approbation conjointe.

1.2.2 LES MOTIVATIONS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Par délibération en date du 13 février 2012, la commune a prescrit l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme. La carte communale ne répondait plus aux enjeux actuels et futurs du territoire communal notamment au regard du projet d'implantation d'une gare TGV sur la commune voisine d'Allan, du développement économique croissant de l'agglomération Montilienne,...

Le nouveau document d'urbanisme sera également l'occasion de prendre en compte les nouvelles exigences réglementaires et d'intégrer de nouvelles dimensions tels que le développement durable, l'éco-construction tout en menant à bien les objectifs suivants :

- satisfaire les besoins présents et futurs de la population en matière d'habitat
- maîtriser et recentrer les lieux de construction autour du centre village afin de limiter la consommation d'espaces agricoles et naturels ;
- Préserver les espaces naturels et agricoles de manière à permettre une activité adaptée à la vocation de ces espaces ;
- Inscrire l'aménagement de la commune dans une démarche de développement durable cohérent du territoire communal ;
- Tenir compte de la problématique liée aux risques naturels et notamment le risque feux de forêts et de ruissellement des eaux pluviales ;
- Permettre la préservation de certains éléments du patrimoine bâti présentant un intérêt ;
- Intégrer des prescriptions architecturales et paysagères dans les nouvelles zones d'urbanisation pour préserver la qualité du cadre de vie.

2 DONNEES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES

2.1 LES EVOLUTIONS DE LA POPULATION DEPUIS 1975

2.1.1 UNE POPULATION QUI NE PROGRESSE PLUS

La commune de Roussas comptait 339 habitants en 2008, selon les chiffres du dernier recensement de la population, et affiche une très légère régression de la population communale par rapport au recensement de 1999 (-0.2%), marquant ainsi depuis 40 ans une inversion de tendance. En effet, l'évolution démographique communale depuis 1968 peut se décomposer en 3 phases :

- entre 1968 et 1978, la population s'est accrue sur un rythme de croissance annuelle de +2.1%
- entre 1975 et 1990, la population s'est accrue fortement (augmentation de plus de 73%) d'abord sur un rythme de croissance annuelle de +4.4% jusqu'en 1982, puis sur un rythme moindre de 3.1% par an en moyenne jusqu'en 1990.
- Entre 1990 et 2008, la population connaît une nouvelle dynamique démographique, caractérisée par une décroissance sensible et progressive de la population communale. Tout d'abord +1% de croissance annuelle entre 1990 et 1999 pour ensuite être négative sur la dernière période intercensitaire.

	1968	1975	1982	1990	1999	2008
Population	157	182	246	315	345	339
Densité moyenne (habitants/km²)	9.8	11.3	15.3	19.6	21.5	21.1

Source : insee- RGP – 30 juin 2011

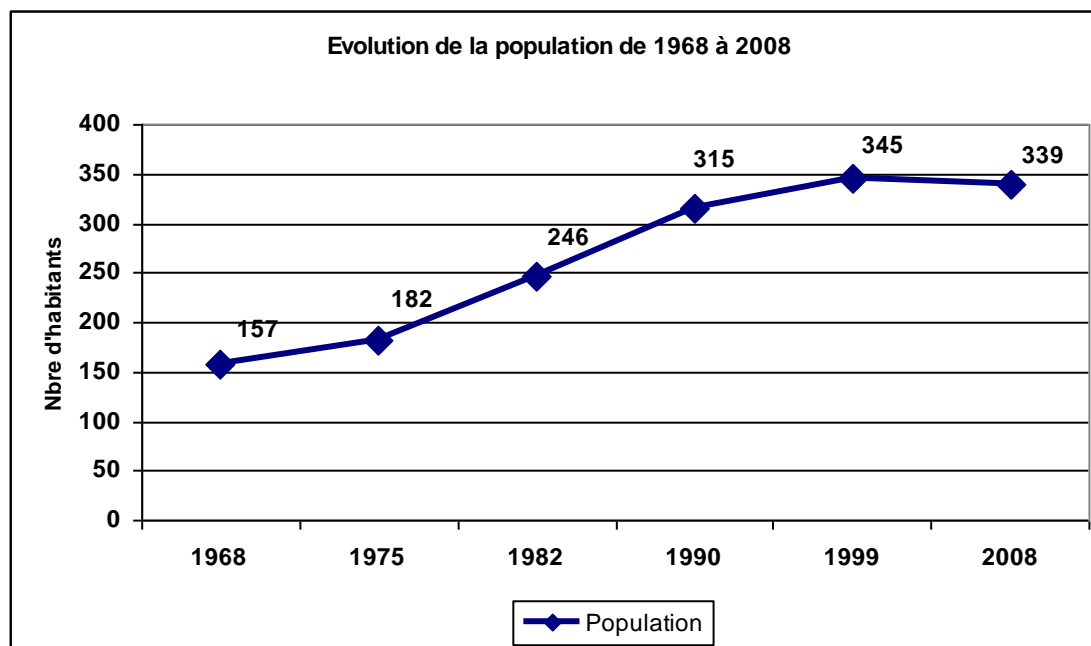


FIGURE 5 EVOLUTION DE LA POPULATION – SOURCE INSEE RGP 2011

Comparée à l'échelle du Canton de Grignan et du département de la Drôme, l'évolution démographique de la commune de Roussas a connu une croissance très forte de 1968 à 1990 qui s'est essouffée plus rapidement qu'ailleurs. Alors que les rythmes de croissance démographique dans le canton de Grignan ou dans la Drôme n'ont fait que fluctuer pour croître dans la dernière période pour atteindre respectivement des taux annuels de +0.9% et +1%. La commune de Roussas a connu le phénomène inverse pour observer dans la dernière période un recul démographique.

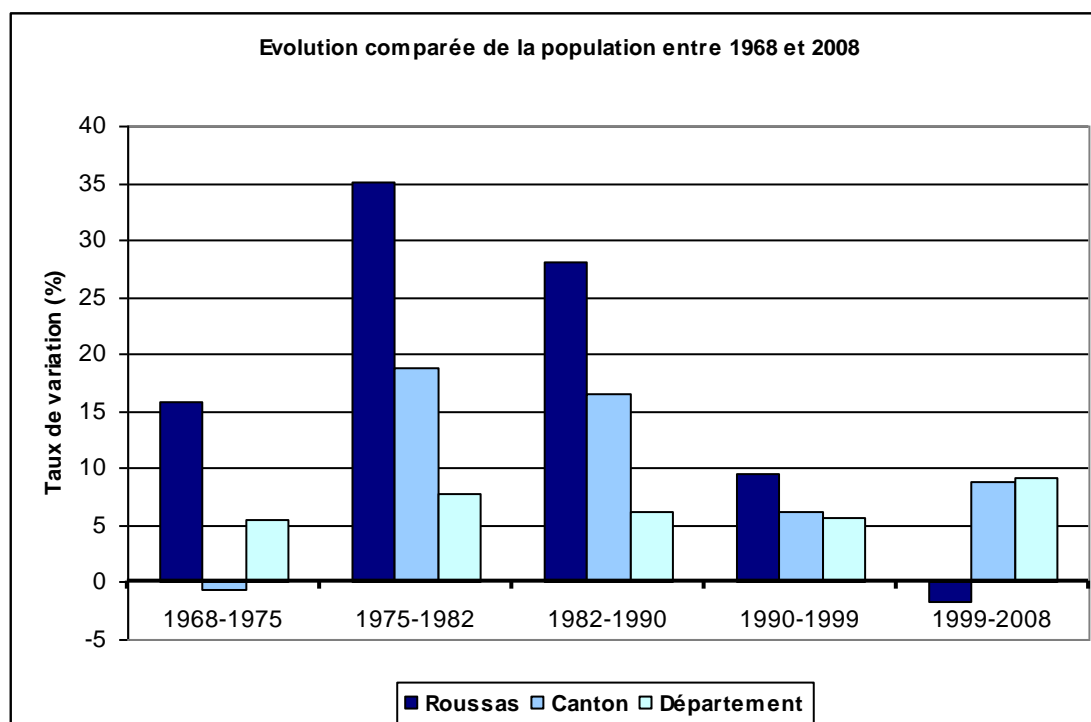


FIGURE 6 EVOLUTION COMPAREE DE LA POPULATION ENTRE 1968 ET 2008

2.1.2 LES RAISONS DE CE REcul DEMOGRAPHIQUE

Plusieurs facteurs peuvent expliquer la régression démographique que connaît la commune. Le premier est le prix du foncier disponible sur la commune, restreignant l'accès à la construction pour certaines tranches de la population. La faiblesse de l'offre de logements de petites typologies et l'absence de logements sociaux peuvent expliquer le déficit d'installation de jeunes couples ou le maintien des plus jeunes sur le territoire communal.

Le second facteur explicatif est la faiblesse du marché locatif sur la commune.

Le troisième et dernier facteur est sociologique : la diminution de la taille des ménages (2.33 personnes par ménages en 2008 contre 2.8 en 1999, phénomène nationale (liée à l'augmentation des familles monoparentales et de l'augmentation des personnes âgées vivant seules), contribue à accentuer la demande en logement qui, faute d'offre suffisante, peut aussi expliquer le départ d'une partie de la population.

2.1.3 UNE CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE QUI S'APPUIE SUR LES APPORTS DE POPULATIONS EXTERIEURES

A l'échelle du canton, la croissance démographique, continue depuis 1968, s'est principalement appuyé sur un solde migratoire positif et conséquent. Cette ressource exogène s'est progressivement tarie entre 1982 et 1990 pour retrouver sur la période 1999- 2008 un rythme en progression positive de 0.9% par an. La croissance démographique qu'a connue Roussas jusqu'en 1999 et la tendance de perte de sa population s'explique essentiellement par les variations du solde migratoire.

Sur le territoire communal, depuis 1968, le solde migratoire a fluctué d'une période à une autre et a toujours compensé un solde naturel relativement faible voir négatif (-0.6% pendant la période 1975-1982). Ainsi, entre 1975 et 1982, le solde migratoire a atteint son niveau record de 5% par an puis a chuté dans la période suivante (+2.4%), il n'a fait que décroître depuis pour aboutir à une évasion de sa population.

Depuis 1999, et contrairement à la tendance cantonale qui gagne de la population grâce à son solde migratoire positif (0.9%), Roussas affiche un recul de 0.6% annuel. Par ailleurs, 67% de la population déclarait en 2008 habitait la commune 5 ans auparavant, montrant ainsi la faiblesse des nouveaux arrivants sur le territoire communale.

Cette situation démontre le manque de potentiel d'accueil bâti (mixité des typologies d'habitat) décrit précédemment dont la commune a besoin pour maintenir et accroître sa population.

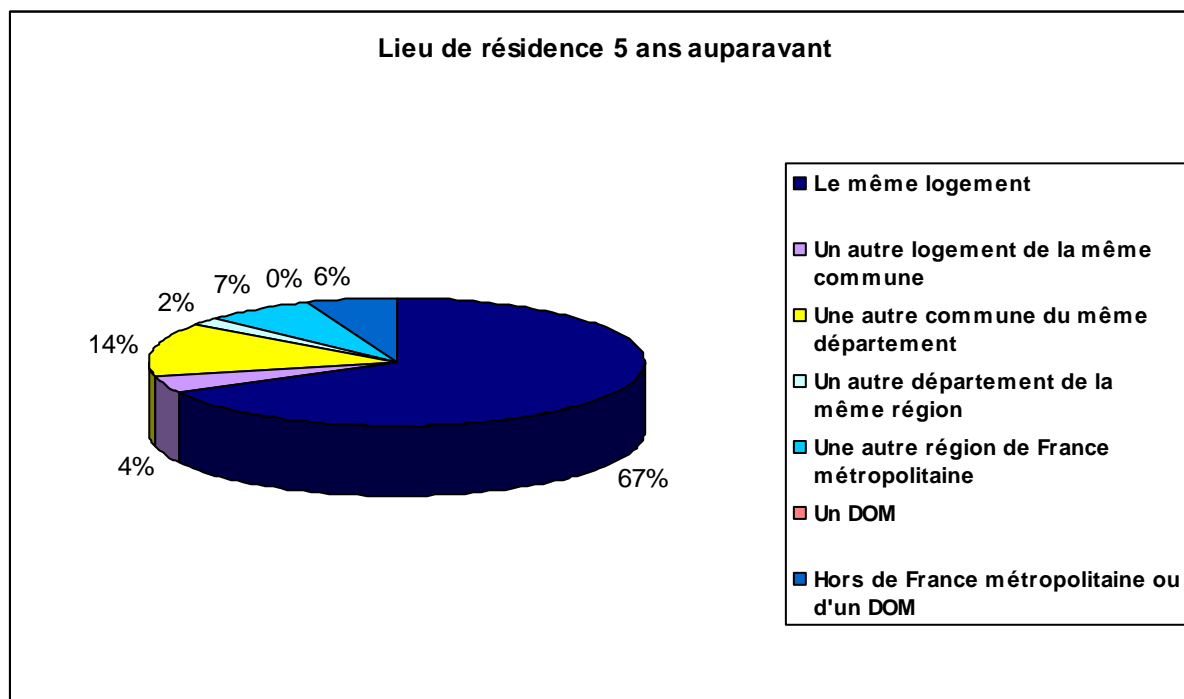


FIGURE 7 LIEU DE RESIDENCE 5 ANS AUPARAVANT

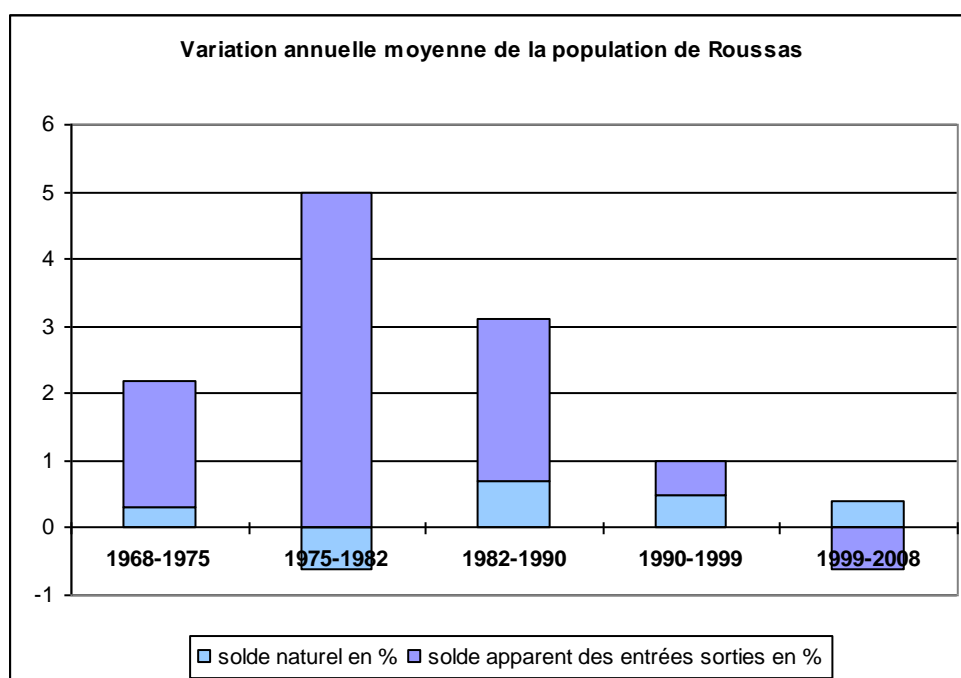


FIGURE 8 VARIATION ANNUELLE MOYENNE DE LA POPULATION DE ROUSSAS

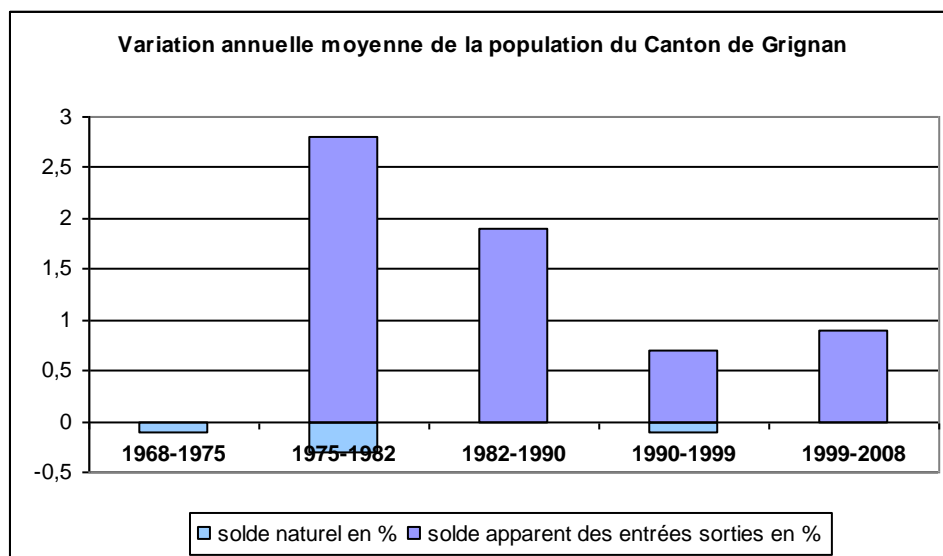


FIGURE 9 VARIATION ANNUELLE MOYENNE DE LA POPULATION DU CANTON DE GRIGNAN

CONSTATS

- Une population qui a augmenté de 40.24% depuis 30 ans mais qui ne progresse plus sur la dernière période censitaire
- Une croissance démographique essentiellement liée à l'apport de population extérieure mais qui s'est fortement ralentie
- Un solde naturel positif mais relativement faible, qui se maintient depuis plus de 20 ans
- Une évolution en contradiction avec les dynamiques cantonales et départementales
- Plusieurs facteurs explicatifs :
 - coût du foncier ;
 - une raréfaction du foncier ces dernières années ;
 - une inadaptation du parc de logements surtout en direction des jeunes ménages et des personnes seules ;
 - un desserrement des ménages (de plus en plus petits).

ENJEUX

- retrouver une croissance démographique
- recréer des conditions favorables à l'accueil de nouvelles populations :
 - en terme de foncier à bâtir
 - en terme de diversité des typologies d'habitat

2.2 LA STRUCTURE DE LA POPULATION ACTUELLE

2.2.1 UNE POPULATION VIEILLISSANTE FAUTE D'UN RENOUVELLEMENT SUFFISANT

En raison du faible taux de solde naturel qui caractérise la commune depuis 1982 et du solde migratoire négatif depuis 1999, la population de Roussas connaît un phénomène de vieillissement. La part des moins de 30 ans dans la population totale a diminué de 18.8% entre 1999 et 2008 et représente aujourd'hui 28% de la population totale. La tranche des 30-59 ans a peu évolué (-0.6%) et regroupe désormais 44.83% de la population. La part des 45 ans et plus représente 52.8% en 2008 contre 43.2% en 1999 marquant ainsi la tendance au vieillissement.

Ce profil de la population et ces évolutions sont quasiment identiques au profil de la population de la Drôme sauf pour la tranche d'âge des 15-29 ans plus faible sur Roussas que la moyenne départementale, à l'inverse la part des 45-59 ans est sur représenté sur Roussas.

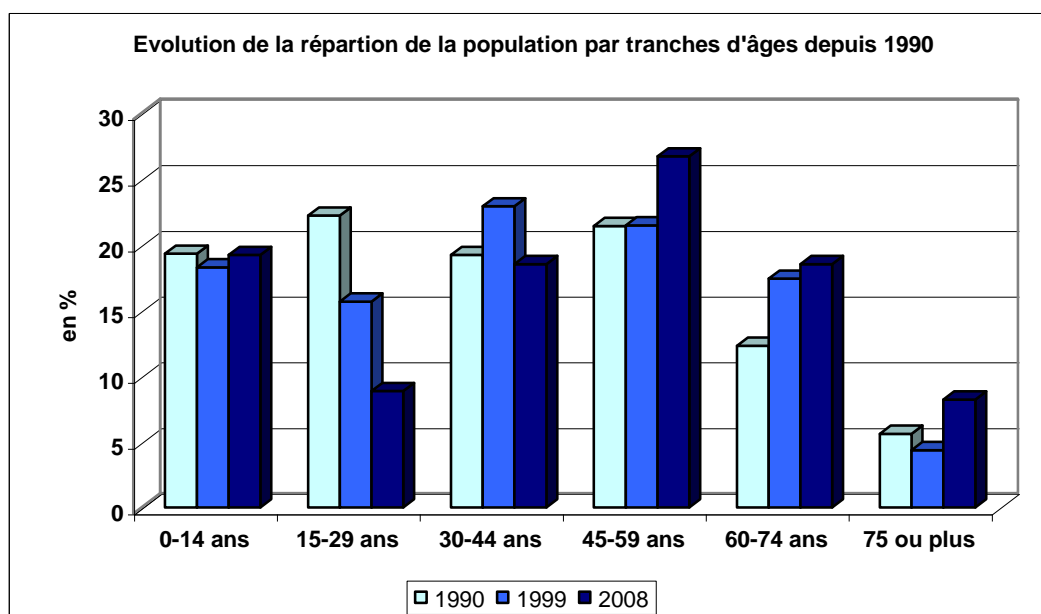


FIGURE 10 EVOLUTION DE LA REPARTITION DE LA POPULATION PAR TRANCHES D'AGES DEPUIS 1990

La répartition par sexe de la population, dans ces mêmes tranches d'âge, fait apparaître un équilibre, conforme à la tendance départementale. Le déséquilibre s'exprime à partir de la tranche d'âge des 60 ans et plus, avec une majorité d'hommes (58.42%).

Cette structure de la population a une incidence direct sur les besoins en matière de logement, d'équipement, d'aménagement et de services à destination de la population âgée.

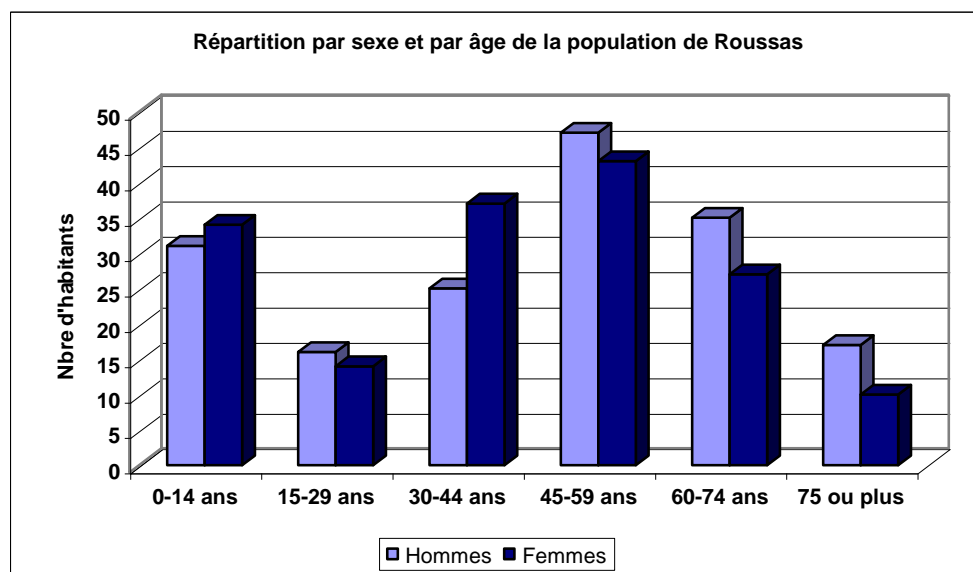


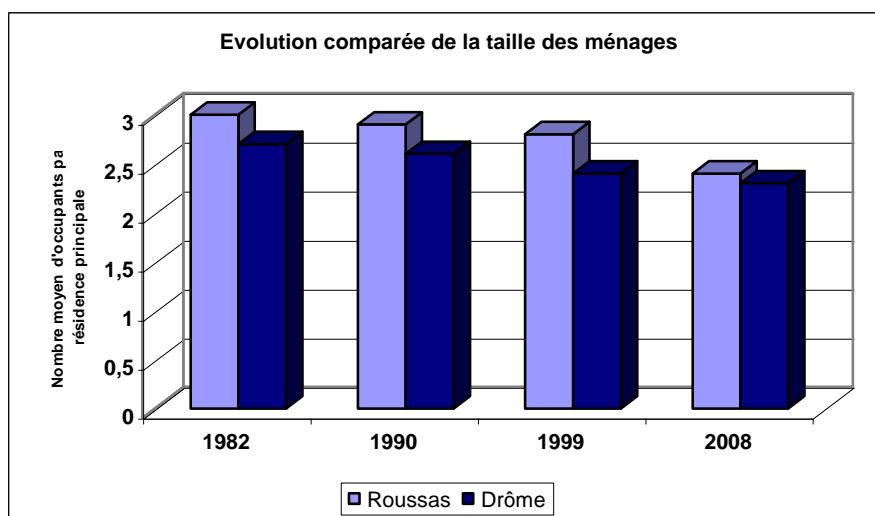
FIGURE 11 REPARTITION PAR SEXE ET PAR AGE DE LA POPULATION DE ROUSSAS

2.2.2 UN PHENOMENE ACCRU DE DESSERREMENT DES MENAGES

La diminution de la taille des ménages est une tendance générale, qui dépasse le cadre national et s'observe depuis une cinquantaine d'années dans les pays industrialisés. Elle est à rapprocher de certains facteurs tels que la baisse de la natalité, l'allongement de la durée de vie (en particulier de la population féminine), le morcellement des familles, le recul de l'âge du mariage ou de l'installation en couple, la difficulté d'accès au premier logement, etc...

Dans la Drôme, on est passé en moyenne de 3.1 individus par ménage en 1968 à 2.3 individus par ménage en 2008 avec une diminution continue. La commune de Roussas, avec 2.4 individus par ménage en 2008, se situe dans la tendance départementale au fléchissement, avec cependant un décroissance plus rapide sur la dernière période pour la commune de Roussas (de 2.8 personnes par ménages en 1999 à 2.4 en 2008).

	Roussas	Drôme
1982	3	2,7
1990	2,9	2,6
1999	2,8	2,4
2008	2,4	2,3



La population des ménages augmente, parallèlement au nombre de ménages. Roussas comptait 124 ménages en 1999 regroupant 348 individus soit 2.8 individus par ménage. En 2008, la commune enregistrait 145 ménages (soit une progression de 16.9%) , qui regroupaient 355 individus (soit une progression de 2%) soit une diminution de la taille du ménage à 2.4 individus.

L'évolution entre 1999 et 2007 s'est localement traduite par une forte progression du nombre de ménages composés d'une seule personne (+ 125%), qui représentent désormais 24.8% de l'ensemble des ménages (moyenne départementale de 32%). Ces personnes seules, qu'elles soient célibataires, divorcées ou veuves sont en majorité des hommes (66.6%) pour la plupart situées dans la tranche d'âge des 65 ans et plus. En effet, en 2008, 21.54% des 65 ans ou plus déclarés vivre seule.

Dans le même temps, le nombre de ménages avec famille restait relativement stable (+0.9%) et majoritaire dans l'ensemble des ménages portant à 75.17% sa part (moyenne départementale : 65.8%). Parmi eux, on notera la progression du nombre de couples sans enfants (+18.2%) au détriment du nombre de couples avec enfants ayant lui régressé de 14.3% sur la même période. Le nombre de familles monoparentales reste stable.

Par ailleurs, on observe dans cette catégorie de ménages avec famille que les personnes déclarant vivre en couple en 2008 sont :

- Réparties de manière équitable entre les différentes classes d'âge entre 28 et 79 ans. Cependant on constate une forte proportion de couples entre 40 et 54 ans,
- De plus en plus souvent des familles sans enfant dont la part progresse sans pour autant devenir majoritaire (47.7% des familles en 2008),
- Pour les familles avec enfant, ce sont avant tout de petites familles avec 1 ou 2 enfants (33% des familles)

Les familles nombreuses de plus de 3 enfants sont minoritaires (14.6% des familles) mais sont en augmentation par rapport à 1999 où aucune famille de plus de 4 enfants n'était recensée.

Ces tendances contribuent fortement, d'une part, à l'accroissement du nombre des demandes en logements, et d'autre part, à l'exigence d'une typologie de logement adapté à ces nouvelles structures familiales (petits logements). Faute d'une offre suffisante et adaptée, la commune ne pourra enrayer le départ progressif de ses habitants.

	2008	1999
Ensemble	145	124
Ménages d'une seule personne	36	16
- hommes seuls	24	8
- femmes seules	12	8
Autres ménages sans famille	0	0
Ménages avec familles dont la famille principale est :	109	108
- un couple sans enfant	52	44
- un couple avec enfant(s)	48	56
- famille monoparentale	8	8

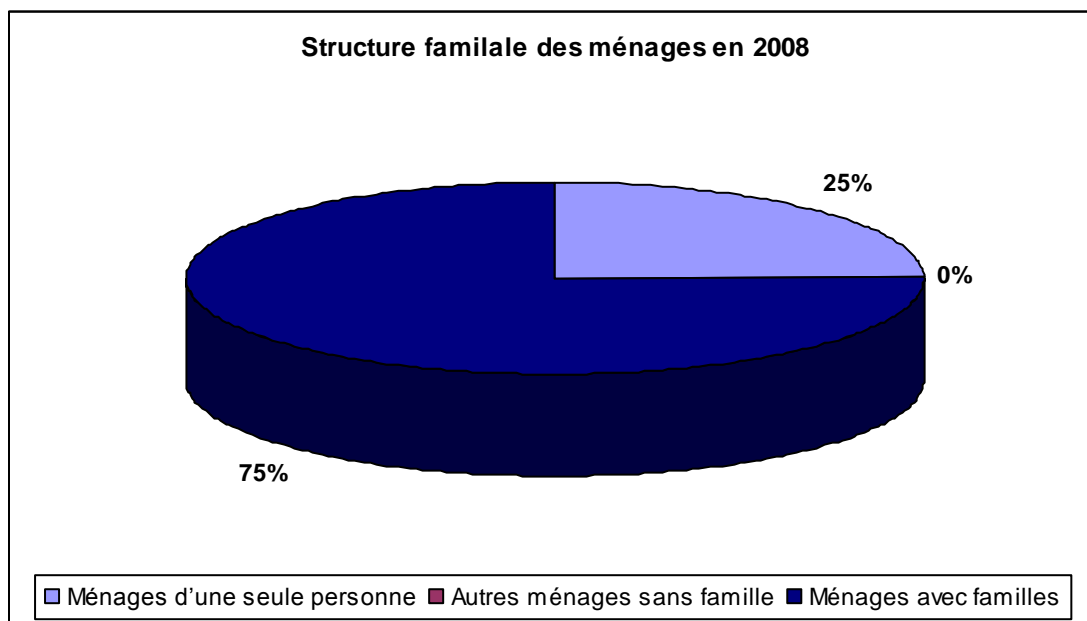


FIGURE 12 STRUCTURE FAMILIALE DES MENAGES

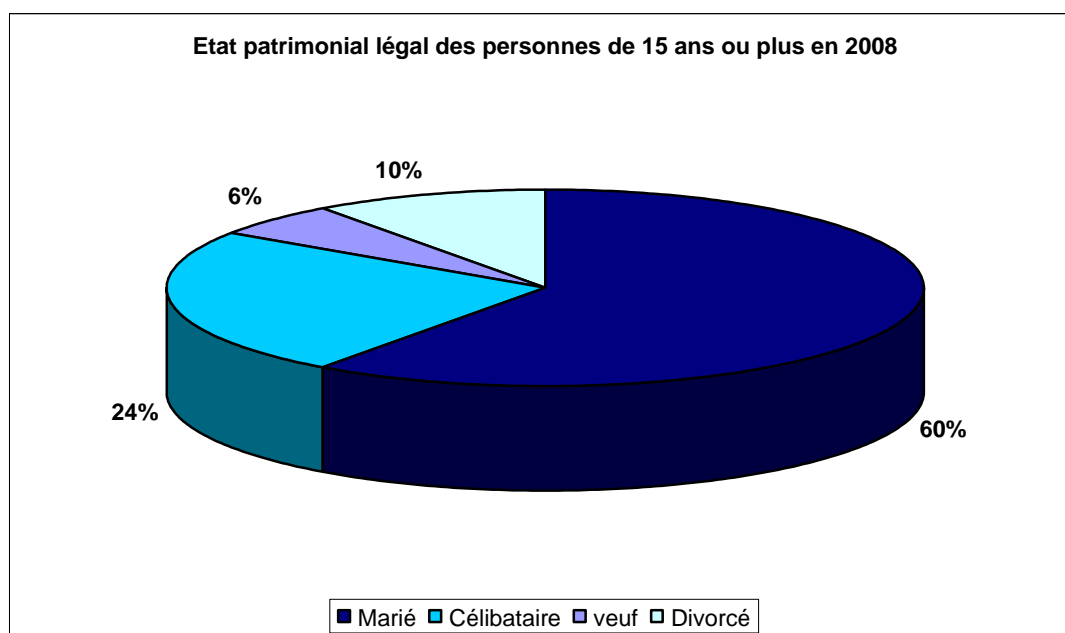


FIGURE 13 ETAT PATRIMONIAL LEGAL DES PERSONNES DE 15 ANS OU PLUS EN 2008 SUR ROUSSAS

CONSTATS

- **Un vieillissement de la population qui se calque sur celui du département**
- **Des ménages de plus en plus petits (2.4 personnes par ménages en 2008)**
- **Des ménages de plus en plus nombreux**

ENJEUX

- **Rééquilibrer la démographie en accompagnant le vieillissement de la population en place et en favorisant l'accueil des jeunes ménages**
- **Répondre aux besoins spécifiques des différents profils de la population**

2.3 LE PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE DES FOYERS FISCAUX

Le niveau de revenus en baisse mais qui reste supérieure à la moyenne cantonale

Le revenu annuel moyen par foyer en France s'élève à 23 201 € alors qu'il n'est que de 21 246 € dans le département de la Drôme. A Roussas, celui s'élève à 25 085 € soit à un niveau supérieur, cependant il a connu une baisse d'environ 1.4% entre 2006 et 2008.

A l'échelle intercommunale (CCPG), Roussas se positionne après les communes de Saint Pantaléon les Vignes et Chantemerle- lès- Grigan en termes de revenu moyen des foyers fiscaux.

Le profil intercommunal présente de fortes disparités en matière de revenus fiscaux puisqu'ils varient de 15 946 € annuels par foyer fiscal à Montjoyer à 26 994 € par foyer sur la commune de Saint Pantaléon- lès- Vignes.

De la même manière, la part des foyers non imposés est un indicateur du niveau moyen de richesse des ménages. Environ 46% des foyers fiscaux français n'ont pas été imposés en 2009 et ce chiffre s'élève à 50.1% dans la Drôme, restant stable entre 2006 et 2008, révélateur d'une stabilité des revenus des ménages. A Roussas, 37.9% des foyers fiscaux sont non-imposables, avec une part qui est en augmentation de 4.2%. Elle demeure avec les communes de Saint Pantaléon les Vignes et Chantemerle- lès- Grignan parmi les communes où la part de foyers non imposables est en dessous de la barre des 50% et se situe donc à l'opposé des communes voisines de Montjoyer et de Taulignan, où les ménages sont plus pauvres et où le taux de foyers non imposables s'élève respectivement à 61.1% et 57.3%.

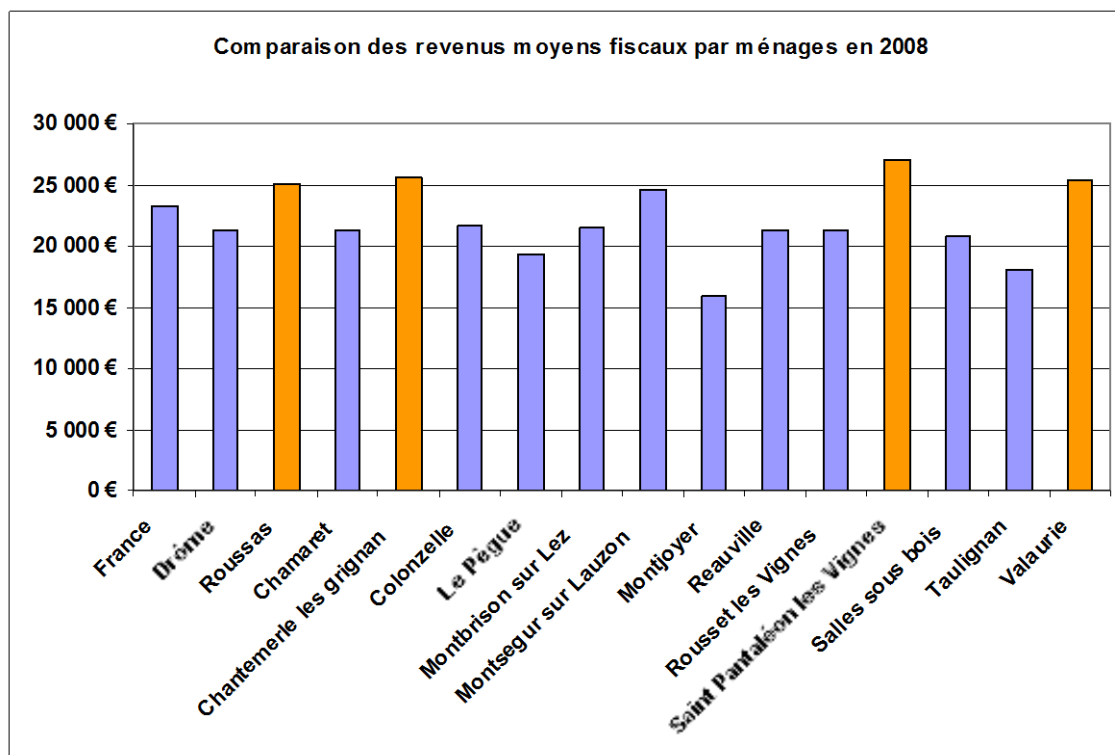


FIGURE 14 COMPARAISON DU REVENU MOYEN PAR FOYER FISCAL EN 2008

Concernant les revenus moyens des ménages de Roussas et la part de foyers non imposables, de fortes disparités existent entre les ménages les plus modestes et ceux plus aisés. En effet, si l'on considère que le revenu moyen annuel par foyer fiscal en France est de l'ordre de 23 201 €, 62.1% des foyers fiscaux roussassiens se situent dans une tranche supérieure. Parmi ces foyers fiscaux, 37.9% se situent dans la tranche la plus basse sur le plan national (revenu fiscal de référence inférieur à 11 250€) avec une quasi exclusivité de foyers non imposables.

CONSTATS

- Des niveaux de revenus fiscaux qui ont progressé et qui sont supérieurs à la moyenne départementale et nationale
- Des niveaux de revenus fiscaux parmi les plus élevés de la Communauté de Communes du Pays de Grignan
- 37.9% des foyers fiscaux sont non imposables (part qui augmente entre 2006 et 2009 soit 75 foyers sur 198)
- Roussas dépasse les 60% de foyers imposables

ENJEUX

- Adapter l'offre de logements en fonction du profil fiscal des ménages, surtout ceux non imposables.

3 STRUCTURE ECONOMIQUE

3.1 LA POPULATION ACTIVE

3.1.1 UNE PROGRESSION DE LA POPULATION ACTIVE OCCUPEE

Parallèlement à la baisse de la population enregistrée sur la dernière période intercensitaire, les taux d'activité et d'emploi de la population communale ont progressé, différemment selon les secteurs d'activité, et permettent de confirmer et de préciser les tendances du profil socioprofessionnel de la population.

En effet, en adéquation à la tendance départementale, la population en âge de travailler à Roussas s'est réduite de 13.3% entre les deux recensements, mais globalement la population active s'est accrue de 3.4% et porte le taux d'activité communal à 70.9% en 2008 contre 67.5% en 1999 (contre 71.3% pour la Drôme). Parmi ces actifs, le nombre de ceux ayant un emploi a progressé de 2.3%, et avec 131 actifs occupés en 2008, le taux d'emploi à Roussas s'élève à 63.1% de la population en âge de travailler.

Sur cette même période, le nombre de chômeurs a faiblement augmenté de 1.5% pour atteindre 16 demandeurs d'emploi. Le taux de chômage local est passé de 9.3% de la population en âge de travailler en 1999 à 11% en 2008 (contre 12.2% sur le département de la Drôme). Les raisons de l'augmentation du chômage sont difficiles à appréhender et peuvent être imputées à plusieurs facteurs tels que l'arrêt d'activité, les effets démographiques (comme l'entrée de jeunes dans le recensement de la population active), ...

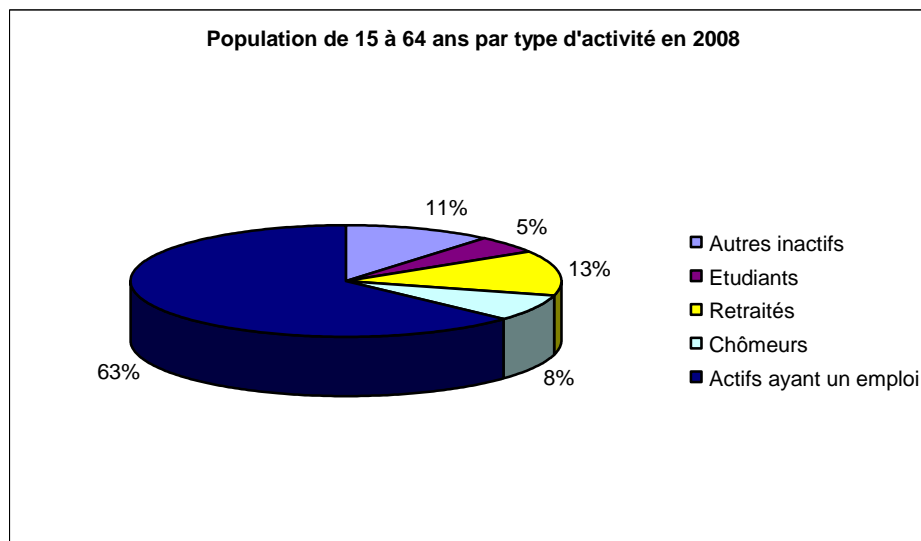


FIGURE 15 POPULATION DE 15 A 64 ANS PAR TYPE D'ACTIVITE EN 2008

La grande majorité des actifs sont âgés de 25 à 54 ans (80.95% de la tranche d'âge) chez lesquels le taux d'emploi atteint 79.4%. En revanche, il diminue fortement dans la tranche supérieure où seulement 34.7% des 55-64 ans exercent une activité. Par ailleurs, comme le montre les grandes tendances départementales et nationales, un peu plus de la moitié de la population âgée de 15 à 24

ans est sur le marché du travail (52.4%), seulement 42.9% a un emploi. En conséquence, c'est cette dernière tranche d'âge qui est la plus touchée par le chômage.

Les disparités Hommes- Femmes quant à l'activité professionnelle se retrouvent également au niveau local, plus accentuées qu'à l'échelle de la Drôme, puisque 72% des hommes et 54.7% des femmes, en âge de travailler ont un emploi (contre 67.7% des hommes et 57.6% des femmes dans le département).

Pour rappel, ces taux d'activités et d'emploi sont dans la même tendance que celle du Canton de Grignan, le taux d'activité est moindre par rapport au département (70.9% contre 71.3%) mais le taux d'emploi est supérieur à celui de la Drôme (63.1% pour Roussas contre 62.6% pour la Drôme)

Ce qui fait de Roussas, une commune relativement dynamique et attractive par le nombre d'actifs occupés qu'elle recense.

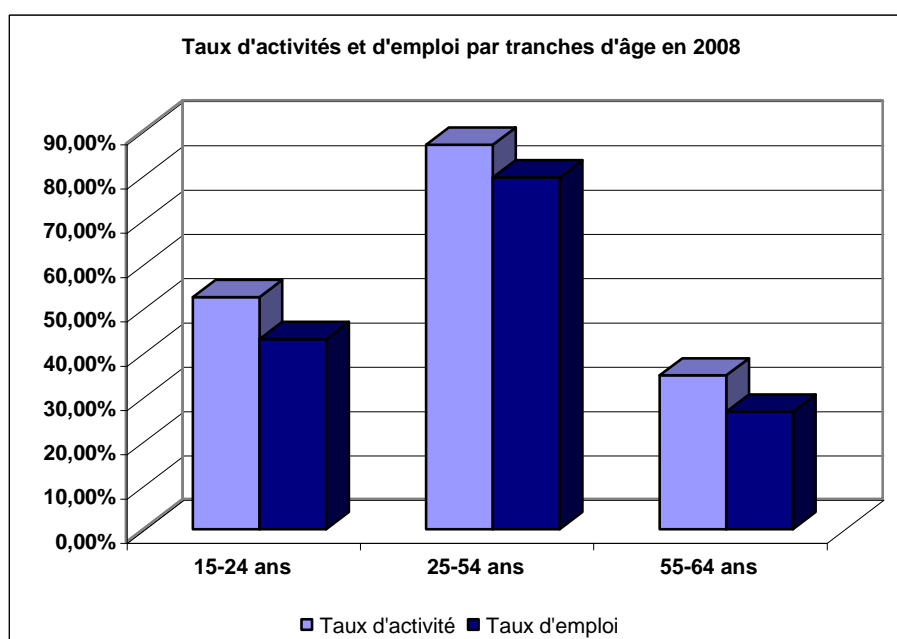


FIGURE 16 TAUX D'ACTIVITE ET D'EMPLOI PAR GRANDES TRANCHES D'AGES EN 2008

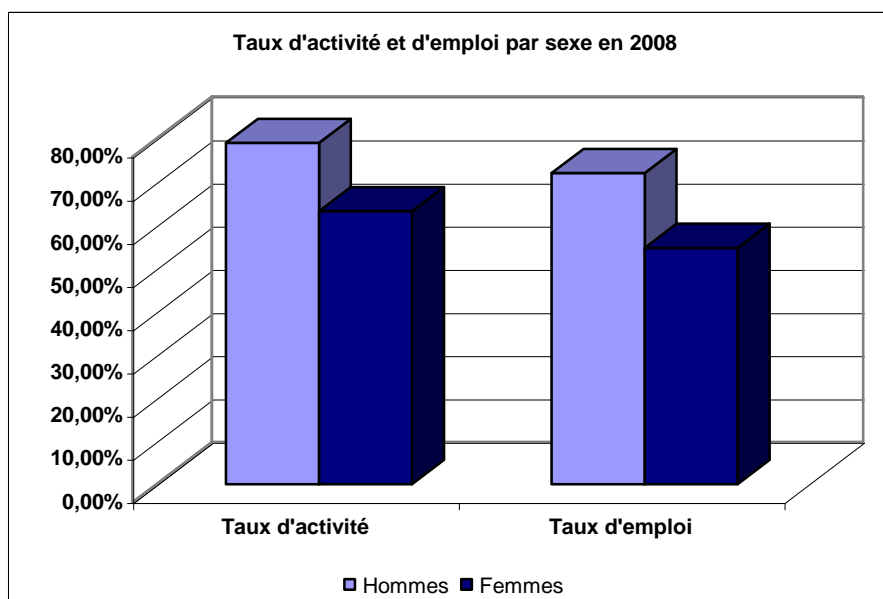


FIGURE 17 TAUX D'ACTIVITE ET TAUX D'EMPLOI PAR SEXE EN 2008

La progression du taux d'emploi joue mécaniquement sur le taux de chômage qui, a augmenté de 1.7% à Roussas, alors que dans le même temps le niveau de chômage au niveau départemental s'est réduit de -1.8%. Concernant les 11% de la population active touchée par le chômage (contre 12.2% au niveau départemental), on constate une présence importante de femmes (56.3% des demandeurs d'emploi en 2008). Ce chiffre dépasse la moyenne dans la Drôme (53.6%). Le chômage concerne localement plus particulièrement la tranche d'âge des femmes de 15-24 ans (28%).

	Roussas		Drôme	
	1999	2008	1999	2008
Nombre de chômeurs	16	15	26351	27083
Taux de chômage (% de la pop.active)	11	9.3	12.2	14
Taux de chômage des hommes	8.9	5.4	10.8	11.3
Taux de chômage des femmes	13.4	14.5	13.8	17.4
Part des femmes parmi les chômeurs en %	56.3	66.7	53.6	56.1

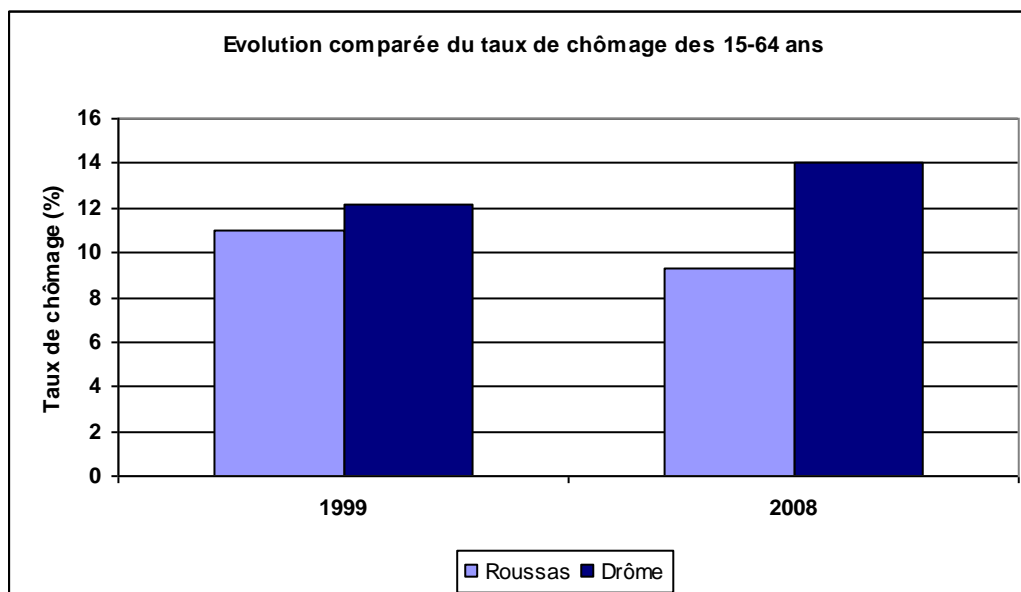


FIGURE 18 EVOLUTION COMPAREE DES TAUX DE CHOMAGE DES 15-64 ANS ENTRE 1999 ET 2008

	Hommes	Femmes
15-24 ans	12,5	33,3
25-54 ans	3,3	13,3
55-64 ans	33,3	0,0

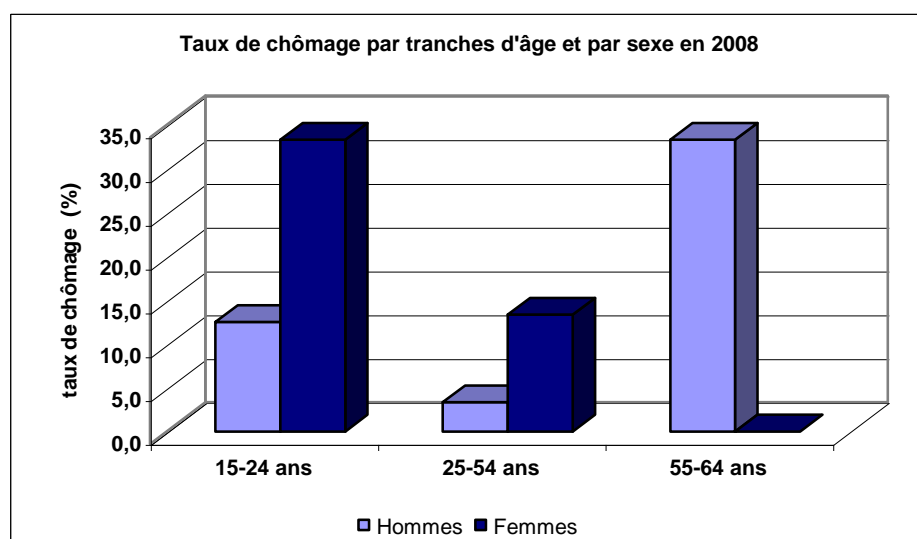


FIGURE 19 TAUX DE CHOMAGE DES 15-64 ANS PAR TRANCHES D'ÂGE ET PAR SEXE EN 2008

3.1.2 PROFIL SOCIOPROFESSIONNEL ET EVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE : L'EMERGENCE DES OUVRIERS.

Le profil socioprofessionnel de la population active se caractérise par deux blocs d'emploi majoritaires des employés et des professions intermédiaires qui regroupent conjointement 47.5% de la population active. Le nombre d'actifs dans ces deux catégories a cependant baissé entre 1999 et 2008. La croissance, en termes d'actifs, des cadres et professions intellectuelles supérieures et des ouvriers, est remarquable. En effet, ces deux catégories ont vu leurs effectifs accroître respectivement de 60% et de 100% entre 1999 et 2008. Elles regroupent aujourd'hui 17.1% et 19.9% des actifs occupés.. On assiste donc aujourd'hui à l'émergence d'une nouvelle dynamique locale qui revoit à la hausse le niveau socioprofessionnel général et qui fait que Roussas revêt de plus en plus les attributs d'une commune périurbaine de la couronne montilienne.

Les autres catégories socioprofessionnelles sont en recul, tout d'abord une baisse de 60% du nombre d'actifs dans la catégorie artisans, commerçants et chefs d'entreprises, ce qui est un signe de régression sur le plan du dynamisme économique locale et à rapprocher d'une baisse d'activité et/ou d'accroissement des charges. Cependant ce chiffre est à relativiser dans la mesure où l'on observe, de manière nationale, un taux important de cessation d'activité des micro-entreprises artisanales et de l'activité auto-entrepreneuriale dans des laps inférieur à 5 ans.

Les agriculteurs exploitants conservent un nombre d'actifs relativement stable entre 1999 et 2007 (7.27% et 7.89% en 1999), alors que sur la même période, leur part diminuait de 13.5% à l'échelle départementale. Cette tendance révèle une activité agricole pérenne.

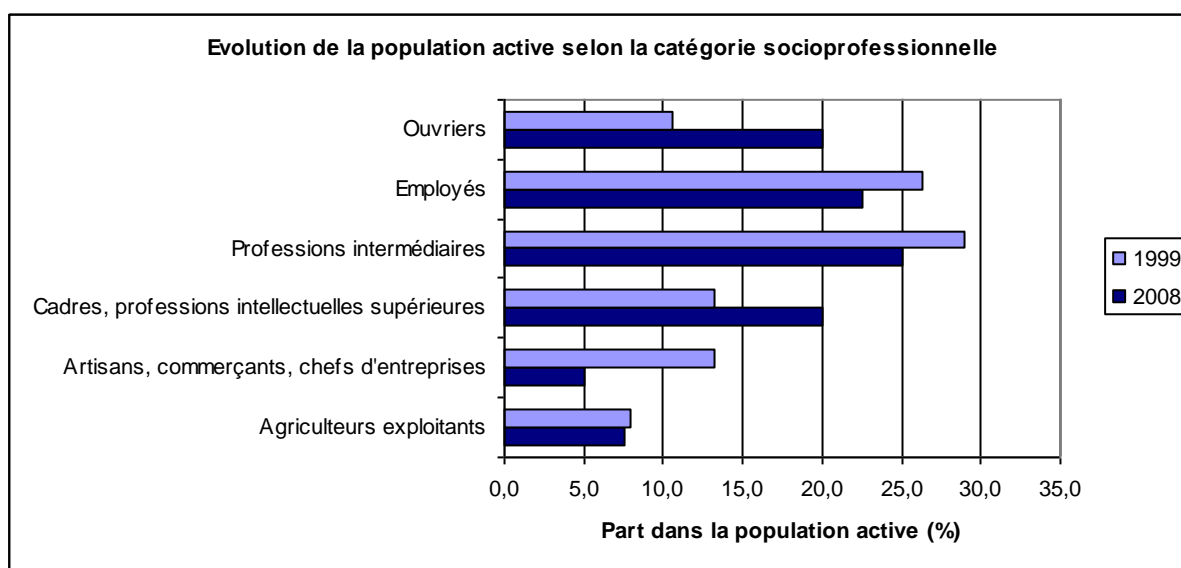


FIGURE 20 EVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE SELON LA CSP

Le profil de la population active de Roussas en 2008 met en évidence la prépondérance des actifs travaillant dans le secteur tertiaire (commerce, transports, services divers et administration publique, enseignement, santé et action sociale) qui représente 49% du total des actifs. Le solde se répartit entre le secteur primaire (14%) et secondaire (37%).

Comparé au profil départemental, les écarts sont assez significatifs et montrent que Roussas, avec une part élevée d'actifs agricoles et industriels, conserve et renforce ses caractéristiques de commune rurale (secteur secondaire en expansion de + 175% entre 1999 et 2008).

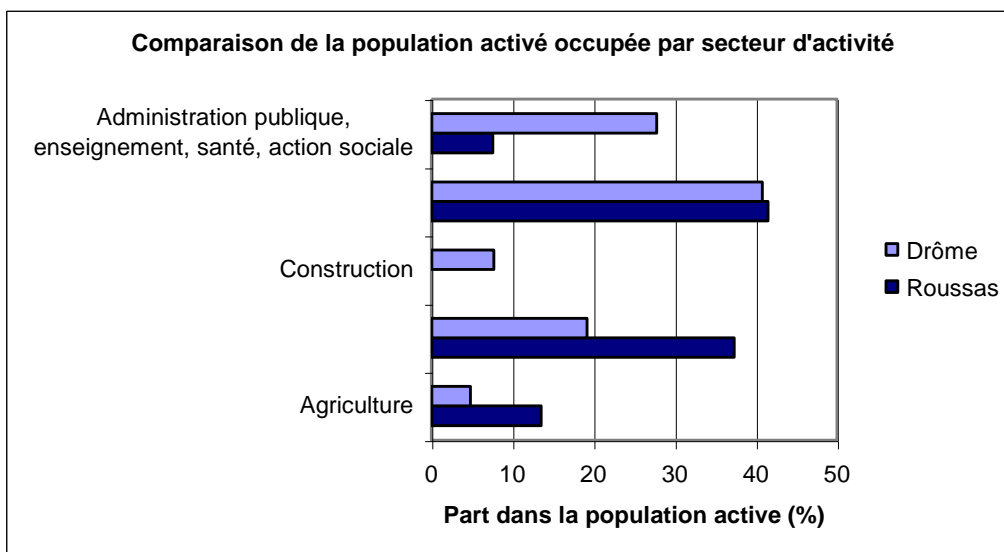


FIGURE 21 COMPARAISON DE LA POPULATION ACTIVE OCCUPEE PAR SECTEUR D'ACTIVITE

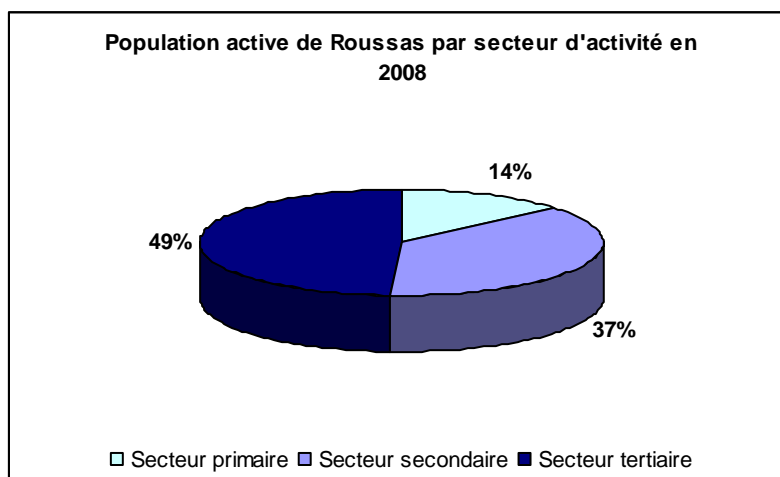


FIGURE 22 POPULATION ACTIVE DE ROUSSAS PAR SECTEUR D'ACTIVITE EN 2008

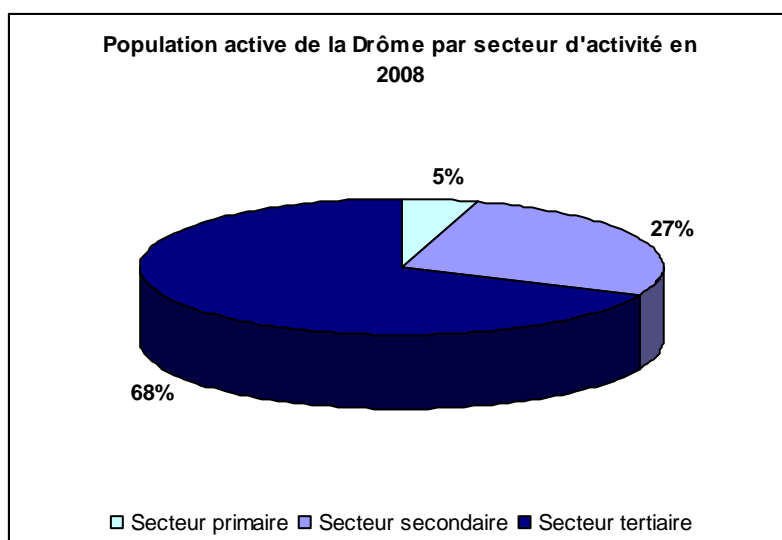


FIGURE 23 POPULATION ACTIVE DE LA DROME PAR SECTEUR D'ACTIVITE EN 2008

3.1.3 DES MIGRATIONS PENDULAIRES EN PLEINE EXPANSION

Dans la Drôme, 38.8% des actifs travaillent là où ils vivent. La commune de Roussas, comme la plupart des communes voisines périurbaines de Montélimar, ne correspond pas au profil moyen puisque seulement 32.1% des actifs roussassiens travaillent sur le territoire communal. Cependant cette part a diminué de 6.7% entre 1999 et 2008. Ceci tend à démontrer que Roussas est de plus en plus considéré par ses habitants comme une commune à vocation résidentielle.

La grande majorité des actifs de Roussas travaille dans une autre commune du département (58.8%). Ce chiffre est au-dessus de la moyenne départementale (47.2%). Les roussassiens travaillent le plus souvent dans les centres urbains les plus proches tels que Pierrelatte, Saint Paul Trois Châteaux et Montélimar. Une part non négligeable d'actifs travaille dans une commune d'un autre département de la région (8.4%) qui s'explique par la proximité géographique avec le département du Vaucluse. L'importance du site d'exploitation et de recherche nucléaire du Tricastin explique en partie cette tendance.

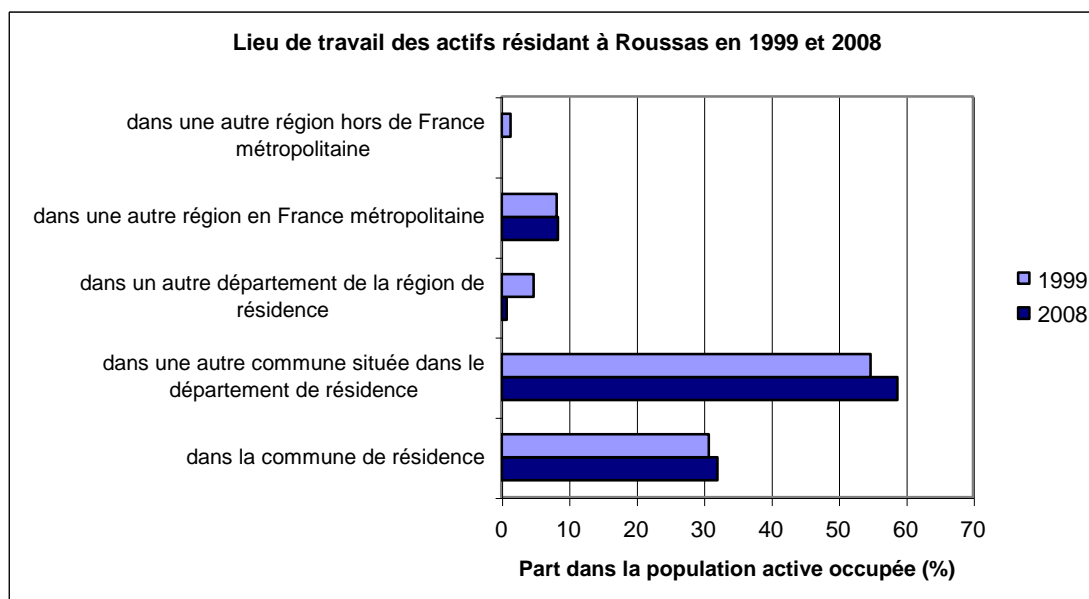


FIGURE 24 LIEU DE TRAVAIL DES ACTIFS RESIDANT A ROUSSAS EN 1999 ET 2008

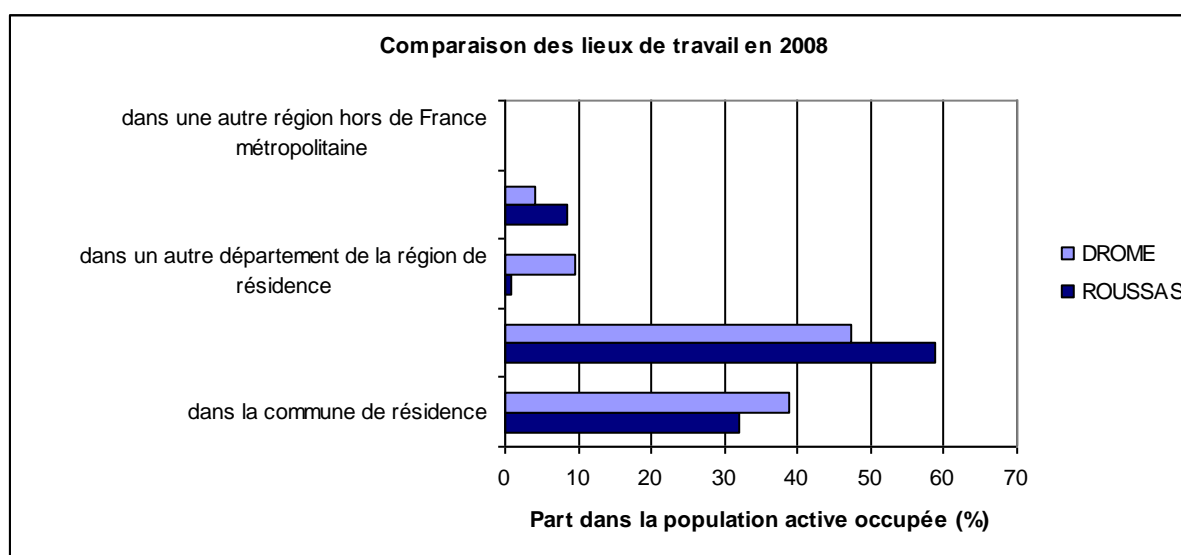


FIGURE 25 COMPARAISON DU LIEU DE TRAVAIL DES ACTIFS EN 2008

CONSTATS

- Une population en âge de travailler en augmentation en corrélation avec la progression de la population active
- Un taux d'activité inférieure à la moyenne départementale (70.9 % contre 71.3%) mais une progression des actifs occupés (+2.3% entre 1999 et 2008)
- 63% des personnes en âge de travailler occupent un emploi
- Un taux de chômage en augmentation (11.7% en 2008 contre 9.3% en 1999) mais toujours en dessous de la moyenne départementale (12.2%)
- Les populations les plus touchées par le chômage sont les jeunes (seulement 42.9

- % des 15/24 ans ont un emploi) et les femmes (56.3% des demandeurs d'emploi)
- Le salariat de l'agriculture est stable
- Une population active qui se tertiarise avec un niveau qui reste néanmoins inférieur à la moyenne départementale (49% contre 68% de la population active)
- Des actifs qui travaillent de plus en plus à l'extérieur de la commune au bénéfice des pôles d'emploi proches
- Une vocation résidentielle qui se renforce

ENJEUX

- Créer des conditions favorables pour l'installation d'entreprises sur Roussas

3.2 LES ACTIVITES ECONOMIQUES

La commune dispose d'une structure économique relativement faible dispersée sur son territoire.

En matière de services et de commerces, la commune est dépendante des pôles commerciaux des communes voisines tels que Saint Paul Trois Châteaux, Pierrelatte et Montélimar.

Cependant, la commune compte :

- un bar- restaurant- épicerie ;
- une miellerie ;
- une cave ;
- une fromagerie.

Les activités liées à la construction et aux commerces, transports et services divers représentent 87.5% de l'ensemble des activités économiques avec une dominante des entreprises liées à la construction/ travaux publics/ énergie.

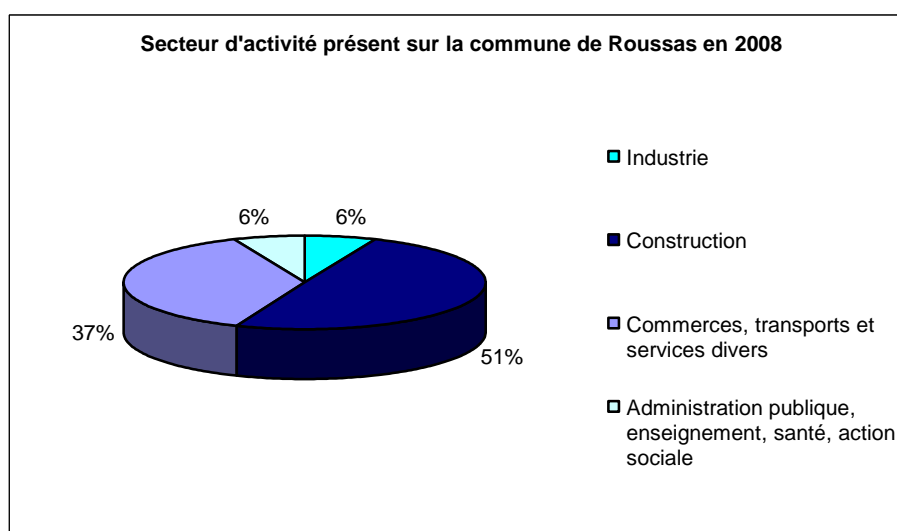


FIGURE 26 REPARTITION DES ACTIVITES PAR SECTEUR IMPLANTEES SUR ROUSSAS

On note également la présence d'un parc éolien composé de 12 éoliennes d'une hauteur maximal de 98 mètres et de 12 postes de transformation aux pieds de ces dernières. Ces éoliennes sont implantées sur le plateau de l'Argelas.

Le site d'aérogénérateurs bénéficie d'un régime de vent de l'ordre de 7,5 m/s. Les éoliennes génèrent une puissance unitaire de 1,75 MW, représentant une capacité totale de 21 MW pour la centrale. L'électricité produite est évacuée par un raccordement au réseau à 13 km du site. La production d'électricité du parc est estimée à environ 50 GWh/an, et sera achetée directement par EDF. C'est l'équivalent de la consommation de plus de 19 400 personnes et permettra l'économie de l'émission

de 24 250 tonnes de CO₂ par an, comparativement à une centrale électrique fonctionnant au gaz naturel (source : ADEME).

3.3 L'ACTIVITE AGRICOLE

3.3.1 UNE SAU QUI AUGMENTE DEPUIS 25 ANS ET LARGEMENT DEDIEE A LA VITICULTURE

La commune de Roussas, d'une superficie globale de 1607 hectares, a une vocation agricole importante, et plus particulièrement viticole avec une part du vignoble classé en AOC Grignan les Adhémar puisque la SAU (Superficie Agricole Utilisée) des exploitations agricoles s'élevait à 724 hectares en 2010 soit 45.05% du territoire. La SAU a progressé de 31.6% depuis le recensement de 1979 où elle s'élevait à 550 hectares. Cette tendance affiche un besoin croissant de surface afin d'assurer la rentabilité économique des exploitations agricoles.

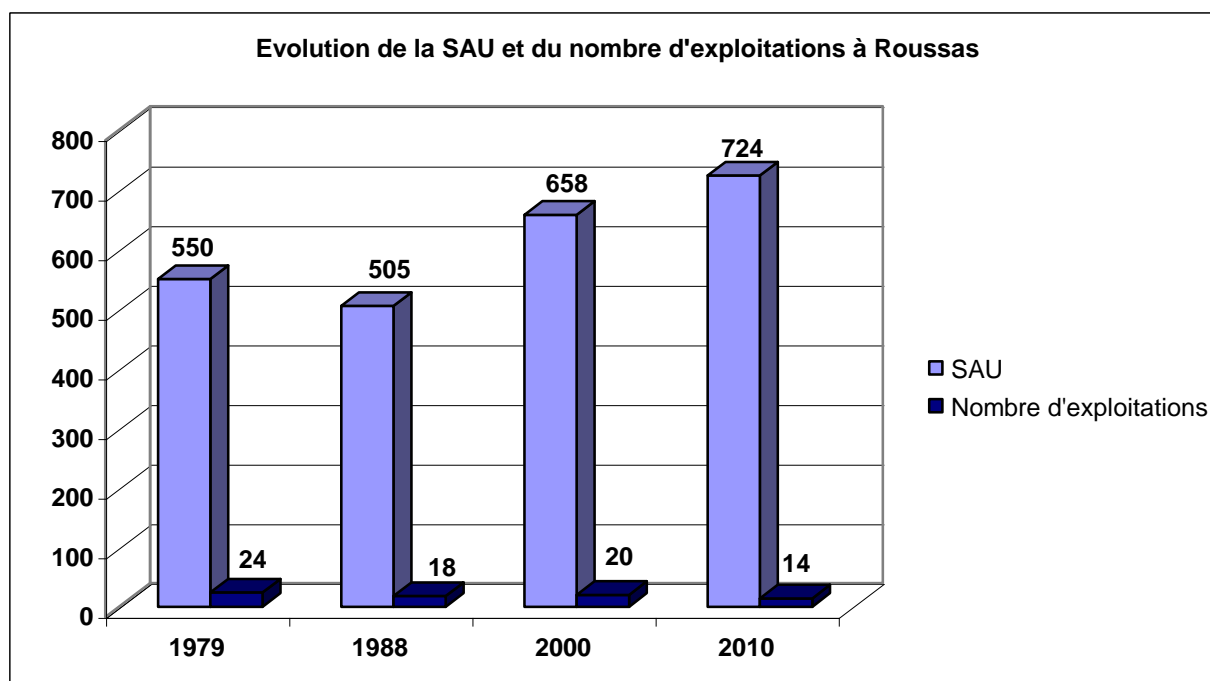


FIGURE 27 EVOLUTION DE LA SAU ET DU NOMBRE D'EXPLOITATIONS SUR ROUSSAS ENTRE 1979 ET 2000

Parmi les trois grandes catégories de culture, les cultures pérennes ont vu leur superficie augmenter respectivement de 10.3% alors que les terres labourables ont chuté de 18.6%. Les surfaces en herbe ont connu une envolée de leurs superficies avec +155% d'augmentation entre 1988 et 2000 (données non disponibles pour le RGA 2010). Ce qui témoigne d'une expansion des friches agricoles.

	1988	2000	2010
SAU	505	658	724
Terres labourables	299	360	293
% SAU	59.21%	57.41%	40.4%
Dont céréales	145	124	
Superficie fourragère	144	216	
Dont surfaces toujours en herbe	52	133	250
% SAU	10.3%	20.21%	34.5%
Cultures pérennes	154	165	181
% SAU	30.49%	25.07%	25%
Dont vignes	150	156	
% SAU	37.4%	94.5%	

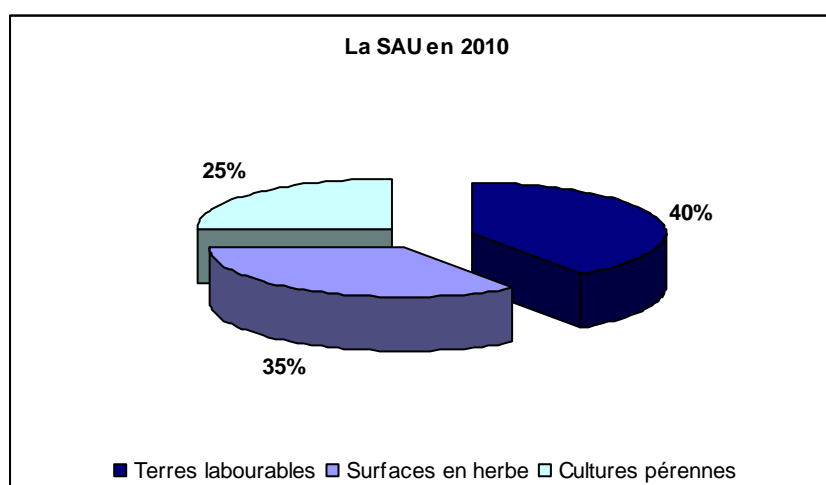


FIGURE 28 REPARTITION DE LA SAU EN 2000



FIGURE 29 PART DES SUPERFICIES VITICOLES EN 2000



FIGURE 30 PART DES SUPERFICIES VITICOLES EN 2010

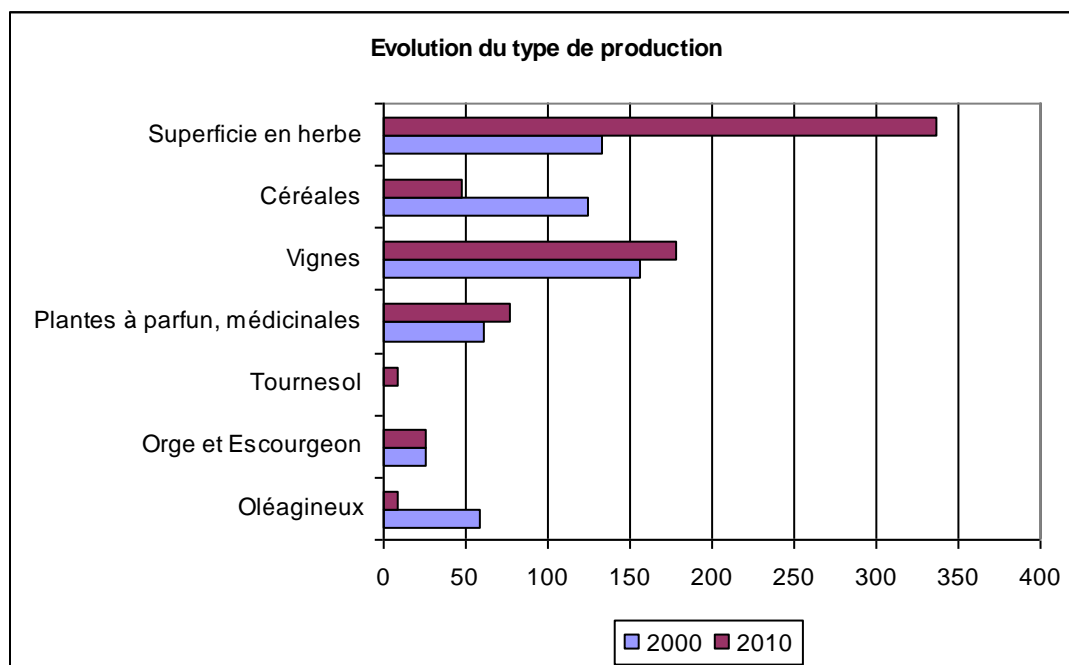


FIGURE 31 EVOLUTION DU TYPE DE PRODUCTION

On constate un recul de la culture céréalière depuis 1988 (-14.5%) alors que l'ensemble des autres cultures sont en nette augmentation. On remarque une croissance forte de la production des plantes médicinales, aromatiques et à parfum (lavande plus particulièrement) avec 306% d'augmentation et de la production d'oléagineux avec une croissance de 227% entre 1988 et 2000.

La commune est classé en AOP Grignan les Adhémar pour la production de vin blanc, primeur ou nouveau blanc, primeur ou nouveau rosé, primeur ou nouveau rouge, vins rosé et rouge.

Le périmètre de l'AOC Grignan les Adhémar suit la même délimitation que l'AOC Côteaux du Tricastin. Actuellement, ce périmètre est en cours de révision. L'AOC Grignan les Adhémar représente une superficie totale de 935 hectares. En 2010, les surfaces plantées en AOC- appellation cépage rouge étaient de 103 hectares sur Roussas. A la différence des autres communes productrices d'AOC, les surfaces plantées sur Roussas sont constantes, seulement 3 hectares ont été perdus entre les deux recensements agricoles.

La viticulture de Roussas est également concernée par l'Indication Géographique Protégée (IGP) pour les productions suivantes :

- Comtés rhodaniens blanc
- Comtés rhodaniens rosé
- Comtés rhodaniens rouge
- Drôme blanc
- Drôme rose
- Drôme rouge
- Méditerranée blanc
- Méditerranée rosé
- Méditerranée rouge

Le territoire communal appartient à l'Indication Géographique Protégée (IGP) pour les productions suivantes :

- Agneau de Sisteron
- Ail de la Drôme
- Miel de Provence
- Pintadeau de la Drôme
- Volailles de la Drôme

La commune possède plusieurs poulaillers sur son territoire communal.

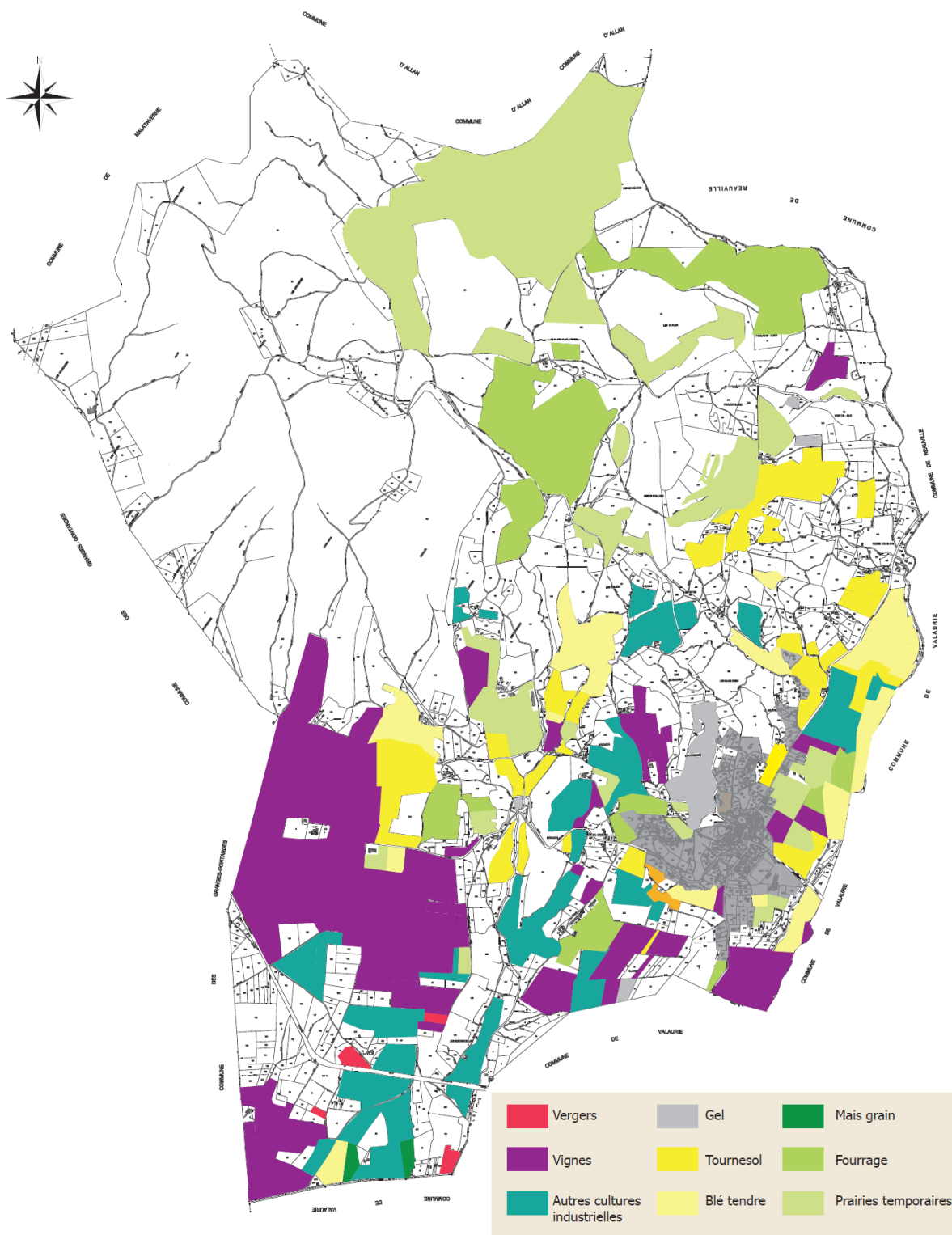
Le territoire communal est concerné aussi par l'AOP Picodon mais aucune exploitation sur la commune ne produit ce fromage.

VOIR PAGE SUIVANTE- CARTE DES TYPOLOGIES AGRICOLES

VOIR PAGE SUIVANTE- CARTE DU PERIMETRE AOC GRIGNAN LES ADHEMAR

FIGURE 32 CARTE DES TYPOLOGIES AGRICOLES

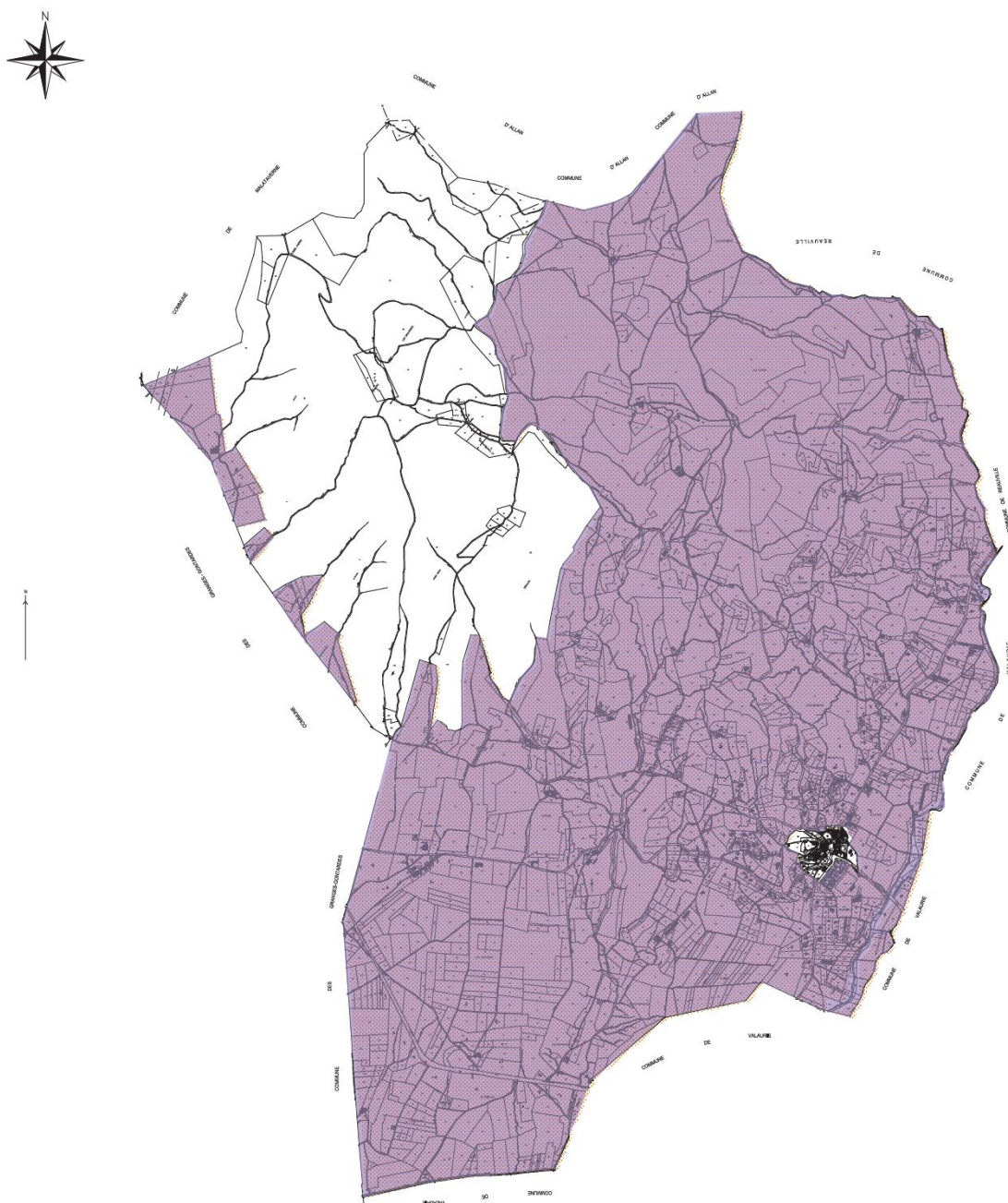
TYPOLOGIE DES PRODUCTIONS AGRICOLES



R10075-ER1-ETU-PG-1-008
Réalisation EURYECE - Avril 2012

FIGURE 33 CARTE DU PERIMETRE AOC GRIGNAN LES ADHEMAR

ZONE D'APPELATION D'ORIGINE CONTROLEE



■ Périmètre de la zone AOC
Grignan- Les Adhémar

R10075-ER1-ETU-PG-1-004
Réalisation EURYECE - Avril 2012

3.3.2 UN NOMBRE D'EXPLOITATIONS QUI RESTE STABLE MAIS QUI DES EXPLOITATIONS QUI S'AGRANDISSENT

Le secteur agricole en France connaît un processus de remembrement des surfaces agricoles qui s'est amorcé à partir du XIX^{ème} siècle avec la révolution industrielle et le développement de la mécanisation. Ce phénomène s'est généralisé après la seconde guerre mondiale. Ces remembrements ont eu pour conséquences directes la baisse du nombre d'exploitations agricoles, la professionnalisation du secteur et des actifs, et l'augmentation de la taille moyenne des exploitations.

Ainsi, à Roussas, la SAU a augmenté cependant le nombre d'exploitations est resté stable depuis 1979 mais en parallèle la taille moyenne des exploitations est passée de 33 hectares à 52 hectares entre 2000 et 2010 (+57.5%), soit plus que la moyenne départementale (31 hectares en 2010).

Le secteur professionnalisé s'est maintenue puisque la part des exploitations professionnelles reste quasiment constante entre 2000 et 2010 (10 exploitations), cependant, la taille moyenne a plus fortement augmenté (+31.8%). Par ailleurs, les exploitations individuelles restent majoritaires (85.7%).

Quant aux moyens de production, le fermage s'est fortement accru et s'est imposé au détriment du faire-valoir direct. En effet, près de 50% des exploitations (48.5% de la SAU) en 2000 était sous contrat de fermage.

	Exploitations				Superficie agricole utilisée en moyenne (Ha)			
	1979	1988	2000	2010	1979	1988	2000	2010
Exploitations professionnelles	12	13	13	8	39	36	49	64
Autres exploitations	12	6	7	6	7	8	3	3
Toutes exploitations	24	19	20	14	23	28	33	52
Exploitations de 20 ha et plus	10	9	10	10	44	45	60	64

Source : Agreste – RGA-1988-2000-2010

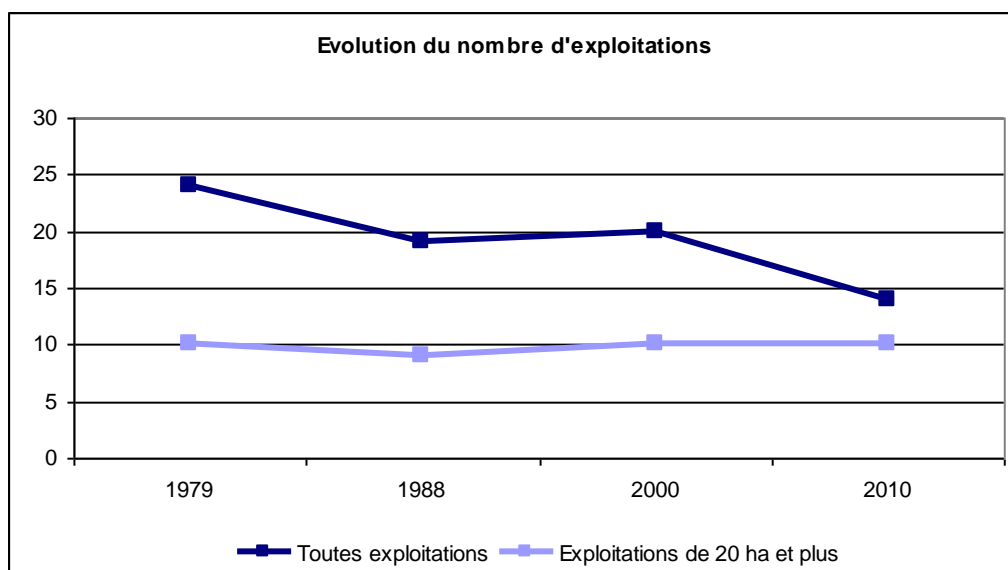


FIGURE 34 EVOLUTION DU NOMBRE D'EXPLOITATIONS

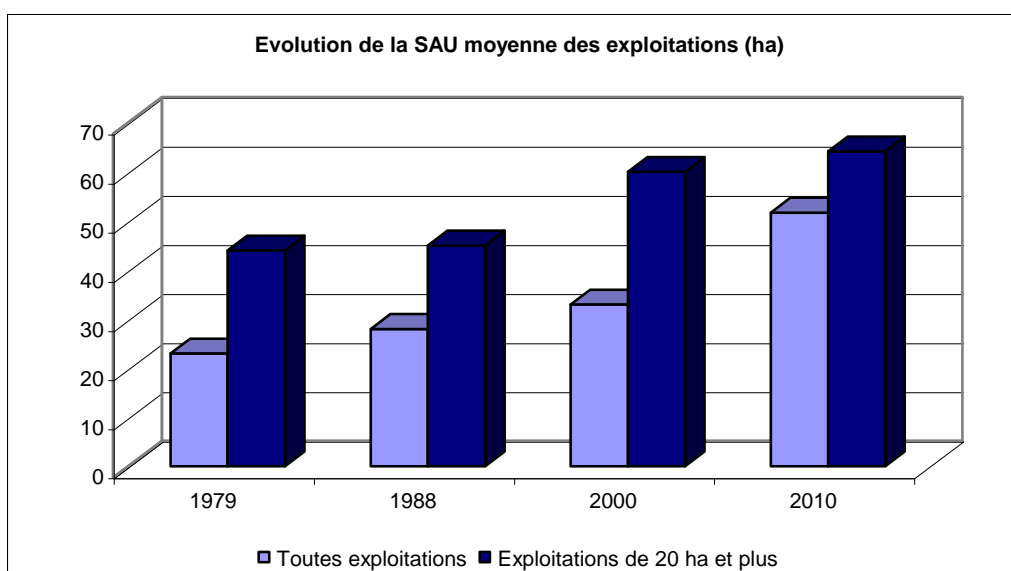
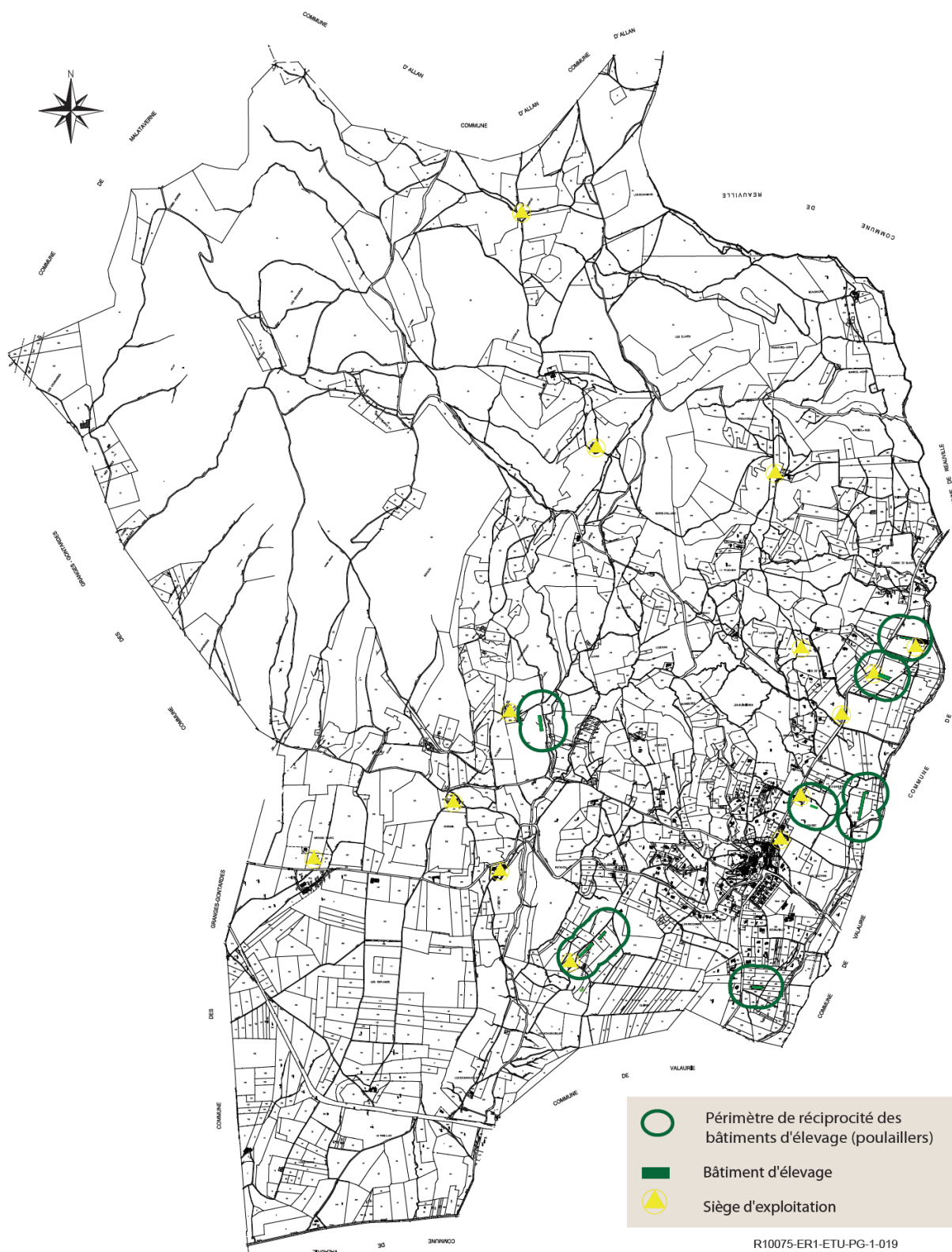


FIGURE 35 EVOLUTION DE LA SUPERFICIE AGRICOLE UTILISEE MOYENNE

VOIR PAGE SUIVANTE- CARTE DE LOCALISATION DES SIEGES D'EXPLOITATION ET DES BATIMENTS D'EXPLOITATION

FIGURE 36 CARTE DE LOCALISATION DES SIEGES D'EXPLOITATION ET DES BATIMENTS D'EXPLOITATION

LOCALISATION DES SIEGES D'EXPLOITATION ET BATIMENTS D'ELEVAGE



3.3.3 UN RAJEUNISSEMENT DES CHEFS D'EXPLOITATION

La représentativité des chefs d'exploitation âgés de 55 ans et plus est passée de 40% en 1988 à 19%, en 2000, marquant un rajeunissement dans la profession.

Cette évolution se démarque de celle du département où un chef d'exploitation sur quatre avait plus de 60 ans en 2000. La part la plus importante des exploitants se trouve désormais dans la tranche des 40-55 ans (52.4%), tranche qui progresse en nombre d'individus. Les effectifs des moins de 40 ans sont en revanche restés relativement stable (6 exploitants en 2000 contre 7 en 1988), mais leur part baisse de 35% à 28.6% entre 1988 et 2000.

Entre 2000 et 2010, la part des 40 ans à moins de 50 ans a fortement diminué de 37.5% alors que dans le même temps, la part des 50 –60 ans est restée stable.

Il est difficile de confirmer le phénomène de rajeunissement des chefs d'exploitations et des co-exploitants en raison du secret statistique pour cette tranche d'âge.

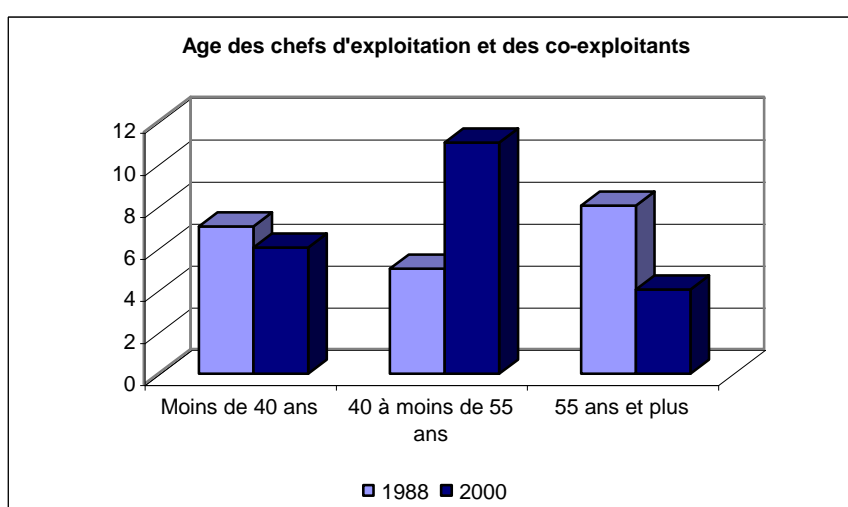


FIGURE 37 AGE DES CHEFS D'EXPLOITATION ET DES COEXPLOITANTS ENTRE 1988 ET 2000

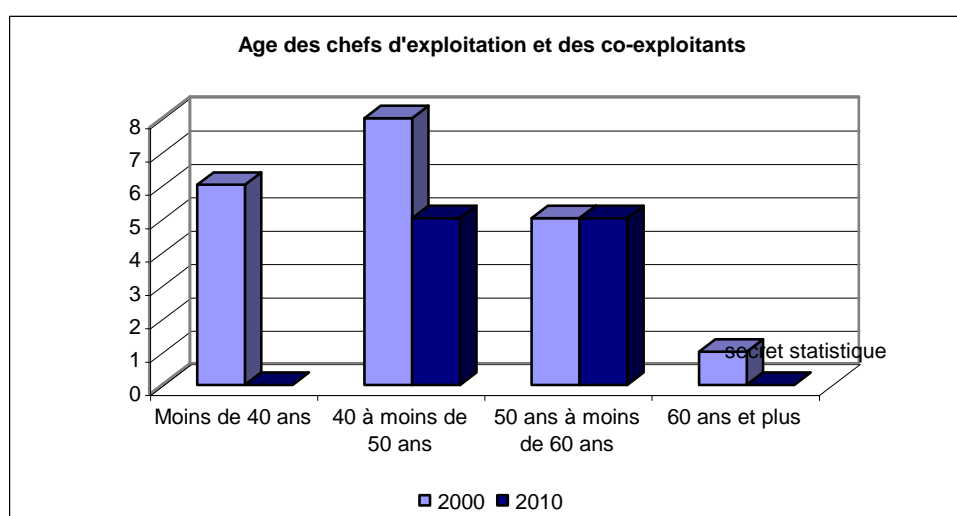


FIGURE 38 AGE DES CHEFS D'EXPLOITATION ET DES CO-EXPLOITANTS ENTRE 2000 ET 2010

3.3.4 UNE MAIN D'ŒUVRE MOINS FAMILIALE ET UN PLUS LARGE RECOURS AUX SAISONNIERS

En matière de formes et de statuts d'emploi, les principales évolutions entre 1979 et 2010, ont été d'une part le moindre recours à la main d'œuvre familiale qui représentait 58.9% des actifs agricoles à temps plein en 2010 contre 75.6% en 1979.

Cette évolution a été compensée par un large recours à la main d'œuvre salariée, qui a vu sa part dans les actifs agricoles augmenter de 24.4% en 1979 à 41.1% en 2000, tendant à s'équilibrer avec la main d'œuvre familiale. Les mêmes tendances sont observées à l'échelle départementale, le salariat augmentant mais restant une part minoritaire dans les actifs agricoles.

D'autre part, parmi les effectifs salariés, si les actifs permanents restent majoritaires, la part d'actifs saisonniers est passée de 10% en 1979 à 37.5% en 2000 (17.6% de l'ensemble des actifs agricoles à temps plein). Le recours à ce type de main d'œuvre se fait essentiellement pour la taille des vignes, leur part reste faible pour les vendanges en raison de la mécanisation.

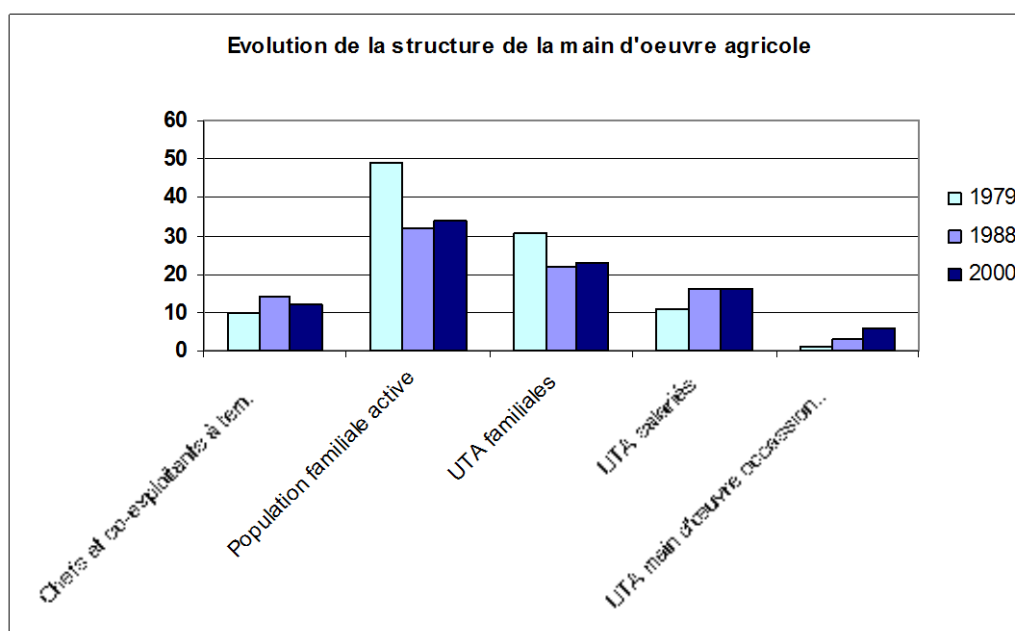


FIGURE 39 EVOLUTION DE LA STRUCTURE DE LA MAIN D'ŒUVRE AGRICOLE

3.3.5 LA PERENNITE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES : VISION PROSPECTIVE DE L'AGRICULTURE

Les jeunes agriculteurs rencontrent de plus en plus de difficulté à « trouver » un siège d'exploitation lors de leur installation ou de la reprise d'activité familiale. En effet, les sièges d'exploitation « échappent » souvent aux jeunes agriculteurs :

- soit parce qu'il n'y a pas de repreneur familial, dans ce cas-là les bâtiments et les habitations associées basculent dans le parc résidentiel,
- soient parce qu'ils sont conservés par les « retraités ». La tendance est donc à la dissociation du foncier du bâti,

- soient parce qu'il y a morcellement des terres agricoles suite au rachat par les agriculteurs déjà en place qui veulent augmenter leur SAU pour assurer une meilleure rentabilité économique à leur exploitation.

Par ailleurs, le protocole visant à préserver les terres agricoles de tout mitage, et qui est largement nécessaire, rend très difficile les possibilités de nouvelles constructions pour les jeunes agriculteurs. Si on rajoute l'investissement financier que cela représente, un tel projet est souvent irréalisable pour de jeunes agriculteurs.

Un équilibre doit être trouvé, reposant sur un réseau de sièges d'exploitation pérenne et un cadre précis de constructibilité de sièges d'exploitation en zone agricole, interdisant toutes reconversions.

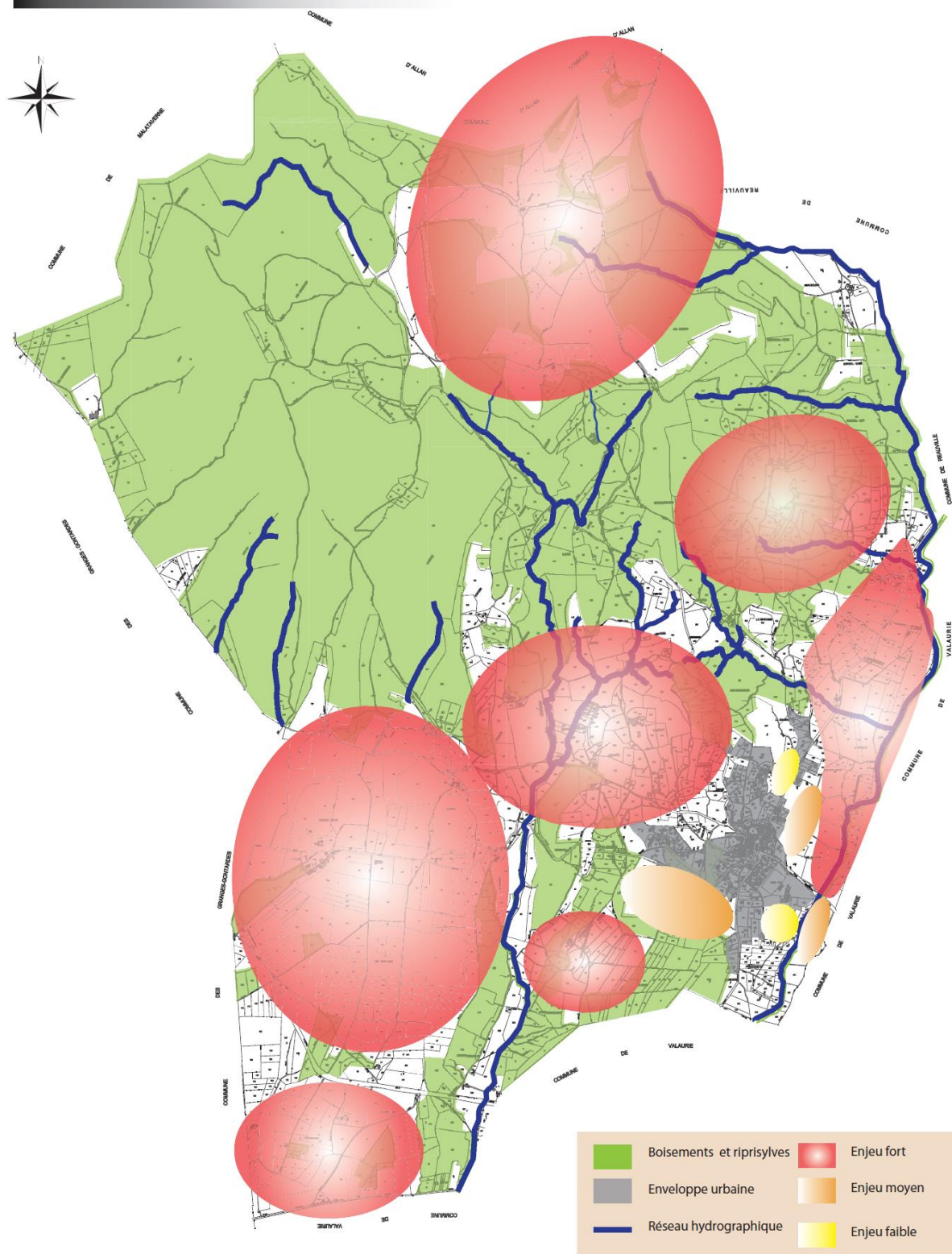
LES ENJEUX ECONOMIQUES DES TERRES AGRICOLES

Les surfaces agricoles sont classées selon le niveau d'enjeu :

- **Enjeu fort** (parcelles présentant de bonnes conditions d'exploitation ; surfaces mécanisables et facilement accessibles ; grands blocs d'exploitations, vierges de toutes constructions ; parcelles incluses dans le périmètre AOC viticole) ;
- **Enjeu moyen** (surfaces présentant des conditions d'exploitation plus difficiles : terrains pentus ou présence arbres, talus ; îlots d'exploitation de petites surfaces, isolés ou à proximité de grands ensembles déjà urbanisés et répondant à une logique d'urbanisation à moyen terme) ;
- **Enjeu faible ou nul** (parcelles totalement enclavées dans zones bâties ; terrains utilisés à des fins privatives à l'intérieur ou en limite de secteurs déjà urbanisés et répondant à une logique d'urbanisation à court terme).

FIGURE 40 CARTE DES ENJEUX ECONOMIQUES AGRICOLES

CARTE SCHEMATIQUE DES ENJEUX ECONOMIQUES DES SURFACES AGRICOLES



R10075-ER1-ETU-PG-1-005
Réalisation EURYECE - Avril 2012

4 DONNEES HABITAT ET CONSTRUCTION

4.1 LE PARC DE LOGEMENTS

4.1.1 UN RYTHME DE PRODUCTION DE LOGEMENTS QUI S'ESOUFFLE

La commune de ROUSSAS compte 186 logements en 2008 et affiche un taux de croissance annuelle de son parc immobilier en hausse puisque le nombre de logements progresse de 2.65% par an en moyenne depuis 1999, rythme qui renoue avec la tendance des années 1975-1982.

En effet, si l'on exclue la période de l'entre deux guerres (1945-1948), difficilement représentative, le rythme moyen de croissance entre 1949 et 1999 était de 2.67% par an pendant 50 ans, période cependant marquée par une décroissance progressive jusqu'en 1999 où la commune connaît un très faible taux de croissance annuel moyen d'environ 0.79% entre 1990 et 1999.

La commune a eu un rythme de production très soutenu de l'après-guerre jusqu'au milieu des années 1970, correspondant à la période des Trente Glorieuses, qui s'est achevée par la crise pétrolière mondiale : entre 1949 et 1975, le nombre de logements a progressé de 88%, avec une cadence soutenue à partir de 1968 à hauteur de 4.73% de logements en plus par an. A partir de 1975, le rythme de production se ralentit jusqu'en 1999 (+0.79%).

Depuis 1999, la croissance annuelle moyenne du parc immobilier a repris et s'établit à 2.65% par an, conséquence de l'accessibilité du prix du foncier, les terrains disponibles à l'urbanisation suite à l'approbation de la carte communale. 51 logements ont été produits en 1994 et 2011, soit une moyenne de 3 logements par an.

Toutefois, après, une reprise stable de 1994 à 2000 puis en dents de scie, on note une augmentation importante de la production de logements sur les années 2001, 2006 et 2010 (respectivement 5, 6 et 7 constructions nouvelles toutes typologies confondues) et sur l'année 2011 une tendance à la baisse avec seulement 2 dépôt de permis de construire. Ce fort ralentissement s'explique par la pénurie de terrains constructibles.

Face à une demande en logements qui ne cesse de croître (notamment par l'apport de populations extérieures), la commune de Roussas doit proposer une offre suffisamment consistante sur le plan quantitatif pour retenir sa population et en accueillir de nouvelles.

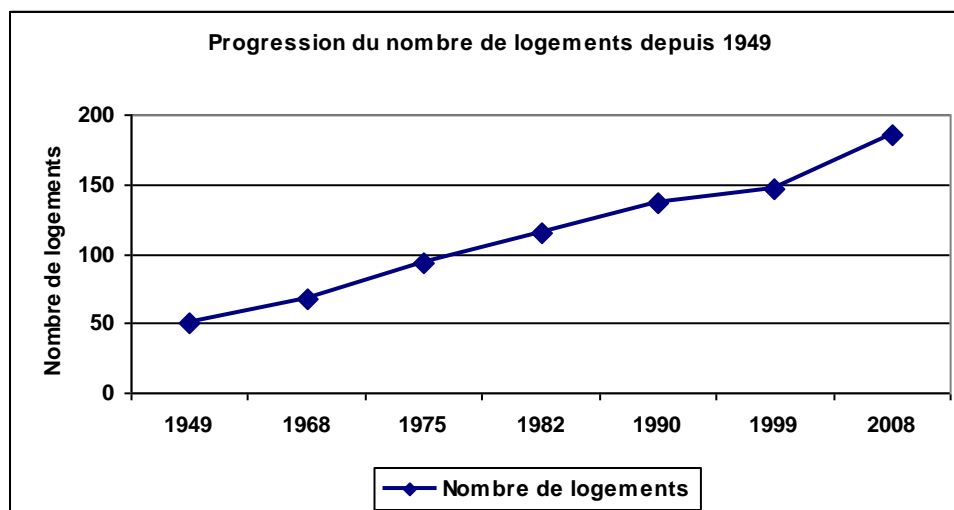


FIGURE 41 PROGRESSION DU NOMBRE DE LOGEMENTS DEPUIS 1949

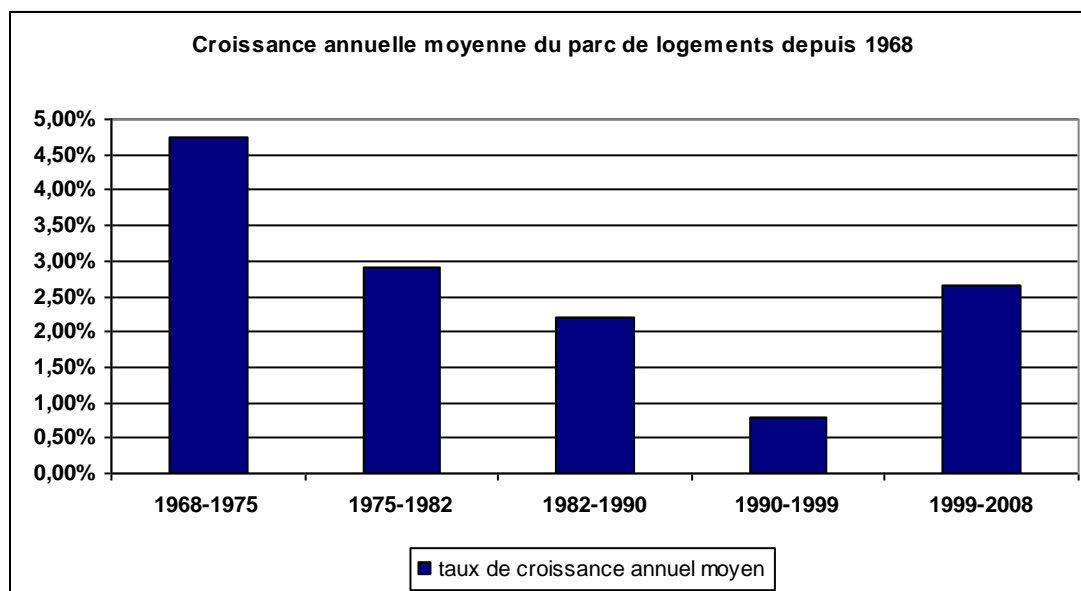


FIGURE 42 CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE DU PARC DE LOGEMENTS

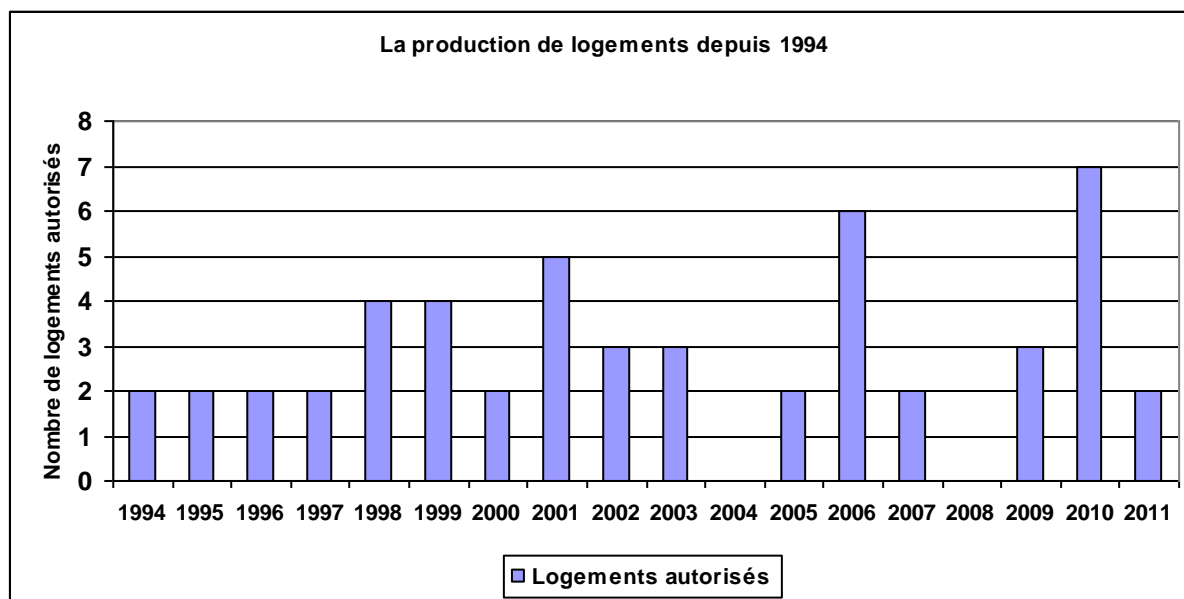


FIGURE 43 LA PRODUCTION DE LOGEMENTS DEPUIS 1999

4.1.2 UN PARC RELATIVEMENT JEUNE

La plupart des communes ont connu une évolution similaire de l'urbanisation et sont constituées d'un cœur de village ancien et densément construit, autour duquel se sont développées des extensions plus récentes et moins denses.

Le parc de logement est relativement neuf à Roussas, si on compare aux communes voisines, puisque seulement 23.4% du parc immobilier des résidences principales, date d'avant 1949, taux le plus faible par rapport aux autres communes de la Communauté de Communes du Pays de Grignan. Les communes disposant d'un parc important ancien sont Rousset les Vignes avec 61.5% et Salles-sous-bois avec 53.9% de son parc datant d'avant 1949. La moyenne sur la communauté de communes est d'environ 33-35%.

Malgré la faiblesse du parc ancien dans l'immobilier roussassien, ce dernier est de fait touché par les problèmes d'inadaptation aux conditions de logements actuelles (confort, isolation, dégradation, insalubrité) et aux pratiques de la vie moderne (peu de jardins et de possibilités de stationnement, choix majoritairement tourné vers l'individuel pavillonnaire,...) surtout dans le centre ancien, contraintes qui expliquent en grande partie la vacance de logements qui caractérise ce parc.

Toutefois cette vacance est en forte baisse depuis 1999 (-75%), les logements anciens trouvent propriétaires en raison à la fois des prix plus élevés du foncier constructible, des techniques de rénovation et des facilités fiscales (crédit d'impôt, prêt travaux à taux zéro,...). Ce phénomène de baisse de la vacance était déjà important sur la période 1990-1999 avec une baisse de 42.8%.

Par ailleurs, 68.6% du parc immobilier des résidences principales date de moins de 30 ans marquant ainsi un parc relativement jeune sur la commune de Roussas, soit une proportion plus forte que celle des communes environnantes (Montjoyer 60.7%, Réauville 51% et Valaurie 60.5%).

CONSTATS

- **Un rythme de production de logements qui augmente : 186 logements en 2008 avec un taux de progression d'environ 2.65% par an**
- **Une reprise qui fait suite à une période de production en décroissance :**
 - **2.67% par an sur les 50 dernières années malgré la décroissance**
 - **0.79% sur la période 1990-1999**
- **Une progression à mettre en parallèle avec la démographie locale,**
- **Un parc neuf : 76.6% du parc de moins de 50 ans dont 68.6% a été produit sur les trente dernières années**
- **Des logements récents (-10 ans) qui représentent 35% de l'ensemble**
- **Des logements anciens, concentrés dans le centre-ville, de moins en moins concernés par la vacance (-75% sur la dernière période intercensitaire)**
- **Des caractéristiques exacerbées par rapport aux communes voisines**

ENJEUX

- **Maintenir la production de logements pour élargir l'offre en adéquation avec le profil de la population**

4.2 LES CARACTERISTIQUES DES RESIDENCES PRINCIPALES

4.2.1 UN MODE D'HABITAT QUI RESTE MAJORITAIREMENT INDIVIDUEL

L'habitat individuel qui est le mode d'habitat privilégié et le plus plébiscité en France, est majoritaire à Roussas puisque 95.1% des logements sont des maisons, soit un chiffre supérieur à la moyenne départementale (63.8% des logements). Bien que le nombre de maisons continue régulièrement d'augmenter, la part représentative de l'habitat individuel baisse depuis quelques années au profit de l'habitat collectif (appartements), tendance que l'on retrouve également au niveau départemental. En effet, entre 1999 et 2008, le nombre de maisons a progressé de 24.6% mais ne représentait plus que 95.1% du parc de logements en 2008 contre 96.6% en 1999. Dans le même temps, le nombre d'appartements s'est accrue passant à 6 et la part représentative de l'habitat collectif est passée de 0% à 3.2% en 2008.

	1990		1999		2008	
	Nombre	%/total de logements	Nombre	%/total de logements	Nombre	%/total de logements
Total logements	137	100	147	100	186	100
Total maisons individuels	133	97.1%	142	96.6%	177	95.1%
Total collectif (appartements)	0	0%	0	0%	6	3.2%
Autres	4	3%	5	3.5%	3	1.7%

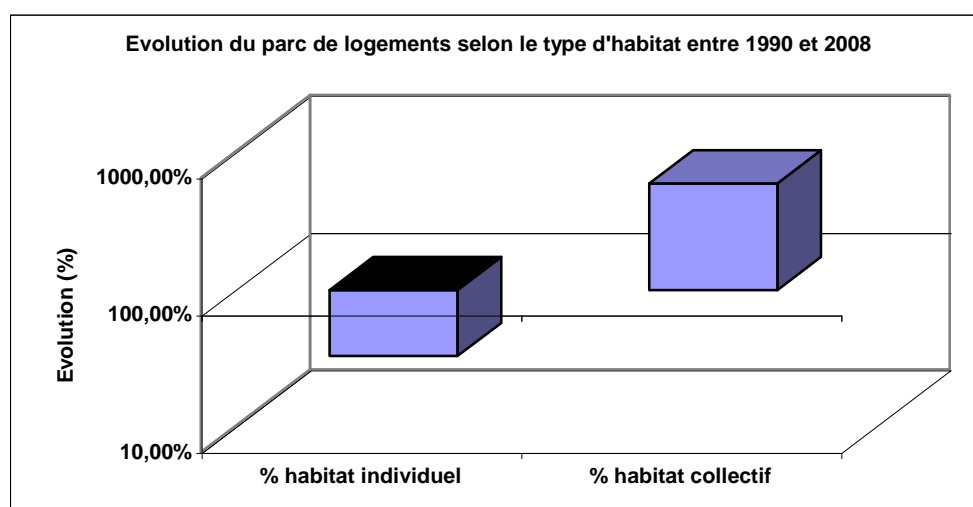


FIGURE 44 EVOLUTION DU PARC DE LOGEMENTS SELON LE TYPE D'HABITAT ENTRE 1990 ET 2008 (ECHELLE LOGARITHMIQUE)

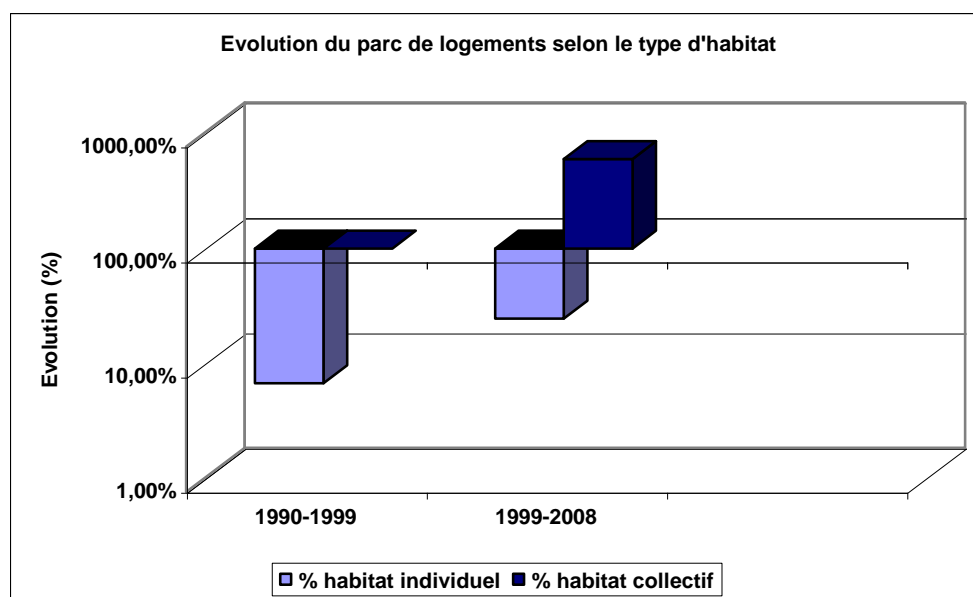


FIGURE 45 EVOLUTION DU PARC DE LOGEMENTS SELON LE TYPE D'HABITAT ENTRE 1990 ET 2008

La prédominance de l'habitat individuel à Roussas, mode d'habitat grand consommateur d'espace et favorisant l'étalement urbain, a contribué à la pénurie foncière que connaît actuellement la commune, et le ralentissement que connaît aujourd'hui le développement de l'habitat individuel en est la conséquence.

L'habitat collectif, plébiscité comme l'un des moyens de lutter contre l'étalement urbain et le manque de logement, a donc pu bénéficier en partie de la perte de vitesse de l'habitat individuel. Cependant, ces dynamiques respectives sont à relativiser au regard des chiffres en valeur absolue, entre 1994 et 2011, sur les 51 logements supplémentaires produits, 6 sont des appartements, ce qui redonne plus de poids à la progression de l'habitat individuel.

4.2.2 UNE MAJORITE DE GRANDS LOGEMENTS ET UNE DYNAMIQUE DE PRODUCTION DE PETITS LOGEMENTS INSUFFISANT

Du fait de la grande proportion de maisons individuelles à Roussas, le parc immobilier recense une large majorité de grands logements, composés de 5 pièces ou plus. Ainsi, selon l'INSEE, les logements de quatre pièces et plus représentent 83.7% du parc des résidences principales en 2008, soit une proportion largement supérieure à la moyenne départementale (69.3% des résidences principales). A l'inverse, les petits logements, de une à deux pièces, sont sous représentés à Roussas puisqu'ils ne rassemblent que 5.7% des résidences principales, contre 11.6% sur l'ensemble du département.

Concernant les principales évolutions entre 1999 et 2008, le nombre de résidences principales rejoint la dynamique de croissance globale constatée à l'échelle départementale puisqu'elle s'élève à 14.51% sur Roussas contre 15.2% dans la Drôme. D'une manière générale, les différentes catégories de logements ont proportionnellement moins évolué à l'échelle locale qu'à l'échelle départementale, excepté pour les logements de 5 pièces et plus dont la croissance a été plus forte à Roussas (29.85% contre 26.97% à l'échelle du département).

La croissance du volume de petits logements, de une à deux pièces, représentant la majorité du parc collectif, a été beaucoup plus soutenue dans le département qu'à Roussas, signe que la production locale est peu adaptée quantitativement et qualitativement aux besoins de la population, dont, rappelons-le, la taille des ménages diminue, dont la proportion de personnes vivant seules augmente et dont la part des couples sans enfant progresse.

Au contraire, l'effort de production en matière de logement sur la commune s'est plutôt concentré sur les grands logements de quatre à cinq pièces et plus, soit majoritairement sur l'habitat individuel. Par ailleurs, la réduction du nombre et la baisse de la proportion de résidences principales constituées de 3 pièces entre 1999 et 2008 (-16.6%) est révélatrice d'une tendance qui voit la taille moyenne des logements augmenter à plus de 4 pièces pour l'habitat individuel et même pour l'habitat collectif pour les rares cas existant sur la commune.

	Roussas					Drôme				
	1999	%	2008	%	Evolution %	1999	%	2008	%	Evolution %
Ensemble	124	100	142	100	14.5	176163	100	203778	100	15.6
1 pièce	3	2.4	1	0.7	-66.6	5746	3.3	6160	3	7.2
2 pièces	6	4.8	7	5	16.66	14970	8.5	17497	8.6	16.8
3 pièces	18	14.5	15	10.6	-16.66	35744	20.3	38956	19.1	8.9
4 pièces	30	24.2	32	22.7	6.66	54591	31	58486	28.7	7.3
5 pièces ou plus	67	54	87	61	29.85	65112	37	82679	40.6	26.9

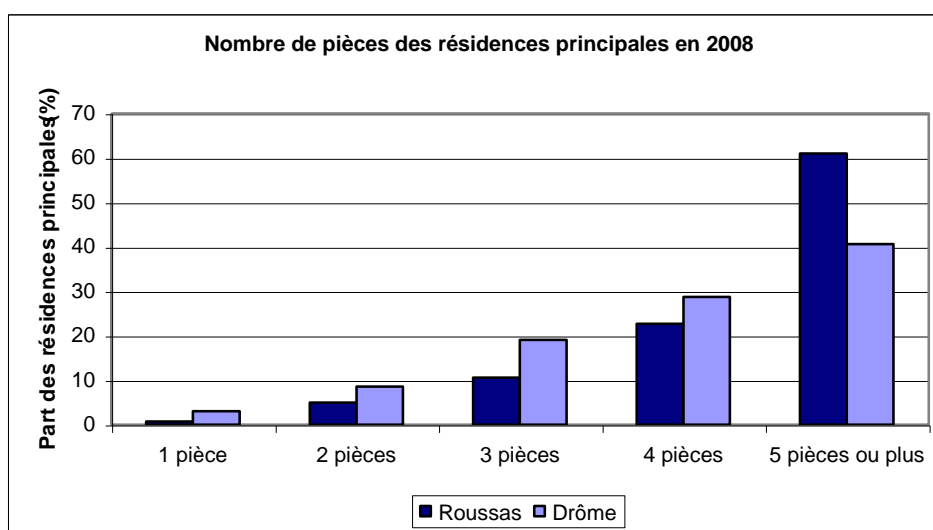


FIGURE 46 NOMBRE DE PIECES DES RESIDENCES PRINCIPALES EN 2008

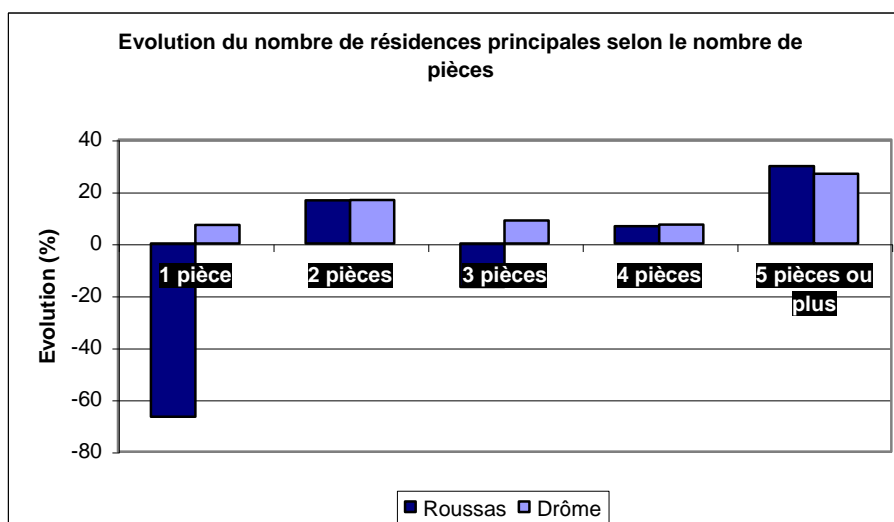


FIGURE 47 EVOLUTION DU NOMBRE DE RESIDENCES PRINCIPALES SELON LE NOMBRE DE PIECES

Les chiffres de l'INSEE montrent d'ailleurs que le nombre moyen de pièces par résidence principale a fortement évolué entre 1999 et 2008 et s'élève à 4.8 pièces par logement (au lieu de 4.5 en 1999), ce chiffre moyen est passée de 4.6 pièces à 4.9 pièces pour l'habitat individuel, et directement à 3.3 pièces pour l'habitat collectif, et confirme la tendance qui montre que l'ensemble des typologies d'habitat, maison individuel et appartements voient leur taille augmenter car il s'agit de programmes neufs.

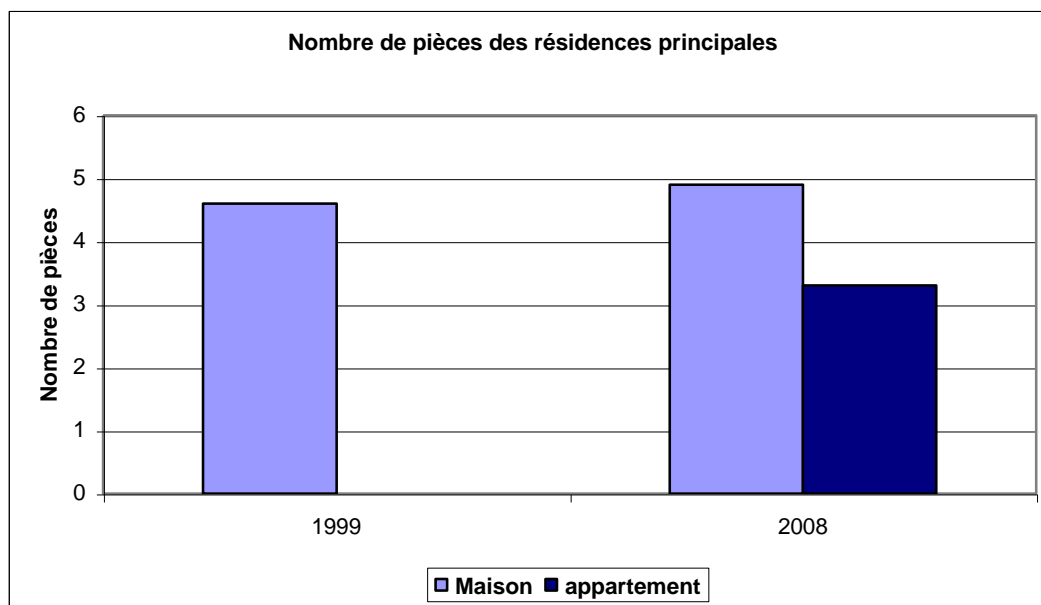


FIGURE 48 NOMBRE DE PIECES DES RESIDENCES PRINCIPALES PAR TYPOLOGIE D'HABITAT

La superficie moyenne des logements est en augmentation constante, depuis 2001, les logements produits sont en moyenne de taille supérieure à 150 m². Il n'y a eu aucune production de taille inférieure à 50 m². Cette grande taille de logements se retrouve également dans la production de logements collectifs avec des appartements plus spacieux.

CONSTATS

LOGEMENTS INDIVIDUELS ET COLLECTIFS

- Un parc constitué en majorité de logements individuels : 95.1% du parc sont des maisons contre 63.8% pour le département en 2008
- Une part de logements individuels en baisse depuis 1999 dans le parc immobilier en faveur des logements collectifs (3.2% en 2008)
- Mais un nombre de logements collectifs qui reste insuffisant au regard de la surconsommation d'espace engendrée par les logements individuels

TAILLE DES LOGEMENTS

- Une majorité de grands logements : 83.8% du parc est constitué de T4 ou plus
- Une insuffisance de petits logements (T1/T2) avec 5.63% du parc contre 11.6% dans la Drôme pour lequel le parc de petits logements progresse alors qu'il a tendance à régresser à Roussas (24% à l'échelle départementale contre -11% sur la commune)
- Des logements intermédiaires (T3) en diminution (-16.6%)
- Des variations de la taille des logements selon leur type (1999-2008) :
 - Logements individuels de 4.6 pièces en moyenne à 4.9
 - Logements collectifs de grande taille à 3.3 pièces en moyenne
- Mais une forte augmentation des superficies : depuis 2001, 100% des nouveaux logements ont une superficie supérieure ou égale à 150 m²

ENJEUX

- Trouver un nouvel équilibre dans les formes de logements : individuels, individuels groupés et collectifs
- Donner plus de poids au logement collectif
- Rééquilibrer les typologies d'habitat en offrant plus de logements intermédiaires (T2 et T3) dans les nouveaux programmes

4.2.3 LES STATUTS D'OCCUPATION DES LOGEMENTS

4.2.3.1 Une très large majorité de résidences principales

Le parc de logements à Roussas se caractérise principalement par la prédominance des résidences principales mais également par une part importante de résidences secondaires. En effet, le parc des résidences principales a connu une forte évolution en continu et recense en 2008 près de 76.34% des logements, part moins importante par rapport à la moyenne départementale, située autour de 84.7%.

Le parc de résidences secondaires est très développé et représente plus de 23% des logements, contre 8.2% environ en moyenne dans la Drôme, ce qui montre l'attrait touristique du territoire communal.

Le parc de résidences secondaires est composé à 57.1% de constructions de moins de 15 ans. Il s'agit essentiellement de maisons neuves de type pavillonnaire, toutefois de nombreuses résidences secondaires sont recensées dans le centre village et ont fait l'objet de travaux de réhabilitation-rénovation dans les dernières années.

Les chiffres de l'INSEE montrent d'ailleurs que le nombre moyen de pièces par résidence secondaire est de 3 pièces soit des logements plus petits que les résidences principales (Pour rappel, 4.9 pièces en 2008). Cela s'explique en partie par la configuration, les plus faibles superficies des logements réhabilités en centre ancien.

La vacance concerne 0.6% du parc de logements en 2008, chiffre qui se situe au-dessous de la moyenne départementale (4.8%), et en forte diminution depuis les années 1990 (-42.8%) et a connu une accélération de sa résorption avec -75% sur la dernière période intercensitaire.

	1968		1975		1982		1990		1999		2008	
	Nomb re	%	Nomb re	%	Nomb re	%	Nomb re	%	Nomb re	%	Nomb re	%
Ensemble	68	100	94	100	115	100	137	100	147	100	186	100
Résidences principales	46	67.7	52	55.4	82	71.3	110	80.3	124	84.3	142	76.3
résidences secondaires et logements occasionnels	12	17.6	30	31.9	21	18.3	20	14.6	19	12.9	43	23.1
Logements vacants	10	14.7	12	12.8	12	10.4	7	5.1	4	2.72	1	0.5

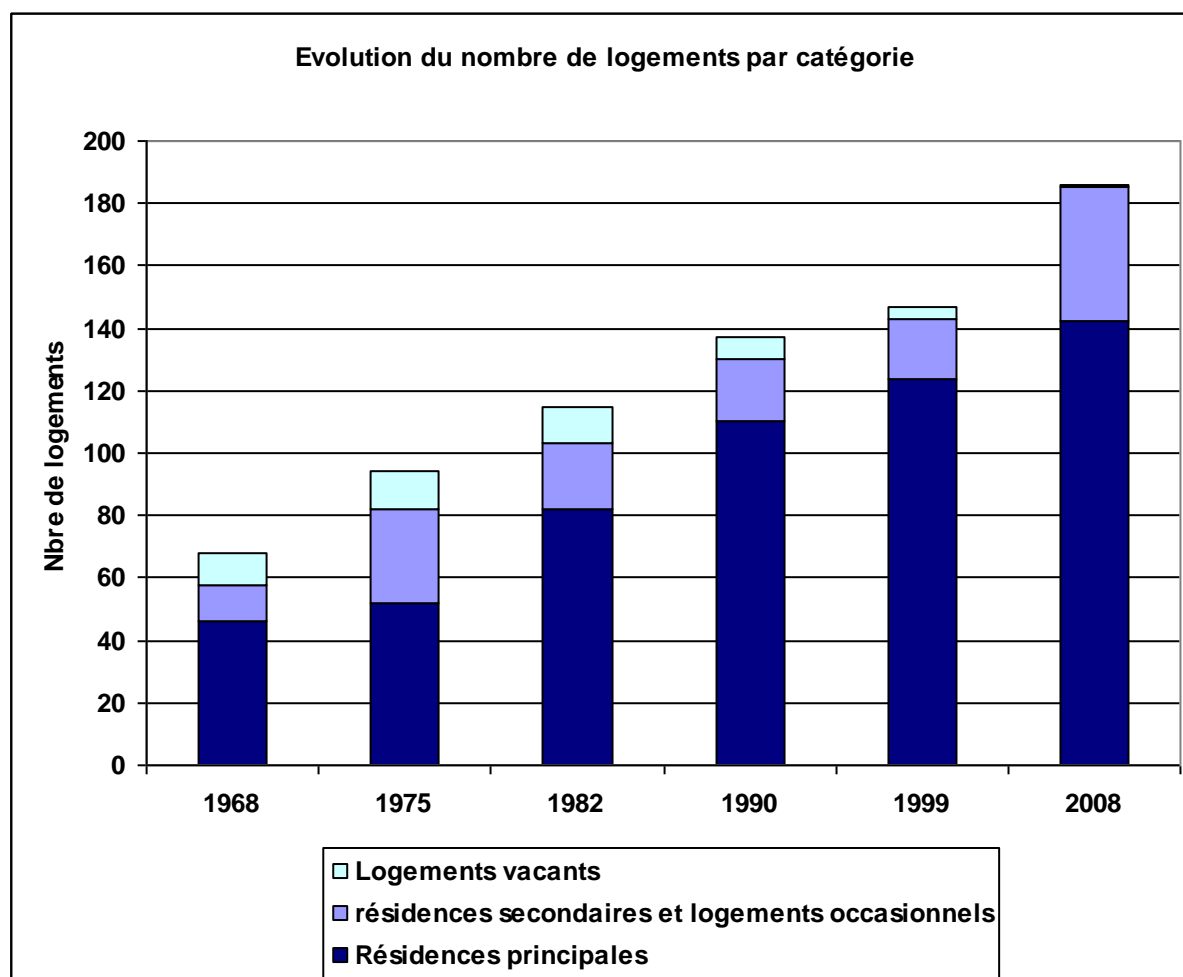


FIGURE 49 EVOLUTION DU NOMBRE DE LOGEMENTS PAR CATEGORIE

	Roussas		Drôme	
	Nbre	%	Nbre	%
Ensemble	186	100	240575	100
Résidences principales	142	76.3	203778	84,7
résidences secondaires et logements occasionnels	43	23.1	19828	8,2
Logements vacants	1	0.5	16968	7,1

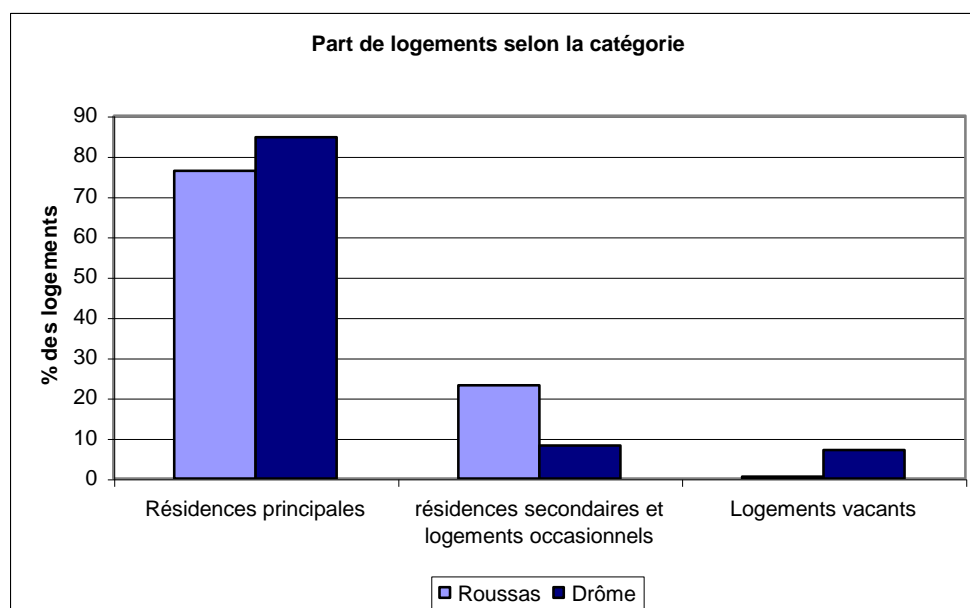


FIGURE 50 PART DE LOGEMENTS SELON LA CATEGORIE

4.2.3.2 Un parc locatif qui concerne un logement sur trois et un parc dominé par les propriétaires occupants

Comme à l'image du département, la majorité des logements à Roussas sont occupés par leur propriétaire. La part représentative des propriétaires occupants s'élève en effet, à 78% de l'ensemble des logements en 2008, chiffre plus élevé qu'à l'échelle départementale (61%) et au niveau cantonal (71.4% des résidences principales en 2008). Le volume de propriétaires occupants a progressé de plus de 12.12% depuis 1999.

17% du parc immobilier privé et social est occupé par des locataires, ce dernier est en forte hausse sur la dernière période intercensitaire de 50%. Toutefois, c'est à Roussas, que l'offre locative est la plus faible à l'échelle intercommunale.

	1999		2008		Evolution 1999-2008	
	Nombre	%/total de logements	Nombre	%/total de logements	Nombre	%/total de logements
Occupés par propriétaires	99	79.8	111	78	12	12.12
Loués	16	12.9	24	17	8	50
Logés gratuitement	9	7.3	7	5	2	28.57

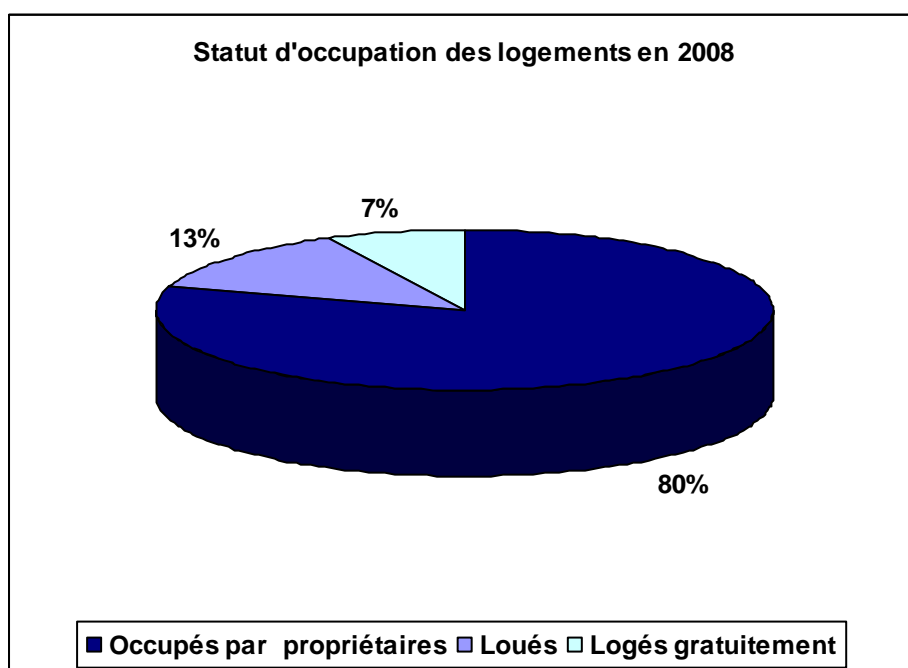


FIGURE 51 STATUT D'OCCUPATION DES LOGEMENTS EN 2008

4.2.3.3 Un parc de logement social inexistant

La commune ne dispose d'aucun logement social sur son territoire.

CONSTATS

STATUTS D'OCCUPATION DES LOGEMENTS

- Une très large majorité de résidences principales : 76.3% soit 143 logements
- Un taux de résidences secondaires qui est en forte progression entre 1999 et 2008 et qui reste moins négligeable dans le parc immobilier (23.1%)
- Un parc locatif qui concerne 1 logement sur 5 (17 % du parc en 2008)
- Une majorité de propriétaires occupants (785%du parc)
- Une vacance qui représente 0.6% du parc en 2008 et en forte diminution (-75%)
- Un parc social inexistant

ENJEUX

- Elargir le parc de résidences principales par la construction neuve
- Trouver un équilibre entre propriétaires occupants et location
- Rééquilibrer les typologies d'habitat en offrant plus de logements intermédiaires (T2 et T3) dans les nouveaux programmes

5 ESPACES URBANISES

5.1 EVOLUTION DE LA TACHE URBAINE

5.1.1 1950 : UN HERITAGE HISTORIQUE

Avant 1950, l'urbanisation est constituée du centre ancien construit sur un promontoire rocheux et de la bourgade implantée en contrebas de la colline, sur la pente. L'urbanisation est donc demeurée resserrée autour du centre ancien. Celle-ci s'accompagne de constructions isolées disséminés sur l'ensemble du territoire et plus particulièrement dans la plaine.

L'espace central correspond au centre ancien qui est composé de la forteresse enfermée dans l'enceinte fortifiée, sur le promontoire rocheux. A l'intérieur de cette enceinte sont regroupés l'habitat seigneurial et le four banal, l'église et le cimetière paroissiaux, plus d'une cinquantaine de maisons et une vingtaine de cabanons et quelques étables et fenières.

La forteresse surplombe la bourgade. Cette dernière se situe à l'Est de la forteresse, sur la pente en contrebas du promontoire rocheux. L'accès se fait depuis la forteresse par la porte sud par un chemin pentu appelé « la coste » ou « coste pastorale » en passant par le « paty » et l'hôpital.

Au sud et au nord-est de ce bourg, s'égrène quelques maisons, cabanons et étables.

Cette organisation répond à un impératif strictement militaire : représenter un verrou sur la vallée de la Vence et non à un objectif

Les enceintes de la bourgade ont disparu dans le courant du XVIIème siècle et ce n'est qu'à partir du siècle suivant que des maisons se sont échelonnées le long de la route d'Aiguebelle.

L'ensemble de « l'agglomération » que constituent la forteresse, le bourg en dessous du portal Armand et les îlots au pied de la bourgade est entouré de vergers, jardins, terres et prés.

5.1.2 1962-1970 : L'AMORCE DU DEVELOPPEMENT RESIDENTIEL DU VILLAGE

La commune de Roussas connaît un attrait pour les populations environnantes, travaillant notamment au CEA et dans les entreprises annexes. Ces dernières aspirent à un cadre de vie de qualité et à un nouveau mode d'habitat : la maison individuelle avec jardin.

Le développement urbain se fait sous une forme urbaine plus lâche, plus consommatrice d'espace. En effet, le bâti n'est plus en continuité mais s'implante en milieu de parcelle.

Dans la commune de Roussas, ce type de développement s'est constitué essentiellement aux abords de la bourgade, et le long des principales voies d'accès. Force est de constater que si le développement se révèle consommateur d'espace, la forme générale de la tâche urbaine demeure relativement regroupée autour du centre ancien.

La commune qui depuis de nombreuses années connaissait une décroissance de sa population, retrouve une croissance positive à partir de 1962.

5.1.3 APRES 1970 : ACCENTUATION DU DEVELOPPEMENT RESIDENTIEL

La trame urbaine se fait plus lâche et clairsemé, correspondant à une prédominance du développement urbain pavillonnaire. Il se caractérise par une plus forte consommation d'espace, par l'absence de structuration et d'organisation du bâti.

Plusieurs programmes de lotissements sortent de terre, construits ex-nihilo le lotissement les Roussettes est représentatif de cette période. Il est en effet déconnecté totalement de l'urbanisation historique malgré sa proximité avec le centre en raison de sa forme urbaine, de son architecture et de son système de desserte en impasse. Par ailleurs, les constructions réalisées au coup par coup notamment quartier les Escombes, le Col, se sont implantées au pied d'un espace boisé qui entoure le sanctuaire Saint Joseph, et ont contribué à une forte consommation de l'espace.

L'implantation des constructions se fait dans la plaine agricole et le long des voies de communication, étirant la zone urbaine de Roussas du nord au sud le long de la route départementale n°203 ainsi qu'à l'ouest du centre ancien.

C'est après les années 70 que la tâche urbaine s'étend pour répondre aux besoins en équipements et installations publics (équipement sportif). Cela concerne le secteur au sud-est du centre ancien, où un grand stade a vu le jour.

5.1.4 DEPUIS 2008 : UNE PROGRESSION DE LA TACHE URBAINE

Suite à l'approbation de la carte communale en 2008, de nombreuses parcelles ont trouvé acquéreurs. Il s'agit de constructions relevant d'initiatives privées. Il n'y a eu aucune opération de lotissements sur la commune ces dernières années.

L'urbanisation ne se matérialise plus seulement sur un seul front sur les pourtours du centre ancien mais sur des fronts multiples et déstructurés.

On assiste donc à un renforcement de la zone pavillonnaire sur les Escombes- le Col et sur les secteurs de l'Aradel, la Salarde et Pied de Bert, par des constructions réalisés au coup par coup, sans organisation viaire et de la forme urbaine et sans lien avec le centre ancien.

5.1.5 CONSOMMATION DES ESPACES NATURELS ET AGRICOLES

Sur la période 1970 à 2010, se sont environ 27.5 hectares qui ont été consommé (toutes zones d'urbanisation confondues).

Le phénomène d'artificialisation des sols a touché plus fortement les surfaces naturelles avec plus de 47.6 hectares prélevées soit 72.73% des superficies artificialisées contre 27.27% pour les surfaces agricoles. Ce prélèvement sur les surfaces naturelles est essentiellement dû à la création et l'extension des zones d'extraction de matériaux. Elles représentent à elles seules 38 hectares.

A noter qu'entre 2000 et 2006, l'artificialisation des sols s'est concentrée au quartier La Combasse, au nord du centre village sur une superficie agricole de 5 hectares (Systèmes cultureux et parcellaires complexes à la nomenclature de Corine Land Cover).

Lieu -dit	Type de sols initial	Superficie artificialisée
Le Col/ les Escombes	espace forestier	56596
La Fontaine/ Combasse	espace forestier	19553
Salarde	espace forestier	5289
Combe de Blayn	espace forestier	15055
	SOUS TOTAL	96493
Le Col/ les Escombes	espace agricole	23809
Sous Vialle	espace agricole	90390
La Fontaine/ Combasse	espace agricole	41958
Salarde	espace agricole	22460
	SOUS TOTAL	178617

Extraction de matériaux	Espace forestier	380000
-------------------------	------------------	--------

TOTAL	655110
Part des surfaces agricoles	27,27%
Part des surfaces forestières	72,73%

La commune de Roussas est passée d'un tissu urbain dit « discontinu » de 25 hectares en 1990 à 30 hectares en 2006 par l'urbanisation du secteur Combasse. Actuellement, le tissu urbain de la commune représente 37.63 hectares soit 2.34% de la superficie totale communale.

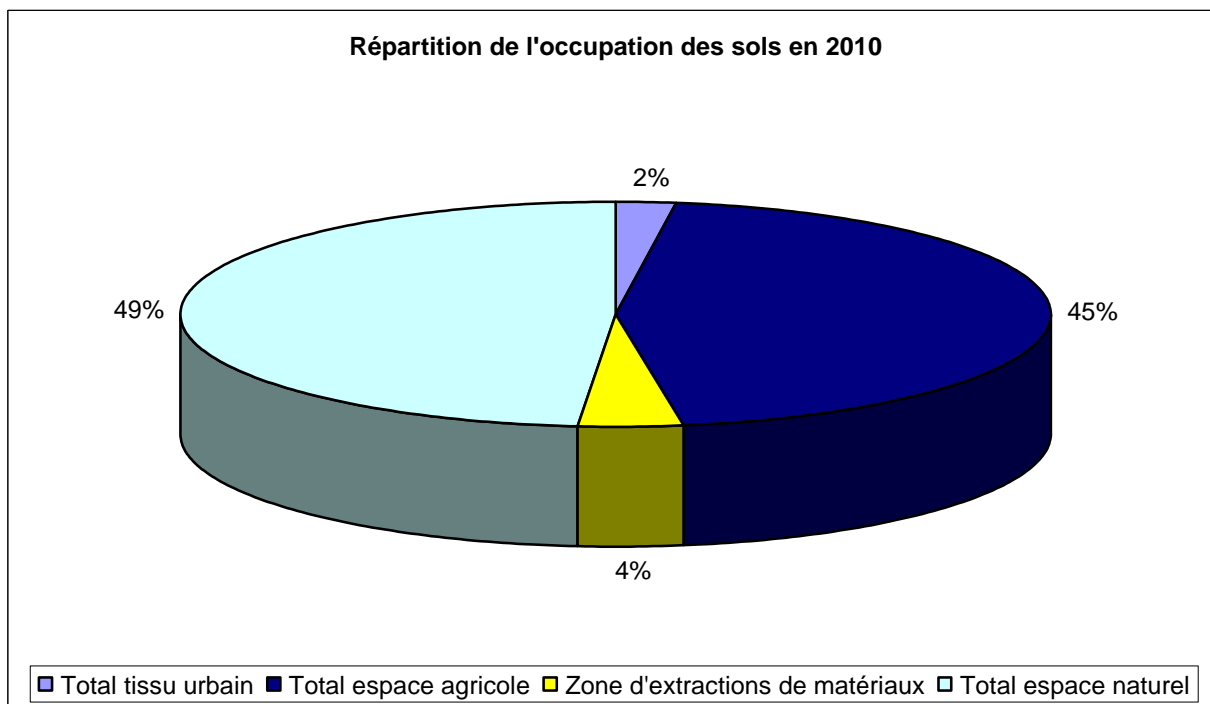


FIGURE 52 REPARTITION DE L'OCCUPATION DES SOLS EN 2010

VOIR PAGE SUIVANTE- CARTE DE LA CONSOMMATION FONCIERE

FIGURE 53 CARTE DE LA CONSOMMATION FONCIERE

5.2 DYNAMIQUE DE LA CONSOMMATION D'ESPACE ET DU POTENTIEL DISPONIBLE

5.2.1 UNE DYNAMIQUE DE LA CONSTRUCTION MODESTE

Il s'est construit en moyenne 3.4 logements nouveaux par an sur la commune de Roussas, en référence à la période 2001-2010. Ces données sont similaires aux communes voisines de Réauville (3.4 logements/an) et des Granges Gontardes (4 logements/an). Cependant, le rythme de construction est en-dessous des communes voisines de Valaurie (6 logements/an en moyenne), Malataverne (22.7 logements/an) et Allan (16 logements/an).

La répartition par catégorie de formes de logements, confirment l'analyse statistique précédente, en donnant une part majoritaire aux logements individuels et plus particulièrement aux individuels purs. Par an en référence à la période 2000-2011 :

- 6 logements collectifs ;
- 26 logements individuels purs ;
- 3 logements individuels groupés.

	INDIVIDUELS PURS	INDIVIDUELS GROUPEES	COLLECTIFS	TOTAL
2000	1			1
2001	5			5
2002	3			3
2003	3			3
2004	1			1
2005	2			2
2006	0		6	6
2007	2			2
2008	0			0
2009	3			3
2010	4	3		7
2011	2			2
Total	26	3	6	35
%	74.28%	8.57%	17.14%	100%

5.2.2 MAIS UNE CONSOMMATION DE L'ESPACE QUI SE POURSUIT

L'analyse de la tache urbaine, réalisée à partir de l'interprétation de photo aériennes et des dépôts de permis de construire indique que la consommation de l'espace n'a jamais été aussi importante que sur les 30 dernières années, avec une baisse de la densité du nombre d'habitants dans les zones construites.

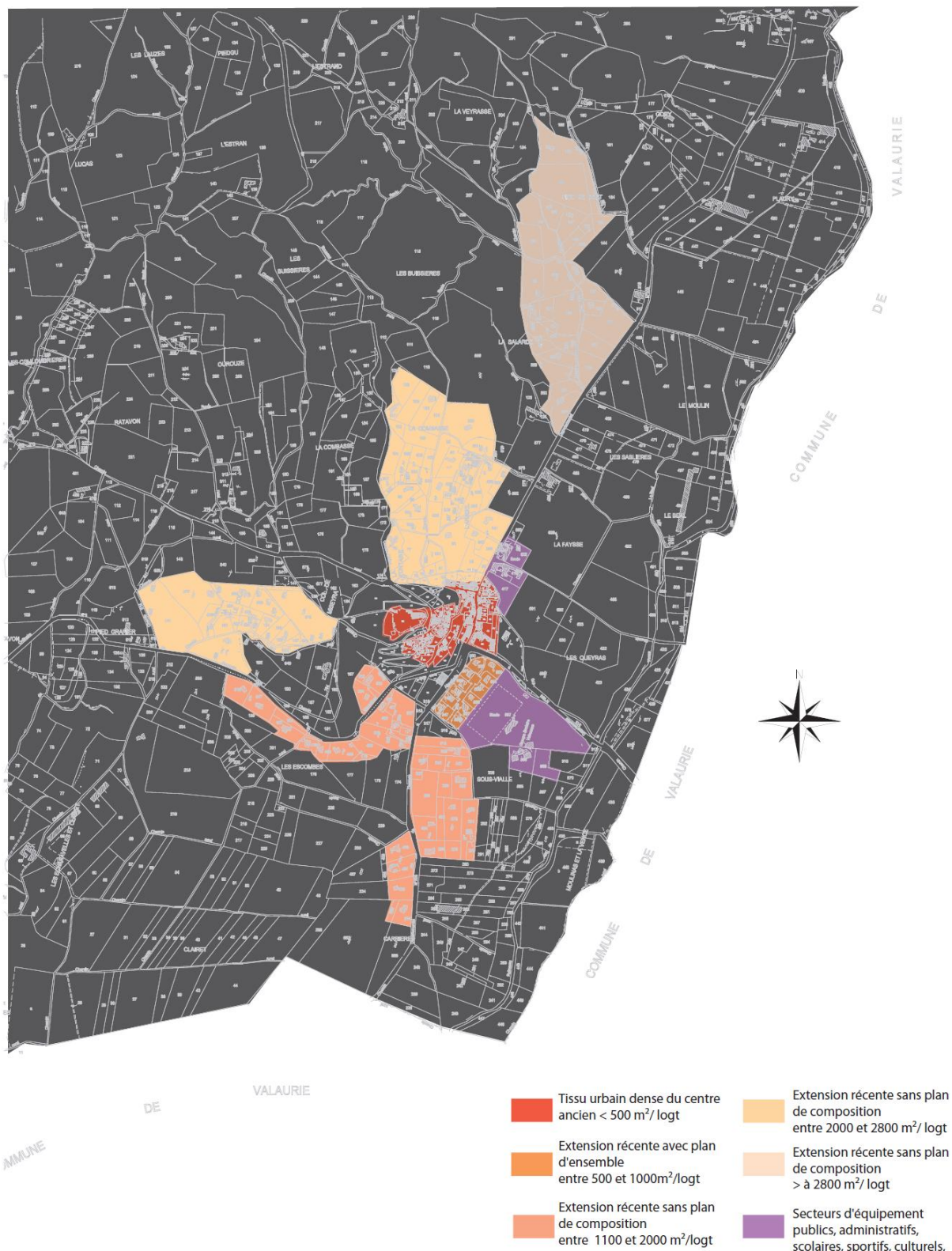
SECTEUR	Superficie construite (m²)	Nombre d'habitations recensées (d'après cadastre + photo aérienne)	Consommation moyenne de foncier par logement (m²)
CENTRE VILLAGE	12000	40	300
SOUS VIALLE (Lotissement des Roussettes)	11000	12	917
LES ESCOMBES	28000	14	2000
LE COL	38800	14	2771
SOUS VIALLE	40000	19	2105
LA COMBASSE/L'ARADEL	51100	18	2839
LA SALARDE	65892	17	3876

Sur la période 1970 à 2010, se sont environ 23 hectares qui ont été consommé (toutes zones d'urbanisation confondues à vocation d'habitat), soit environ 0.5 ha/an. Pour rappel, en 30 ans 27.5 hectares ont été consommées incluant les équipements publics au secteur Sous-Vialle (stade, groupe scolaire et bibliothèque).

VOIR PAGE SUIVANTE – CARTE SUR LES DENSITES URBAINES

FIGURE 54 CARTE SUR LES DENSITES URBAINES

CARTE SUR DES DENSITES URBAINES



5.2.3 DES ESPACES CONSTRUCTIBLES RESIDUELS PEU NOMBREUX ET PROCHE DU CENTRE VILLE

Sur la base de l'analyse du cadastre de 2012, les espaces constructibles résiduels peuvent être estimés à environ 3.83 hectares.

Ces espaces sont principalement localisés dans le quartier Les Escombes, le Col et La Combasse classés en zone U c'est à dire constructible à la carte communale. Cette estimation du foncier constructible résiduel a été faite sur la base d'unités foncières libres de toute construction de plus de 1000 m² et pouvant être immédiatement urbanisée.

Cette réserve apparaît insuffisante, au regard du mode d'habitat privilégié sur la commune : l'individuel pur fortement consommateur d'espace.

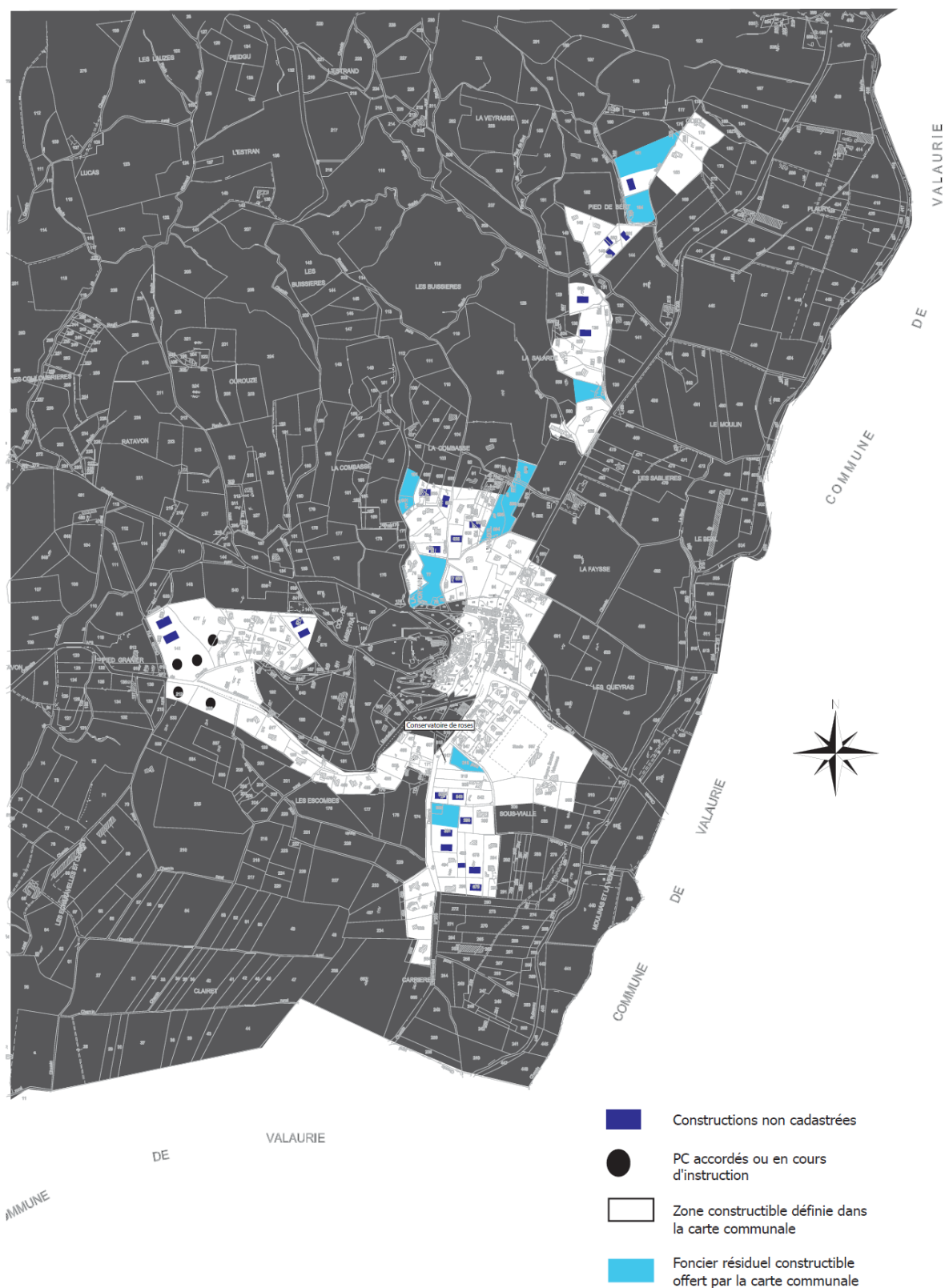
Par ailleurs, cette réserve est d'autant critique que ces espaces résiduels sont parsemés dans les zones d'extension proches du centre village et dans les extensions récentes. La plupart de ces parcelles ne pourront accueillir que des projets individuels au coup par coup (pas de possibilité de faire un programme d'ensemble alliant mixité des typologies d'habitat et densité) soit un mode d'habitat fortement consommateur d'espace.

Sur l'hypothèse que les futurs permis de construire déposés sur ces parcelles soient pour de la maison individuelle pure avec un foncier moyen à 2000 m², seulement 12 constructions pourront être réalisées.

VOIR PAGE SUIVANTE- LES DISPONIBILITES FONCIERES RESTANTES DANS LE TISSU URBAIN EXISTANT

FIGURE 55 LES DISPONIBILITES FONCIERES RESTANTES DE LA CARTE COMMUNALE

LE FONCIER CONSTRUCTIBLE RESIDUEL OFFERT PAR LA CARTE COMMUNALE



CONSTATS

CONSOMMATION D'ESPACE ET POTENTIEL DISPONIBLE

- **Une dynamique de construction moyenne comparable aux communes voisines de Réauville et des Granges Gontardes mais parmi les plus faibles : 3.4 logements nouveaux par an.**
- **Une consommation d'espace très importante**
- **Des espaces résiduels de l'ordre de 3.8 hectares, disséminés dans le tissu urbain et surtout urbanisable au coup par coup au gré des opportunités foncières**

ENJEUX

- **Diminuer la consommation d'espace par logement tout en accompagnant la construction**

5.3 TYPOLOGIE ET MORPHOLOGIE DES FORMES URBAINES

Au regard du développement de la tache urbaine, il est possible de dégager 5 types de forme urbaines.

5.3.1 LES ILOTS DU CENTRE ANCIEN

Un parcellaire imbriqué, de formes variées et de petites surfaces, comportant des habitations individuelles sur plusieurs niveaux, implantées à l'alignement créant ainsi un front bâti le long de la route départementale n°203-rue Comtabise et sur les voies internes en contrebas de la forteresse. Elles occupent pour la majorité la totalité des terrains, laissant peu de place aux espaces publics qui sont plutôt excentré, vers le nord, à hauteur de la mairie et de la salle des fêtes.

Derrière les façades sur rues, les jardins et les cours forment des enclaves privées verdoyantes qui contribuent à aérer le tissu.

Ainsi la densité des constructions est en moyenne de 30 logements par hectare.

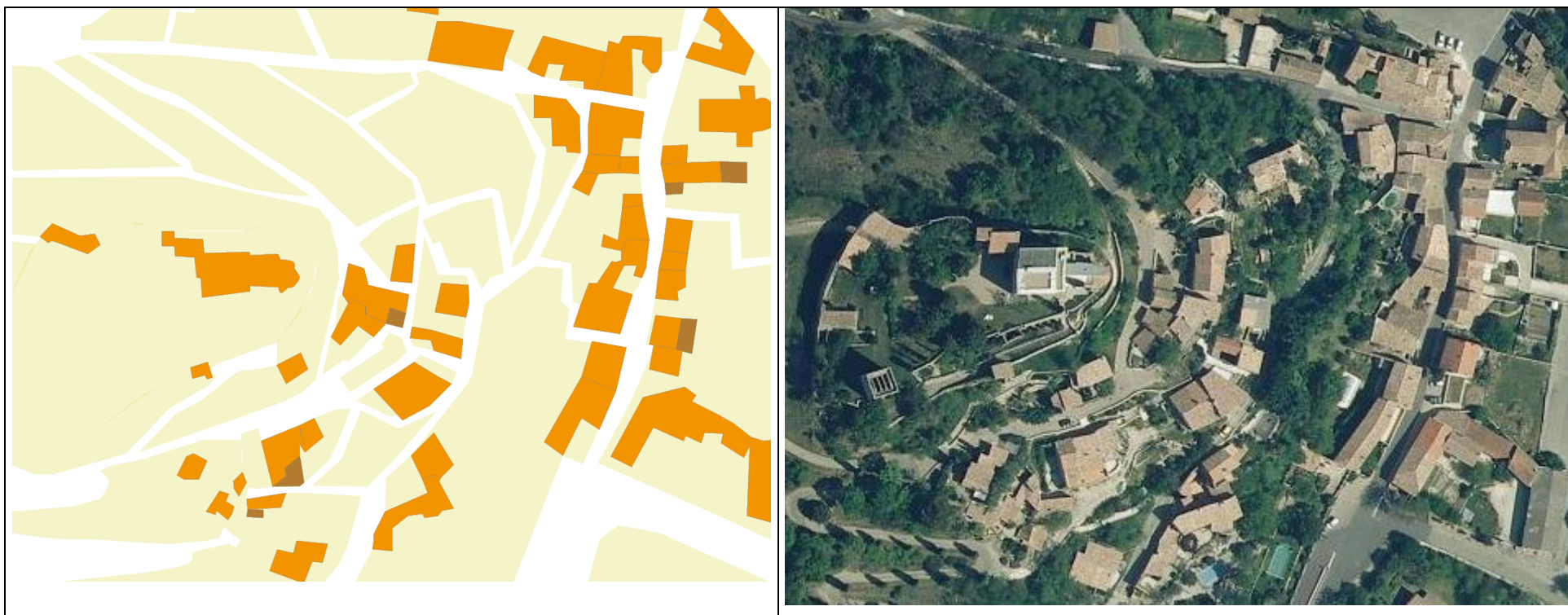


FIGURE 56 MORPHOLOGIE URBAINE DU CENTRE VILLAGE

5.3.2 LES EXTENSIONS URBAINES

5.3.2.1 Les extensions urbaines avec plan de composition

Ces espaces monofonctionnels (uniquement dédié à l'habitat) pensés à l'intérieur de leur périmètre sont standardisés et banalisés : gabarit des voies, taille et forme des parcelles, type de construction (habitat pavillonnaire individuel souvent de plain-pied, architecture monotone). Les espaces publics sont souvent réduits à un reliquat de foncier, sont de conception sommaire et ne jouent aucun rôle dans la vie de quartier.

Par ailleurs, ces espaces se greffent le plus souvent sur un réseau viaire au gabarit et au profil inadaptés, et sont ainsi mal connectés aux équipements et au reste du territoire (rupture de continuité de la voirie et des liaisons douces, système de desserte en impasse, espaces communs peu mis en valeur dans la composition d'ensemble)

La densité des constructions y est plus forte environ 12 logements par hectare que dans les extensions récentes sans plan de composition car se trouve à proximité immédiate du centre ancien : lotissement des Roussettes.



FIGURE 57 EXTENSION URBAINE AVEC PLAN DE COMPOSITION

5.3.2.2 Les extensions urbaines sans plan de composition

A la différence des tissus intermédiaires à proximité du centre ancien, ces espaces ne présentent pas de réel noyau d'urbanisation ancienne, mais il s'agit d'une juxtaposition de parcelles de différentes formes et tailles supportant des constructions individuelles. Ce type de formation se retrouvent à différentes époques, elles ont ainsi pu se développer dans une ancienne poche agricole ou sur des collines boisées. Les espaces publics, à l'exception des voies de desserte sont inexistantes.

Le système d'impasses privées ou de dessertes par servitudes sont très courants. Les liaisons avec le centre, les équipements sont difficiles par l'inadaptation des voies, souvent d'anciens chemins agricoles ou communaux.

La densité des constructions y est très faible, environ 3 à 5 logements par hectare (superficie moyenne du foncier par logement est entre 2000 et 3000 m²). L'emprise au sol des constructions représente une faible part des surfaces, les jardins étant prédominants dans ces secteurs.

Bien que ces espaces représentent d'importantes surfaces non bâties, leur densification est rendue impossible par l'absence d'espaces publics, des difficultés d'accès et des contraintes topographiques. La division de ces grandes parcelles est difficilement maîtrisable et possibles car elles dépendent de la volonté individuelle des propriétaires.

VOIR PAGE SUIVANTE – EXTENSION URBAINE SANS PLAN DE COMPOSITION

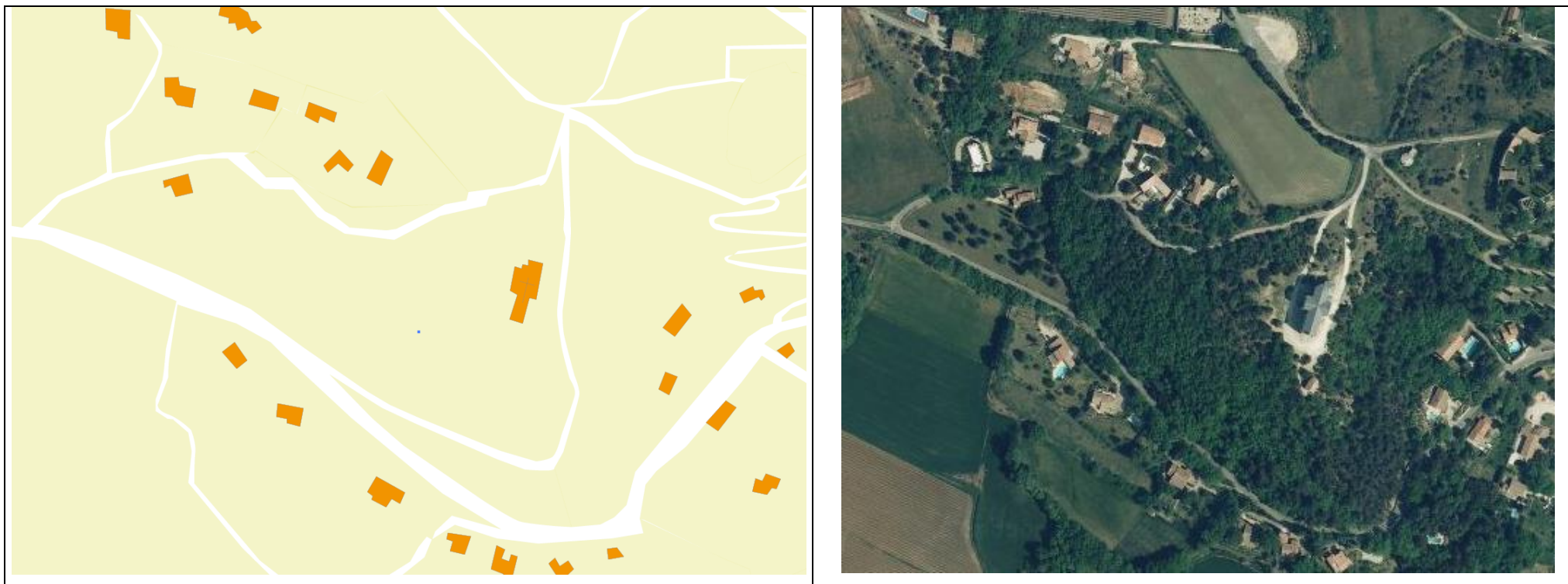


FIGURE 58 EXTENSION URBAINE SANS PLAN DE COMPOSITION QUARTIER LES ESCOMBES- LE COL

5.3.3 L'HABITAT ISOLE

Le plus souvent il s'agit de constructions qui, historiquement, avaient une vocation agricole avec habitation, hangars, abris et appentis. Les habitations se sont souvent, à minima dédoublées et les hangars se sont vus transformés. De nouveaux sièges d'exploitation ont été construits et des habitations individuelles « pour la retraite » ou liées à la rurbanisation, se sont édifiées. Elles occupent des parcelles très grandes de l'ordre de 4500-5000 m², la densité du nombre de logements tombe en moyenne à 2 par hectare. Ces formes de développement urbain, participent au mitage des zones agricoles, et génèrent des surcoûts de gestion (entretien de la voirie, service de ramassage, longueurs des réseaux d'eau ou d'assainissement quand ils existent).

Cependant, la commune de Roussas est relativement bien préservée de ce phénomène de mitage de l'espace.

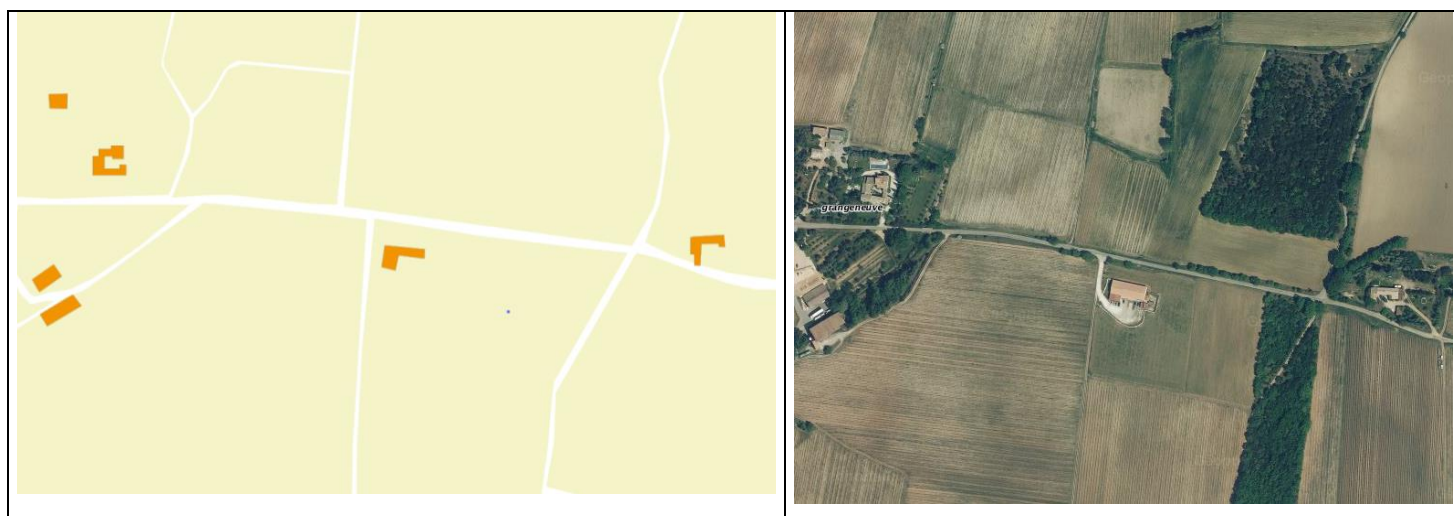


FIGURE 59 L'HABITAT ISOLE

6 DEPLACEMENTS

6.1 HIERARCHISATION DU RESEAU

6.1.1 LE RESEAU COMMUNAL

Le réseau de communication de Roussas est composée par un axe central orienté nord-sud de la RD 252. Cette voie permet la desserte du village et vers le Nord en direction de Montjoyer et vers Allan via le raccordement à la RD56- route d'Aiguebelle.

Au sud, la RD 252 se raccorde par un rond-point à la RD 133 en direction de la Vallée du Rhône à l'Est et à l'Ouest en direction de Grignan.

La commune est également desservie par :

- la RD 203 en lien avec la RD 541 qui rejoint le grand axe RD 133 permettant l'accès vers le Sud aux Granges Gontardes et à la vallée du Rhône à l'Ouest et à Grignan à l'Est.
- la RD 553 à l'Ouest du village assurant la liaison avec la commune de Valaurie.

6.1.2 LA TRAME VIAIRE URBAINE

Les voies primaires (RD) qui constituent également les entrées de ville de Roussas et plus particulièrement la RD 252 a fait l'objet de réflexion et d'un traitement particulier.

Les voies secondaires permettent une circulation interquartiers ne nécessitant pas de repasser par le centre village.

Les voies tertiaires (chemins communaux et voies en impasse), quant à elles, desservent les quartiers d'habitat nécessitant systématiquement de rejoindre une des voies primaires.

Le réseau viaire de desserte du centre-ville est structuré autour d'un axe principal nord-sud : la RD n°252. Deux axes perpendiculaires assurent l'accès vers le centre ancien et les zones d'habitat éparses au nord de la commune :

- Chemin du Lavoir
- Montée du Château

6.2 STATIONNEMENT

6.2.1 L'OFFRE DE STATIONNEMENT

L'offre de stationnement est très satisfaisante sur la commune : on recense plusieurs zones de stationnement :

- **Parking de la mairie** d'une capacité de stationnement d'environ 6 places ;
- **Parking de la salle des fêtes** offrant une vingtaine de places de stationnement en épi de part et d'autre d'un terre-plein central paysager ;
- **Parking du cimetière** permet l'accueil de 10 véhicules en épi et une trentaine de places supplémentaires non matérialisées ;
- **Parking du stade/ Ecole/Bibliothèque** est le plus important parking avec environ 50 places dont certaines réservées au personnel de l'école ;

Ce parking est utilisé lors des horaires d'entrées et de sorties de l'école, lors des permanences de la bibliothèque et dans le cas de manifestations sportives. Le reste du temps, ce parking n'est pas utilisé en raison de sa situation excentrée.

- **Parking dit « de la Vogue »** à proximité immédiate du centre ancien disposant d'une quarantaine de places non matérialisées. Il est utilisé très fréquemment par les randonneurs comme départ d'excursion ;
- **Parking devant le restaurant**, offrant une vingtaine de places utilisées pendant les heures d'ouverture du restaurant ;
- **Parking sur un parcelle communal, derrière la propriété Clapier**, est également utilisé par les habitants du centre ancien, ne pouvant se garer le long de leur habitation.

Le dégagement existant à l'embranchement de la RD 203 et RD 252 permettant aux véhicules de prendre le virage en épi pour rejoindre la RD 252, est utilisé occasionnellement comme parking (camion pizza).

6.2.2 LE STATIONNEMENT PRIVE

L'offre de stationnement est complétée par une offre de stationnement privé au sein des lotissements et des zones d'habitat. Le centre village en raison de sa forme urbaine offre peu de possibilités de stationnement, les riverains garent leurs véhicules, ponctuellement et pour de courtes périodes, contre leur habitation, le long de la voie principale : rue Comtabise. La plupart des habitations du centre ancien bénéficie de renforcements ou de terrains leur permettant le stationnement de leurs véhicules.

6.3 LES TRANSPORTS EN COMMUN

6.3.1 AUTOCAR DU CONSEIL GENERAL

La commune de ROUSSAS est desservie par la ligne n°36 faisant la liaison entre Montélimar et Nyons. Elle dispose d'un seul arrêt au village. La fréquence de passage est faible. Trois passages sont effectués pendant les jours de semaine à 6h30, 6h57 (dans le sens Nyons- Montélimar) et à 17h45 (sens Montélimar- Nyons)².



FIGURE 60 ITINERAIRE DE LA LIGNE 36

² Horaires au 5 septembre 2011

6.3.2 PROJET DE LA GARE TGV D'ALLAN

Le projet de gare TGV à Allan est évoqué depuis 2001, date de mise en service de la Ligne à Grande Vitesse Méditerranéenne (Lyon-Marseille).

Une réflexion sur l'amélioration de la desserte du Sud-Drôme, du Sud-Ardèche et du Nord-Vaucluse par la création d'une nouvelle gare TGV à Allan (Drôme) avait alors été engagée. Ce dernier permettrait en outre de :

- fluidifier le trafic de voyageurs
- désengorger la gare de Valence TGV.
- désenclaver et d'organiser une meilleure accessibilité aux transports collectifs pour les habitants du sud de l'Ardèche et de la Drôme et du nord du Gard et du Vaucluse.

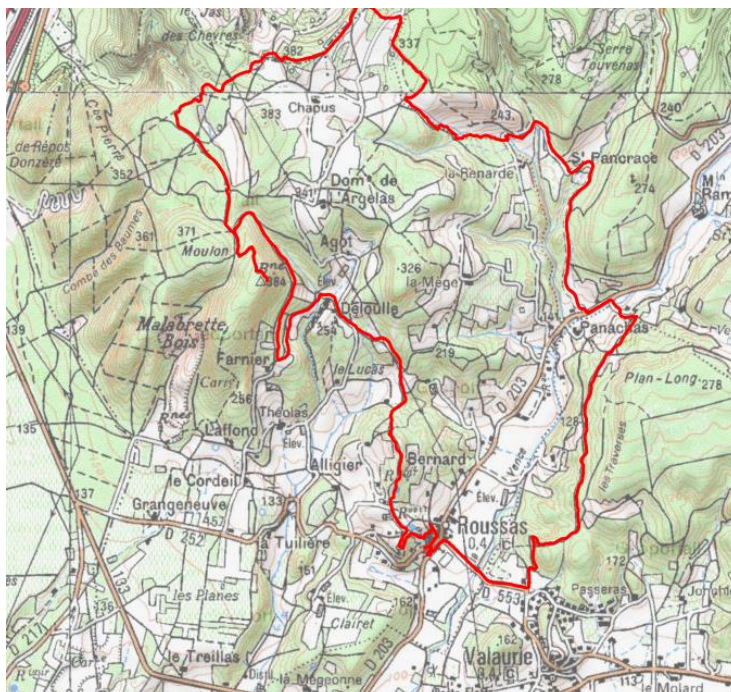
En avril 2011, le ministre des Transports a confirmé l'engagement de l'Etat sur le projet d'un Pôle d'Echange Multi-Modal (PEMM) qui portera le nom de Gare Montélimar TGV et qui doit voir le jour à partir de 2018 sur la commune d'Allan. La concertation publique a débuté en novembre 2011 et doit se poursuivre pendant toute l'année 2012 par la mise en place d'ateliers thématiques, d'un site internet dédié,...



FIGURE 61 ITINERAIRE LGV MEDITERRANEE

6.4 LES DEPLACEMENTS DOUX

Il existe actuellement plusieurs liaisons douces sur la commune utilisées dans le cadre de la promenade ou de la marche à pied.



Exemple d'itinéraire de randonnée sur la commune de Roussas

Le déplacement dans le centre village pour les piétons a été matérialisé par des pavements lors de l'aménagement de la traversée du village. La réalisation de trottoirs étant impossible en raison de l'étroitesse de la voirie. Ce cheminement permet la liaison avec les équipements publics majeurs de la commune (Salle des fêtes, mairie) hormis vers le stade/ école/ bibliothèque.



Matérialisation des cheminements piétonniers dans le centre village

La commune ne dispose pas de pistes cyclables. La pratique du vélo se fait plutôt dans le cadre des loisirs.

La mise en place de ces liaisons n'est pas pertinente au regard de :

- la faible utilisation du vélo dans les déplacements domicile- équipements publics-travail;
- de la faiblesse des flux et de la vitesse sur les axes communaux.

7 FONCTIONNEMENT DE LA COLLECTIVITE

7.1 LES EQUIPEMENTS DE SUPERSTRUCTURES

7.1.1 SERVICES PUBLICS TRADITIONNELS

La commune dispose des services publics traditionnels :

- la mairie dans le centre village ;
- une école intercommunale (Valrousse), qui va de la petite section maternelle au CM2 soit 4 classes et 90 élèves. Beaucoup d'enfants viennent de la commune de Valaurie.

Pour l'enseignement secondaire (Collège et Lycée), la commune dépend des établissements de Pierrelatte, Montélimar et Saint Paul Trois Châteaux.

7.1.2 LES EQUIPEMENTS SPORTIFS ET DE LOISIRS

Les équipements sportifs se situent au sud- est, quartier Sous Vialle, à proximité du centre village :

- un stade de football et un stade d'entraînement
- un plateau d'évolution polyvalent (roller, basket-ball, volley-ball, tir à l'arc)

La commune dispose également d'un boulodrome.



Le stade municipal

7.1.3 LES EQUIPEMENTS SOCIO-CULTURELS

Les équipements culturels et de loisirs :

- une salle polyvalente ;
- une salle des fêtes à côté de la mairie ;
- une bibliothèque de la Vence, quartier Sous Vialle.

7.1.4 LES EQUIPEMENTS SANITAIRES ET SOCIAUX

La commune dépend des équipements sanitaires et sociaux présents sur les communes limitrophes notamment de Montélimar. Il n'y a aucune profession médicale installée sur la commune de Roussas. Les habitants doivent se rendre dans les communes limitrophes notamment Les Granges Gontardes (infirmières et médecins généralistes).

7.2 LES INFRASTRUCTURES

7.2.1 L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

L'alimentation en eau potable est assurée par le Syndicat des Eaux Valaurie-Roussas.

Le réseau syndical dessert, par l'intermédiaire d'un réseau d'adduction d'eau potable d'environ 50 km de long, environ 483 abonnés (données 2008).

L'exploitation consiste particulièrement à la production et la distribution de l'eau potable ainsi que l'entretien des installations (forage, réservoirs d'eau,...).

La distribution d'eau potable est assurée par plusieurs ressources en eau pour son alimentation en eau potable :

- La source de Clavon
- La source de Pré Jarnier
- le captage de la Vence d'un débit de 10 m³/h
- 4 réservoirs avec des capacités de 15, 20 et 200 m³
- le captage de la Croix des Grès avec un débit de 25 m³/h avec une procédure de périmètre de protection de captage actuellement en cours.

Volumes comptabilisés de 2004 à 2008 :

2004	75 000 m³
2005	75 000 m ³
2006	75 000 m ³
2007	85 000 m ³
2008	85 000 m ³

Le prélèvement moyen est de 2h/jour soit en moyenne 42 m³/jour, en conséquence le puits est peu exploité actuellement.

Ce puits alimente aujourd'hui 500 abonnés.

Les besoins en eau futurs ont été estimés sur le captage de la Croix des Grès de la manière suivante :

Année	Habitant	Consommation l/hab/jour	Consommation m ³ /jour	Production et consommation jour/moyen m ³ /jour	Production jour de pointe m ³ /jour
2010	910	170	213.5	305	403.6
2025	1160	170	272.2	389	591.1

La production des captages en pointe est estimée pour le Puits de la Croix de Grès à 372 m³/jour.

La production totale du captage représente 70% de la capacité du puits en 2010 et devrait représenter 78% de la capacité en 2025.

La commune de Roussas prévoit l'accueil de 58 habitants supplémentaires raccordés au réseau d'eau potable soit un besoin en eau supplémentaire de 9860 m³/jour à l'horizon 2022.

Au regard de l'ensemble de ces éléments, la commune de ROUSSAS dispose de suffisamment de ressource en eau potable pour satisfaire les besoins futurs des nouveaux ménages à l'horizon 2022.

7.2.2 L'ASSAINISSEMENT

7.2.2.1 Assainissement non collectif

C'est la Communauté de Communes du Pays de Grignan qui dispose de la compétence assainissement non collectif. Le Service d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est en charge de la réalisation des contrôles obligatoires imposés par la loi sur l'eau de 1992. En effet, la loi du 3 janvier 1992 rend obligatoire à partir du 1er janvier 2006 un contrôle systématique et régulier de toutes les installations d'assainissement non collectif (ANC) par les collectivités.

Les missions du SPANC :

Le contrôle des installations neuves ou réhabilitées :

- la vérification de la conception et de l'implantation des ouvrages d'assainissement non collectif ;
- la vérification de bonne exécution des travaux (avant le recouvrement des ouvrages par la terre végétale).

Le contrôle des installations existantes :

- le contrôle des installations d'assainissement non collectif existantes (diagnostic) ;
- la vérification périodique du bon fonctionnement de toutes les installations.

Lors du contrôle des installations d'assainissement non collectif existantes, un rapport de visite listant les défauts avec préconisation technique est remis au particulier.

Tout propriétaire sera tenu de faire procéder aux travaux prescrits dans le cadre du contrôle, dans un délai maximum de quatre ans.

7.2.2.2 Assainissement collectif

La commune de Roussas est équipée d'un réseau d'assainissement pseudo-séparatif.

Les performances de la station d'épuration communale (de type lit d'infiltration d'une capacité de 250 équivalents habitants) ne permettant pas de répondre aux besoins de développement de la commune, la commune a réalisé un raccordement du réseau de traitement des eaux usées à la station d'épuration de Valaurie d'une capacité de 1 700 équivalents habitants.

7.2.3 COLLECTE ET GESTION DES DECHETS

La Communauté de communes Enclaves des Papes - Pays de Grignan a la compétence "élimination des déchets ménagers et assimilés » pour l'ensemble de ses communes membres.

Cette compétence englobe les prestations suivantes :

- collecte et traitement des ordures ménagères
- collecte et tri des déchets ménagers "tout venant"
- collecte et tri du verre, des journaux- revues- magazines et des emballages divers

- la création de déchèterie

Le moyen retenu pour financer ces dépenses est la REOM (Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères), redevance facturée pour service rendu par le Service Gestion des déchets de la Communauté de communes du Pays de Grignan.

Par arrêté préfectoral du 14 juin 2010, la compétence traitement des déchets ménagers et assimilés a été confiée au Syndicat des Portes de Provence (SYPP).

CHAPITRE II- ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

1 PRESENTATION GEOGRAPHIQUE

1.1 LE MILIEU PHYSIQUE

1.1.1 LA GEOLOGIE

Géologiquement, le territoire communal est très varié et, à l'affleurement, apparaissent les formations suivantes, de la plus ancienne à la plus récente :

- Le Barrémien supérieur à faciès urgonien (n4U) : ce sont des calcaires blancs, massifs, très durs, épais d'environ 250 m,
- L'Aptien supérieur (n6) : ce sont des sables grossiers jaunes à nodules phosphatés (20 m),
- L'Albien (C1) : sables plus ou moins marneux, verdâtres, glauconieux, partiellement grésifiés (30 m),
- L'Eocène inférieur (e4-2) vient en discordance sur les formations sous-jacentes : sables siliceux blancs, jaunes, roses ou vineux. Ils renferment parfois des bancs d'argile assez pure partiellement colorée,
- Le Stampien (g2) : C'est un ensemble de couches diversement colorées d'argiles marneuses, de marnes plus ou moins sableuses, de grès marneux avec bancs calcaires,
- L'Aquitaniens (g3) : calcaires et marnes blancs ou crème (40 m). On ne les trouve que dans la partie Nord de la commune,
- Le Pliocène (p) : elles sont essentiellement à l'affleurement en bordure de vallée et, en particulier dans le Sud de la commune. Ce sont des sables grossiers à graviers et galets perforés avec des débris d'huîtres sur 30 m.

Les alluvions fluviales de la moyenne terrasse (Riss, Fy2R) recouvrent en partie le Pliocène dans le Sud de la commune et nappent la bordure des calcaires urgoniens.

Les alluvions récentes sont présentes dans le fond des vallées (en particulier dans la vallée de la Vence).

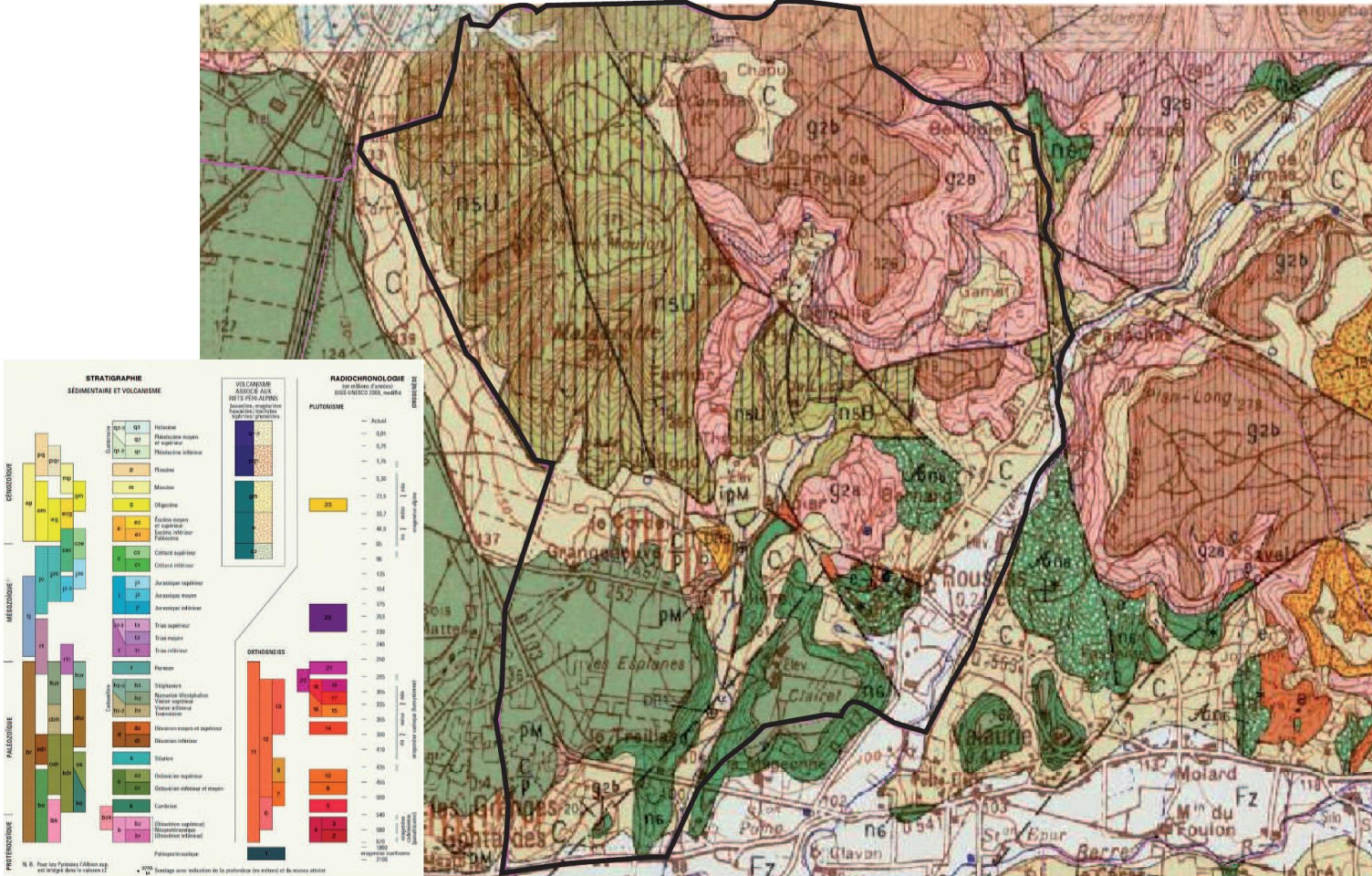
Une faille majeure Nord Ouest – Sud Est a mis en contact les terrains oligocènes avec le calcaire urgonien sur une bonne partie de la commune.

Quelques failles satellites moins importantes affectent essentiellement ce calcaire.

VOIR PAGE SUIVANTE- CARTE GEOLOGIQUE

FIGURE 62 CARTE GEOLOGIQUE

CARTE GEOLOGIQUE



EURYCE- Avril 2012
R10075-ER1-ETU-PG-013-A

1.1.2 LE RELIEF

Le relief de Roussas est très contrasté et varié : massifs, collines, buttes, ravins, plateaux, plaines façonnent le territoire. Le point le plus élevé se situe dans le massif du Moulon à 384 m d'altitude.

L'altitude la plus basse se trouve dans la plaine, au Sud du territoire, aux environs de 80 m d'altitude.

Du bas du village, dans la plaine, le site communal est visuellement limité au Nord-Ouest par le massif du Moulon et à l'Est, par le massif du Plan Long.

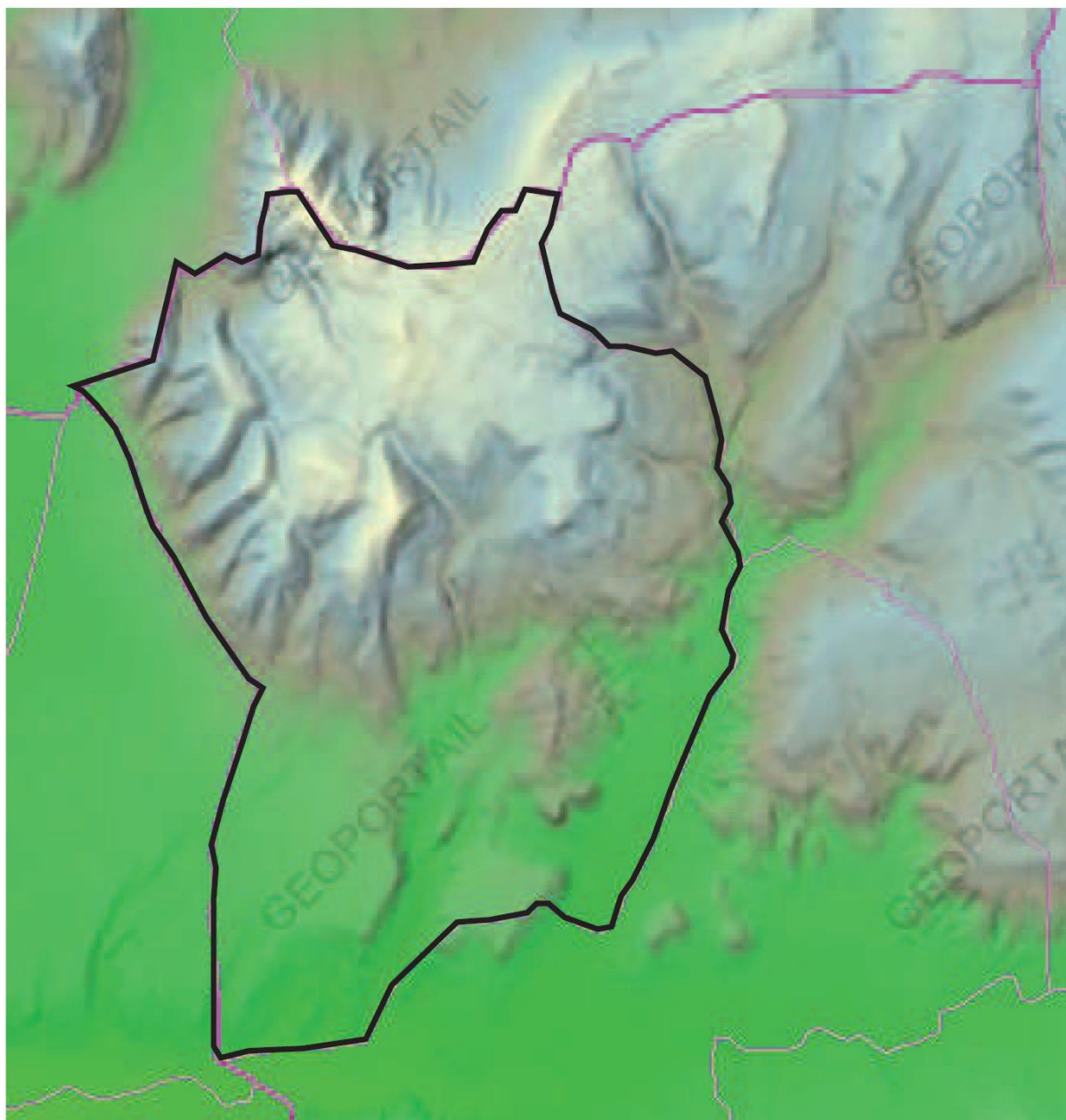
Le village s'est implanté sur les contreforts, au-dessus de la vallée de la Vence, aujourd'hui encore utilisée pour l'agriculture. Le territoire est également composé d'une large plaine agricole au Sud-Ouest.

Le massif du Moulon occupe l'ensemble de la partie Nord-Ouest du territoire ; le Nord-Est alterne entre collines et plateaux.

VOIR PAGE SUIVANTE- RELIEF ET MORPHOLOGIE DU TERRITOIRE

FIGURE 63 RELIEF ET MORPHOLOGIE DU TERRITOIRE

RELIEF ET MORPHOLOGIE DU TERRITOIRE



Source géoportail
EURYCE- Avril 2012
R10075-ER1-ETU-PG-014-A

1.1.3 LE RESEAU HYDROGRAPHIQUE : LA TRAME BLEUE

Le réseau hydrographique est essentiellement composé du ruisseau de la Vence qui délimite la commune de Roussas à l'Est et s'écoule dans un axe Nord-Est / Sud-Ouest.

Le territoire est également traversé du Nord au Sud par le ruisseau « L'Echaravelle du Rieu Fourchat ».

Ces deux ruisseaux se jettent au Sud dans la rivière de la Berre qui s'écoule d'Est en Ouest pour rejoindre le Rhône.

VOIR PAGE SUIVANTE- CARTE DU RESEAU HYDROGRAPHIQUE

FIGURE 64 CARTE DU RESEAU HYDROGRAPHIQUE

RESEAU HYDROGRAPHIQUE



R10075-ER1-ETU-PG-1-005
Réalisation EURYECE - Avril 2012

1.1.4 LE CLIMAT

Les données climatologiques correspondent aux relevés enregistrés sur les quinze dernières années à la station météorologique de Donzère (altitude 68 m), excepté concernant le vent, pour lequel les données sont fournies par la station de Montélimar.

Températures :

Dans leur globalité, les températures subissent l'influence du climat méditerranéen. Il n'est pas enregistré de température moyenne mensuelle négative, et celles-ci restent douces avec une moyenne annuelle de l'ordre de 14 °C, s'échelonnant de 6 °C en hiver (minimum en janvier) à près de 24 °C en été (maximum au mois d'août).

Précipitations :

La hauteur moyenne des précipitations est de l'ordre de 840 mm par an, avec un maximum de pluies à l'automne (plus de 150 mm en octobre) et au printemps (plus de 80 mm en avril).

De par l'influence méditerranéenne et la douceur du climat, les chutes de neige sont relativement rares, puisqu'elles ont une occurrence inférieure à deux jours par an à la station de Donzère.

Vent :

Les auteurs antiques nommèrent Circius un vent violent de Narbonnaise. Selon l'auteur latin Sénèque, repris par plusieurs auteurs, l'empereur Auguste aurait érigé un temple à ce vent particulier. Nommé dès le Moyen âge *Mistral*, il naît de la différence de pression entre une dorsale anticyclonique sur le proche Atlantique ou l'Europe du nord et un minimum dépressionnaire sur la Méditerranée (Golfe de Gênes). Le flux de nord-est à nord-ouest engendré par cette configuration est canalisé et accéléré dans la vallée du Rhône jusqu'à une altitude d'environ 3 000 m (contournement de la chaîne alpine). Mais l'extension du phénomène dépend des circonstances dans lesquelles s'installe un régime de mistral. Il peut souffler toute l'année, et c'est en hiver et au printemps qu'il est le plus fréquent.

Il souffle tout au long de l'année avec une vitesse entre 30 et 120 km/h, ses deux saisons de prédilection étant l'hiver et l'été

Le mistral souffle près de 116 jours par an et la plupart du temps pendant plusieurs jours. Cette caractéristique climatique a fortement influencé l'organisation du territoire notamment en terme d'implantation du bâti, positionnement des ouvertures,...mais aussi la manière d'exploiter le territoire agricole en protégeant les cultures du dessèchement par des haies brise vents (cypres ou peupliers).

A noter que des vents d'est ou de sud-est, moins fréquents que le mistral, sont tout aussi violents (5 m/s représentent 51 % des observations). Ils surviennent quand une dépression importante arrive sur l'Espagne. Si, de plus, un anticyclone existe sur les Balkans ou l'Italie, une tempête d'Est a de fortes chances de se produire. Ces vents « marins » précèdent et accompagnent les pluies, qui peuvent être alors fortes. Ils sont fréquents en automne, plus rares l'été.

A noter que le territoire de Roussas accueille un parc éolien qui tire bénéfice de la force des vents.

1.1.5 LA PEDOLOGIE : DES SOLS PROPICES A L'AGRICULTURE ET A L'EXTRACTION DE MATERIAUX

Une pédologie étroitement liée à la morphologie du territoire et influant l'occupation du sol

La pédologie est une des deux branches principales de la science des sols, de leur formation et de leur évolution. Le sol représente la couche superficielle, meuble, de la croûte terrestre, résultant de la transformation de la roche mère (roches et dépôts sous-jacents), enrichie par des apports organiques.

Sur Roussas, cette approche permet de distinguer 3 grands secteurs dont les sols sont très étroitement liés à la géologie, le couvert végétal et le réseau hydrographique notamment (carte des sols ci-après).

Sur les collines et les terrasses : deux types de sols

Sols bruns de nature silicieux et calcaires fournissent les meilleures terres agricoles.

Sols fersiallitiques propices à l'agriculture et au couvert forestier cependant très fragiles (climat, déboisement,...)

Dans la plaine au sud de la commune

Les sols correspondent à des apports fluviaux, ces sols fluviatiles lorsqu'ils sont caillouteux conviennent à la viticulture et également à la céréaliculture (sols drainants).

La montagne du Moulon

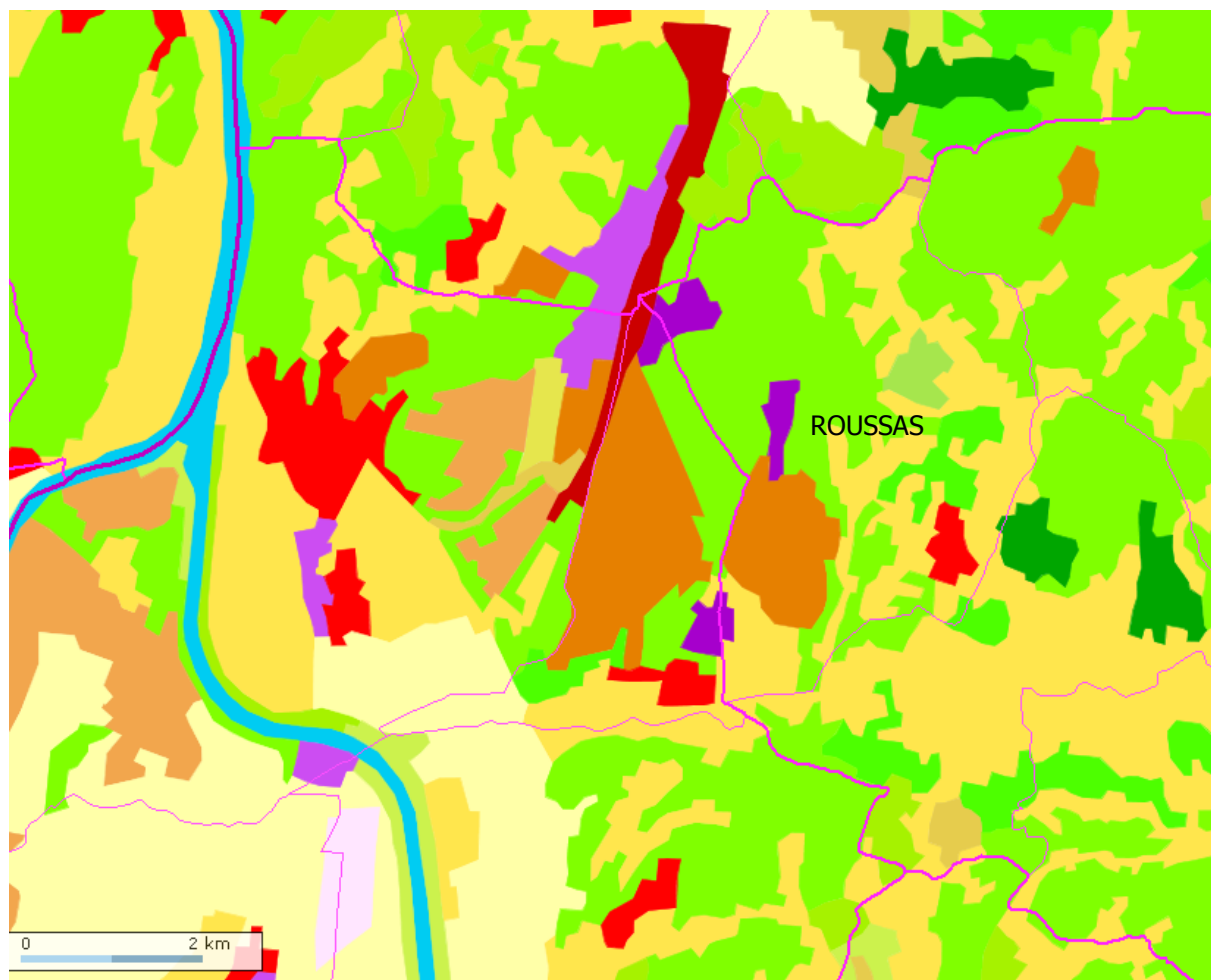
Les sols se caractérisent par une forte présence de calcaires. Les sols où abonde le calcaire actif sont des sols agricoles difficiles. Ils sont très collants aussitôt qu'il pleut et bien trop secs pendant la période estivale. Si la matière organique est rapidement décomposée, l'humus formé est tout à fait indisponible.







Le nord du territoire communal est également composé de sols sableux propices à l'extraction de matériaux au même titre que le calcaire.

Il existe deux gravières exploitant les sols calcaires et sableux et une ancienne carrière reconvertie en centre d'enfouissement des déchets (COVED).

2 PAYSAGE

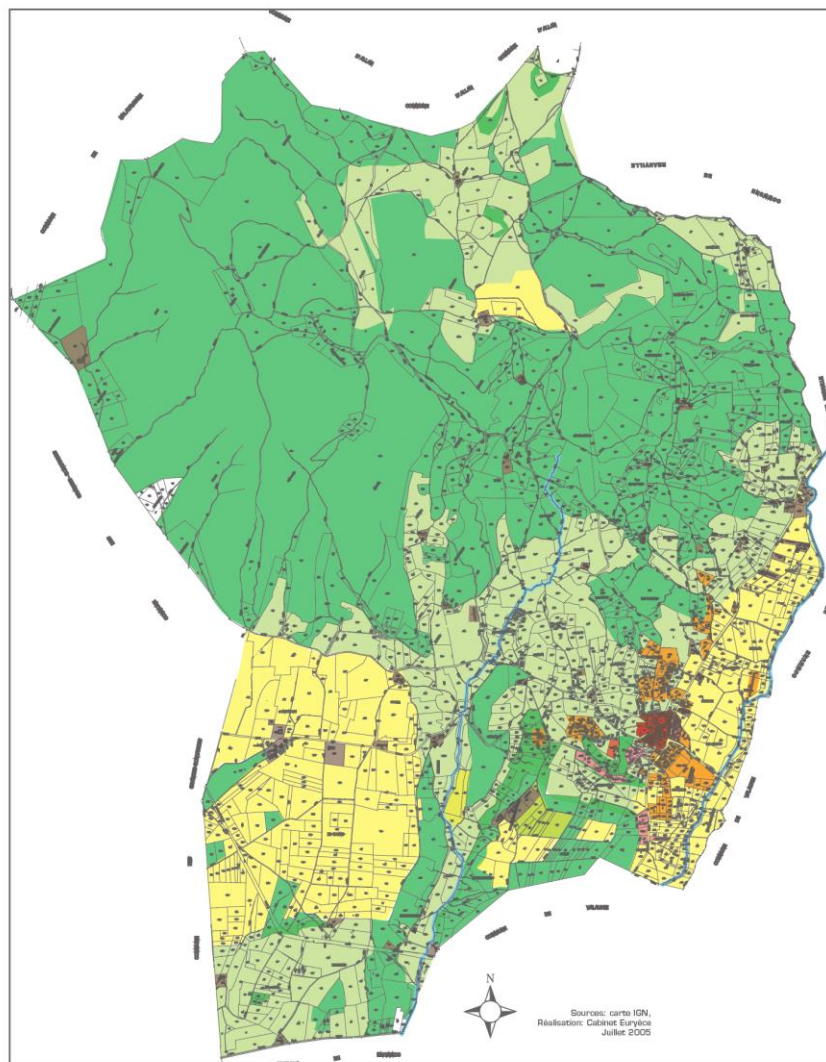
La commune est composée de plusieurs entités paysagères distinctes à la fois urbaines et naturelles.



-  Tissus urbain discontinu - 1
Espaces structurés par des bâtiments. Les bâtiments, la voirie et les surfaces artificiellement recouvertes coexistent avec des surfaces végétalisées et du sol nu, qui occupent de manière discontinue des surfaces non négligeables.
-  Vignobles - 4
Zones plantées de vignes.
-  Extraction de matériaux (ou décharges enterrées)
Extraction de matériaux à ciel ouvert (sablaires, carrières,) ou d'autres matériaux (mines à ciel ouvert) y compris gravières sous l'eau, à l'exception toutefois des extractions dans le lit des rivières.
-  Surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants - 3
-  Forêts de conifères
Formations végétales principalement constituées par des arbres mais aussi des buissons et des arbustes, où dominent les espèces forestières de conifères.
-  Forêts mélangées - 3
Formations végétales principalement constituées par des arbres mais aussi des buissons et des arbustes, où les conifères et les feuillus ne dominent.

VOIR PAGE SUIVANTE- CARTE DES ENTITES PAYSAGERES

FIGURE 65 CARTE DES ENTITES PAYSAGERES DE ROUSSAS



LES ENTITES PAYSAGERES DU TERRITOIRE COMMUNAL DE ROUSSAS

- **Centre historique organisé autour de la forteresse :**
dense et très minéral, les constructions y sont
d'architecture traditionnelle locale.
- **Habitat rural isolé :**
Fermes et mas d'architecture traditionnelle souvent à
vocation agricole
- **Extensions immédiates du centre historique :**
L'architecture vernaculaire domine toujours, mais la densité y est moindre
- **L'habitat résidentiel :**
De par leur implantation et leur aspect extérieur, ces zones se différencient
du centre historique. Masquées par la végétation, elles sont peu perceptibles
- **Extensions du bâti le long des voies :**
"Diluant" les entrées du village, ces zones altèrent la limite franche entre
l'espace bâti et l'espace agricole
- **Les plaines agricoles :**
Il s'agit des plaines de la Vence et de l'Echaravelle de Rieu Fourchat.
La viticulture y est dominante.
- **Les reliefs escarpés (Coteaux) :**
Reliefs souvent boisés de pentes importantes limitant toutes activités.
- **Les espaces boisés de Roussas :**
Principalement le massif du Moulon (Nord-Ouest). Une grande partie de la
commune a su garder un caractère naturel se traduisant par un relief
valloné et une couverture végétale méditerranéenne.
- ~ **Principaux cours d'eau de la commune :**
L'Echaravelle de Rieu Fourchat et la Vence.

2.1 LE PAYSAGE URBAIN

2.1.1 HABITER LE VILLAGE

Le village ancien est construit sur une colline où dominant la chapelle et le château médiéval. La bourgade se situe sur la pente en contrebas du promontoire rocheux.

Il constitue une entité bâti bien distincte, de forte densité avec des rues étroites caractéristiques de l'époque médiévale.

La bourgade accueille les équipements publics actuels : la mairie, l'école, etc. Ces équipements s'organisent le long de la RD 203 créant ainsi une forme urbaine linéaire. Cette voie a fait l'objet d'un aménagement de qualité.





2.1.2 LES EXTENSIONS PAVILLONNAIRES

Le développement de l'urbanisation à partir des années 70 s'est réalisé, de façon excentrée créant un étalement urbain et une forte consommation de l'espace.

Certaines entrées de village notamment Sud sont marquées par ces extensions urbaines mais sont relativement bien préservés en raison d'une bande boisée.



2.2 LES ENTREES DE VILLE

2.2.1 ENTREE DE VILLE NORD PAR LA ROUTE D'AIGUEBELLE

Quatre séquences paysagères sont repérables le long de cette voie :

Séquence 1 :

Cette première séquence survient à partir du lieu-dit de « Plaury ». Cette portion de voie réunit toutes les composantes du paysage provençal. En effet, l'ouverture sur le paysage y est importante. On distingue à l'Est de la voie, des champs de Lavande et au second plan on perçoit très bien les Travers du Chabrelet. A l'Ouest on aperçoit également un champ de céréales. De ce côté-ci de la voie, le paysage est moins ouvert (relief plus escarpé). Ainsi la vision est rapidement orientée vers les champs de lavande et le centre ancien que l'on aperçoit même si l'on se situe encore à près de 900 m de la zone la plus agglomérée

Séquence 2 :

Cette séquence correspond à un paysage relativement fermé. En effet, même si dans un premier temps, le paysage s'ouvre sur un champ à l'Est de la voie, il est rapidement obstrué par une haie de résineux. Derrière cette haie on arrive difficilement à percevoir les champs de lavande. Le boisement et le relief, à l'ouest de la voie, ne permettent pas une vue sur le lointain. Toutefois, ils laissent apparaître çà et là quelques habitations éparses et bien intégrées dans leur environnement. Cette urbanisation ajoutée à la vue sur le centre ancien, illustrent la transition, passant progressivement dans la partie urbanisée de la commune.

Séquence 3 :

Dans cette 3^{ème} séquence, le champ de vision est à nouveau dégagé sur la partie Est de la voie. On peut alors y distinguer trois plans de vue. Le premier correspond à des terres agricoles (vignes, céréales), le second au relief boisé du Plan Long et en 3^{ème} plan, on peut à nouveau apercevoir les collines du Travers du Chabrelet.

De l'autre côté de la voie, le paysage est totalement fermé en raison de la topographie et des boisements importants.

Séquence 4 :

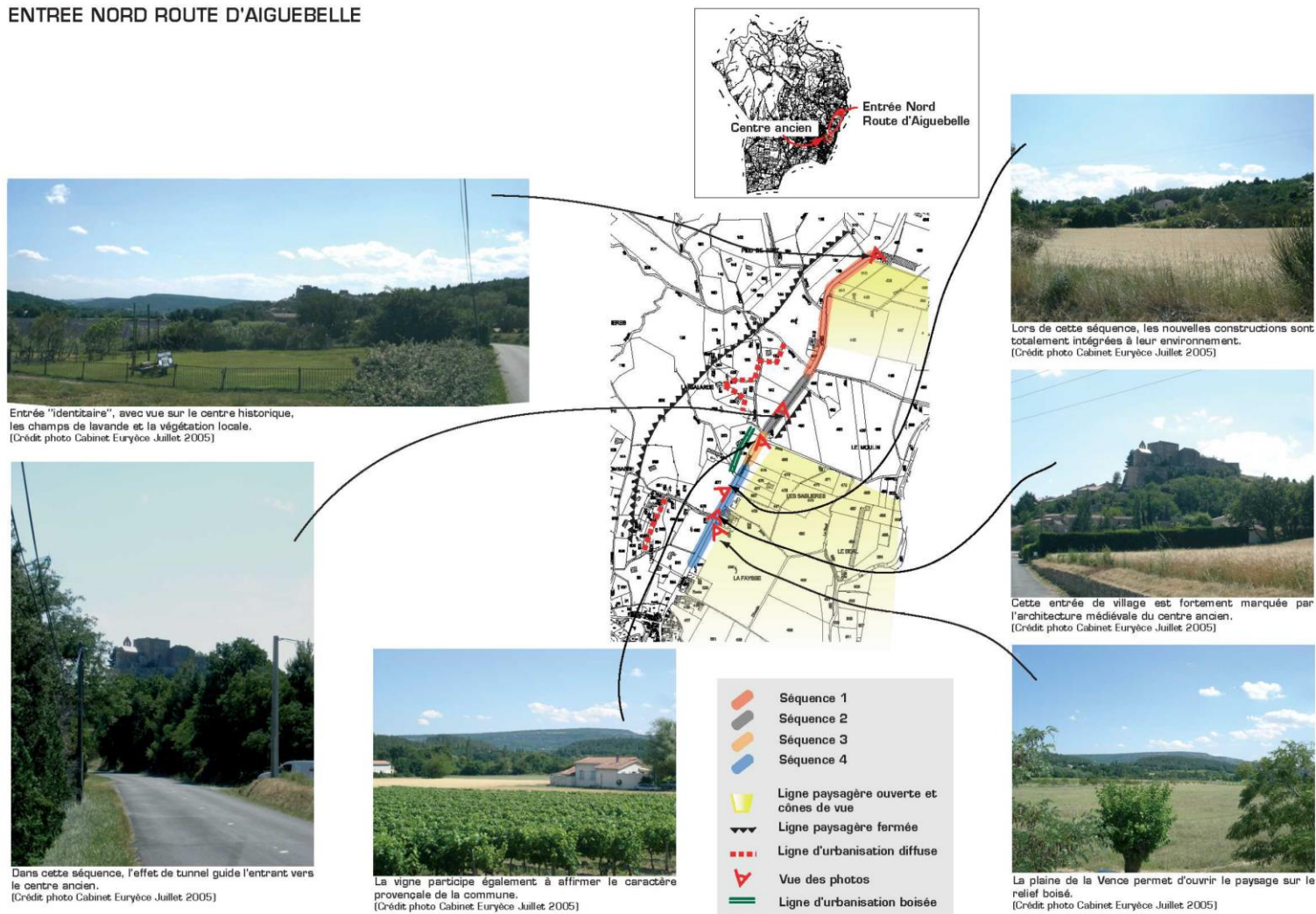
Cette 4^{ème} séquence est beaucoup plus longue et mène directement à la partie urbanisée du village. L'ouest de la voie comprend à nouveau deux plans. Le premier correspond à des champs cultivés et le second à des zones urbanisées situées en zone boisée. Cette urbanisation des pentes reste très bien intégrée au paysage. En contrebas de la voie, on distingue toujours une ouverture paysagère composée de vignes et de champs ainsi qu'une vue sur les montagnes boisées.

L'ouverture paysagère sur le château médiéval depuis la voie marque fortement le caractère de l'entrée de village. Cette percée visuelle devra être préservée.

VOIR PAGE SUIVANTE- ENTREE NORD- ROUTE D'AIGUEBELLE

FIGURE 66 ENTREE NORD : ROUTE D'AIGUEBELLE

ENTREE NORD ROUTE D'AIGUEBELLE



Enjeux :

La perception d'une véritable entrée de village se dessine ici en raison d'une urbanisation progressive. La zone doit continuer à se densifier tout en favorisant ou en conservant les plantations de bois. Cette densification ne devra pas se faire au détriment des percées visuelles sur le centre ancien. Ainsi l'urbanisation ne devra pas se faire trop près de la voie mais il conviendra de continuer à densifier les pentes boisées. Par ailleurs, la partie située en contrebas de la voirie devra continuée à être dégagée afin de favoriser la vue sur le lointain. Ainsi cette entrée peut être considérée comme « l'entrée identitaire » du village, permettant rapidement une vue sur la forteresse tout en offrant à la vue des lavandes, des vignes mais aussi des champs de céréales.

2.2.2 ENTREE DE VILLE EST PAR LA ROUTE DE VALAURIE

Trois séquences paysagères sont repérables le long de cette voie. De manière générale il s'agit d'une entrée beaucoup plus urbanisée que les trois autres en raison de la proximité des zones constructibles de la commune de Valaurie.

Séquence 1 :

Dans cette séquence, il s'agit d'une descente vers la ripisylve de la Vence. La voie est cernée de part et d'autre par des champs cultivés. Quoique très près du centre ancien (400m), plus on s'approche de la ripisylve et plus le paysage se referme en raison du boisement important de la ripisylve. Certes on ne peut pas avoir de vue d'ensemble sur le village, cependant on perçoit très bien la forteresse et le sanctuaire St Joseph.

Séquence 2 :

Cette seconde séquence survient après le franchissement de la Vence. Elle marque alors une transition. En effet, on se trouve directement dans la partie urbaine de la commune marquée par un mobilier de plus en plus présent, mais aussi par la présence des équipements publics.

A gauche on distingue donc la plaine des équipements publics au premier plan et au second plan on distingue très clairement les pentes boisées et urbanisées du centre ancien.

Cette entrée est desservie par une voie dont la rectitude n'est pas sans rappeler les dessertes de village du Moyen Age. Elle est d'ailleurs bordée d'un côté par des acacias et de l'autre par des oliviers. Ces plantations sont donc très intéressantes car d'une part elles marquent l'identité provençale de la commune et d'autre part elles guident l'entrant vers le centre ancien limitant les vues sur la plaine agricole située au Nord de la voie.

Séquence 3 :

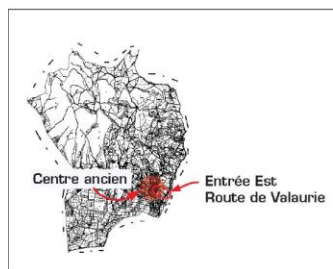
Cette troisième séquence est en quelque sorte le prolongement de la précédente. Toutefois, il convient de souligner que la densification par les constructions nouvelles (lotissement des Roussettes) n'a aucune incidence sur la perception globale du village à partir de cette entrée de village et ce notamment en raison du recours à la végétation du lotissement.

Par ailleurs, quelques percées au nord de la voirie sont à noter. En effet, à l'approche du centre ancien, les percées sur la zone agricole se forment, permettant ainsi la vue sur le secteur des Queyras.

VOIR PAGE SUIVANTE- ENTREE EST —ROUTE DE VALAURIE

FIGURE 67 ENTREE EST : ROUTE DE VALAURIE

ENTREE EST PAR LA ROUTE DE VALAURIE



On distingue également les différentes périodes de construction des bâtiments
(Crédit photo Cabinet Euryèce Juillet 2005)

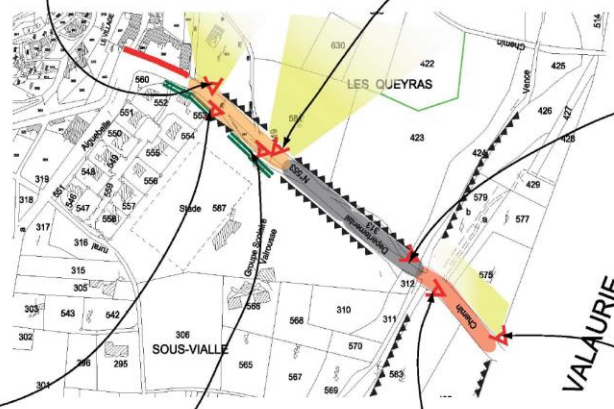


Les percées visuelles laissées libre permettent d'ouvrir le paysage sur la plaine agricole et les collines boisées.
(Crédit photo Cabinet Euryèce Juillet 2005)



2 vues d'ensemble à partir de Valaurie. L'image globale de l'entrée Est est alors plus urbaine que pour les 3 autres.
(Crédit photo Cabinet Euryèce Juillet 2005)

- Séquence 1
- Séquence 2
- Séquence 3
- Ligne paysagère ouverte et cônes de vue
- ▴ Ligne paysagère fermée
- ▬ Ligne d'urbanisation dense
- ▲ Vue des photos
- ▬ Ligne d'urbanisation boisée



Le caractère urbain est renforcé par le mobilier urbain. Au second plan le pylône électrique reste très visible.
(Crédit photo Cabinet Euryèce Juillet 2005)



Les extensions récentes du villages restent très bien intégrées en raison des plantations et haies séparatives.
(Crédit photo Cabinet Euryèce Juillet 2005)



On note des alignements éparés de part et d'autre de la voirie.
(Crédit photo Cabinet Euryèce Juillet 2005)



Au premier plan "la plaine des équipements" marque le paysage urbain malgré les alignements d'arbres.
(Crédit photo Cabinet Euryèce Juillet 2005)



La ripisylve obstrue la vue sur les extensions récentes et met en valeur le centre historique du village.
(Crédit photo Cabinet Euryèce Juillet 2005)

Enjeux :

L'enjeu de cette entrée de village consiste donc à conserver les vues sur le centre ancien. La conservation en zone agricole de la partie située au nord de la voirie paraît indéniable. Toutefois, il conviendrait de la mettre « plus en scène » en favorisant les percées sur cette zone.

Par ailleurs, au niveau de la perception paysagère deux « verrues » sont à améliorer pour l'esthétique et la valeur globale du paysage urbain du centre ancien. Il s'agit de la ligne électrique moyenne tension et de la déchetterie située après le pont sur la Vence.

Par ailleurs, si la rectitude de la voie est un atout sur le plan de la mise en scène du paysage urbain qui s'offre à la vue de tout entrant, elle n'en est pas une pour la sécurité des utilisateurs et notamment des piétons et cycles. Ainsi il conviendrait d'avoir une réflexion sur le réaménagement de cette voie qui dessert des équipements publics (stade, groupe scolaire) à la zone la plus dense du village.

Cette entrée peut alors être considérée comme « l'entrée vitrine » de Roussas, donnant un aperçu du patrimoine historique et permettant d'apprécier les extensions récentes de la plaine.

2.2.3 ENTREE OUEST PAR LA ROUTE DE MONTELIMAR

Cinq séquences paysagères sont repérables le long de cette voie

Séquence 1 :

Cette première séquence constitue en quelque sorte un « tunnel » boisé en raison des plantations situées de part et d'autre de la voirie. Le paysage est alors totalement fermé. Le Sanctuaire St Joseph est alors la seule construction perceptible. Il est perché sur la colline de Roussas.

Séquence 2 :

Dans cette séquence, le paysage est semi ouvert. En effet, la partie Nord, surplombant la voie est relativement ouverte alors qu'au sud cette même voie est bordée de châtaie.

Outre le Sanctuaire St Joseph on distingue également quelques constructions appartenant au hameau du Col.

Séquence 3 :

Cette séquence constitue une transition paysagère. En effet, elle succède à une séquence semi ouverte et est suivie d'une séquence dont les ouvertures sont totalement obstruées par les bois qui abritent également une ligne d'urbanisation diffuse.

Le Nord de la voie est composé de plantations éparses et très bien entretenues alors au Sud de cette même voie, la densification des boisements empêche toute percée sur le paysage.

Séquence 4 :

Cette séquence est très intéressante en matière d'insertion paysagère. En effet, le relief ne permet l'urbanisation que de la partie située en contrebas de la voirie. La partie Nord est quant à elle composée de pentes abruptes boisées. Cependant l'urbanisation a pu se faire tout au long de la voie sans être réellement perceptible.

Ainsi l'étroitesse de la voie, la très bonne insertion paysagère des constructions, et l'ombre très importante due à la présence des arbres donnent un côté très naturelle à cette entrée très peu anthropisée.

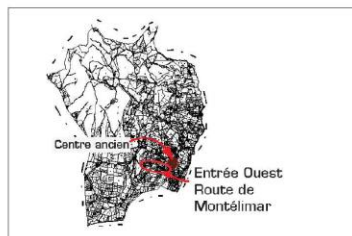
Séquence 5 :

Cette séquence marque vraiment l'entrée dans le village. En effet, la voirie s'élargit et l'on note des constructions de part et d'autre de la voirie. Le caractère urbain des lieux se distingue par la présence des aménagements urbains (trottoirs notamment). Par ailleurs, le boisement se fait de plus en plus rare laissant ainsi la place à de grandes percées sur la plaine de la Vence et sur les Montagnes environnantes.

VOIR PAGE SUIVANTE- ENTREE OUEST- ROUTE DE MONTELIMAR

FIGURE 68 ENTREE OUEST : ROUTE DE MONTELIMAR

ENTREE OUEST ROUTE DE MONTELIMAR



Paysage ouvert sans grand intérêt.
(Crédit photo Cabinet Euryèce Juillet 2005)



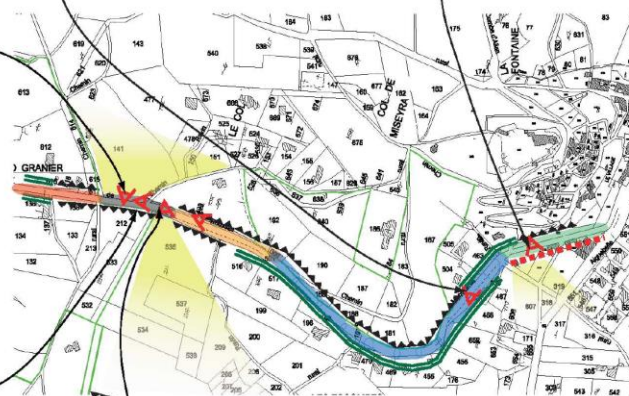
Première construction annonçant le village: le sanctuaire St Joseph. Il est mis en valeur par son promontoire rocheux boisé.
(Crédit photo Cabinet Euryèce Juillet 2005)



Le village se découvre que tardivement en raison des boisements importants.
(Crédit photo Cabinet Euryèce Juillet 2005)



A l'approche du village les bois se dédensifient laissant la place à un panorama exceptionnel sur la plaine. Les constructions en contrebas de la route n'obstruent en rien les percées.
(Crédit photo Cabinet Euryèce Juillet 2005)



- Séquence 1
- Séquence 2
- Séquence 3
- Séquence 4
- Séquence 5
- Ligne paysagère ouverte et cônes de vue
- Ligne paysagère fermée
- Ligne d'urbanisation diffuse
- Vue des photos
- Ligne d'urbanisation boisée



Dernière l'alignement, le paysage s'ouvre sur un vaste champ. A l'horizon on aperçoit des boisements denses.
(Crédit photo Cabinet Euryèce Juillet 2005)



On peut distinguer sur la gauche des constructions récentes. La parcelle reste cependant très boisée.
(Crédit photo Cabinet Euryèce Juillet 2005)

Enjeux :

Il convient de conserver le caractère progressif de cette entrée de village. Cela doit se faire par la protection des bois situés le long de la RD 252. Il convient également de veiller plus particulièrement au respect de l'insertion paysagère si de nouvelles constructions venaient à s'implanter.

Cette entrée étant marquée par la présence du Sanctuaire St Joseph, il sera nécessaire d'empêcher toute « pollution visuelle » que pourrait provoquer l'implantation de constructions

2.2.4 ENTREE SUD PAR LA ROUTE DE DONZERE

Cinq séquences paysagères sont repérables le long de cette voie

Séquence 1 :

Cette séquence survient peu de temps après l'entrée sur le territoire communal de Roussas. Le relief escarpé et le boisement dense de la partie Ouest de la voie empêche toute ouverture paysagère. Toutefois, à l'Est de cette même voie, du côté de la plaine de la Vence le paysage s'ouvre sur des champs cultivés au premier plan et sur les Montagnes très présentes.

Séquence 2:

Tout comme l'entrée Ouest, l'entrée Sud porte les signes de l'étalement urbain linéaire. En effet, lors de cette seconde séquence, on distingue de part et d'autre de la voie les premières constructions. Celle-ci ne sont pas particulièrement intégrées au paysage environnant et pour certaines dépareillent fortement avec la vue que l'on a du centre ancien (c'est ainsi qu'une maison aux couleurs vives est visible au premier plan alors que se dessine au second plan la forteresse).

Séquence 3 :

Cette séquence est constituée de deux lignes d'urbanisation boisée. En effet, de part et d'autre de la voie on distingue difficilement quelques constructions récentes. La vision est alors uniquement guidée vers la forteresse.

Séquence 4 :

Dans cette séquence, la vue se dégage sur la forteresse. A l'Est de la voie, une zone constructible avait été définie dans le MARNU. De nouvelles constructions devraient alors, à court terme, y être implantées au risque d'altérer la vue. Cette zone constitue actuellement une friche, mais derrière celle-ci on note la réalisation de quelques constructions.

A l'Ouest de la voie, le paysage n'est qu'en partie ouvert en raison d'un boisement important. On distingue dans le fond quelques constructions appartenant au hameau des Escombes.

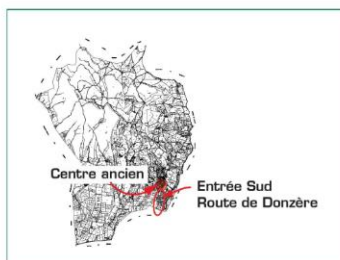
Séquence 5 :

Cette séquence marque la véritable entrée dans la partie la plus dense du village. Ce caractère urbain est d'une part dû à la réalisation d'un espace public aménagé en jardin fleuri, au mobilier urbain. D'autre part ce caractère urbain est permis par la densification des constructions (Lotissement des Roussettes). Malgré la densité qui les caractérise, ces constructions font l'objet d'une insertion paysagère permise jouant sur les haies privatives situées à la limite entre l'espace public et l'espace privé.

VOIR PAGE SUIVANTE- ENTREE SUD-ROUTE DE DONZERE

FIGURE 69 ENTREE SUD : ROUTE DE DONZERE

ENTREE SUD ROUTE DE DONZERE

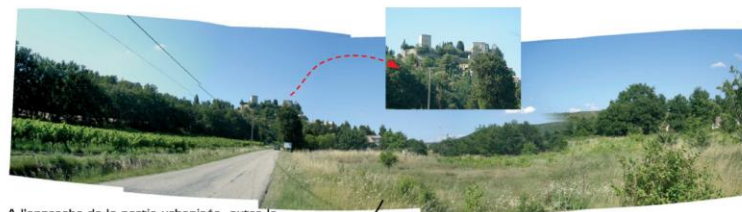


Certaines nouvelles constructions ne s'intègrent pas au cadre paysager du village.
(Crédit photo Cabinet Euryèce Juillet 2005)

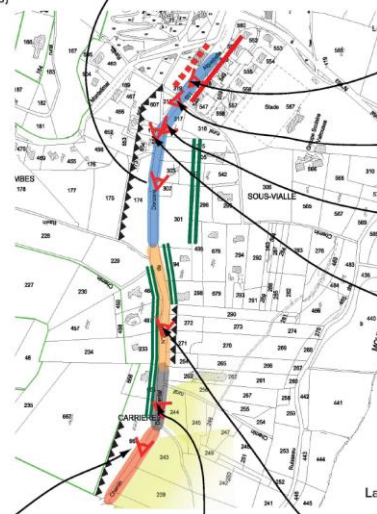


Lors de cette entrée, la plaine de la Vence est également très présente. Elle permet une ouverture du paysage. On remarque au second plan la ripisylve et en arrière plan les collines boisées.
(Crédit photo Cabinet Euryèce Juillet 2005)

- Séquence 1
- Séquence 2
- Séquence 3
- Séquence 4
- Ligne paysagère ouverte et cônes de vue
- ▼ Ligne paysagère fermée
- Ligne d'urbanisation diffuse
- Ligne d'urbanisation dense
- ▲ Vue des photos
- Ligne d'urbanisation boisée



A l'approche de la partie urbanisée, outre la forteresse, on distingue également des vignes et de nombreux boisements.
(Crédit photo Cabinet Euryèce Juillet 2005)



Une intégration paysagère



De nouvelles constructions



Un petit jardin public



Un mobilier urbain simple

La partie urbanisée de la commune a fait l'objet d'aménagement très récents et très cohérents.
(Crédit photo Cabinet Euryèce Juillet 2005)



Centre ancien

En raison de la végétation, la troisième séquence crée un effet de tunnel et laissant ainsi découvrir progressivement le centre ancien.
(Crédit photo Cabinet Euryèce Juillet 2005)

Enjeux :

Cette entrée a pour vocation de se densifier en raison des terrains inscrits comme constructibles aux MARNU. Il sera alors nécessaire d'apporter une attention toute particulière au volet paysager des permis de construire afin de ne pas dénaturer le site visible de la forteresse. Il serait également nécessaire de maintenir des percées sur la plaine de la Vence.

2.3 LE PAYSAGE NATUREL

On peut distinguer sur le territoire communal 3 entités naturelles paysagères distinctes :

- **Des espaces boisés correspondant à la barrière rocheuse, karstique du Moulon,** appartenant à la chaîne urgonienne, détachée des Cévennes par le fjord rodhanien. Cette zone est historiquement stratégique en témoigne la présence de deux oppidums où les traces de cette occupation humaine ancienne sont encore visibles.

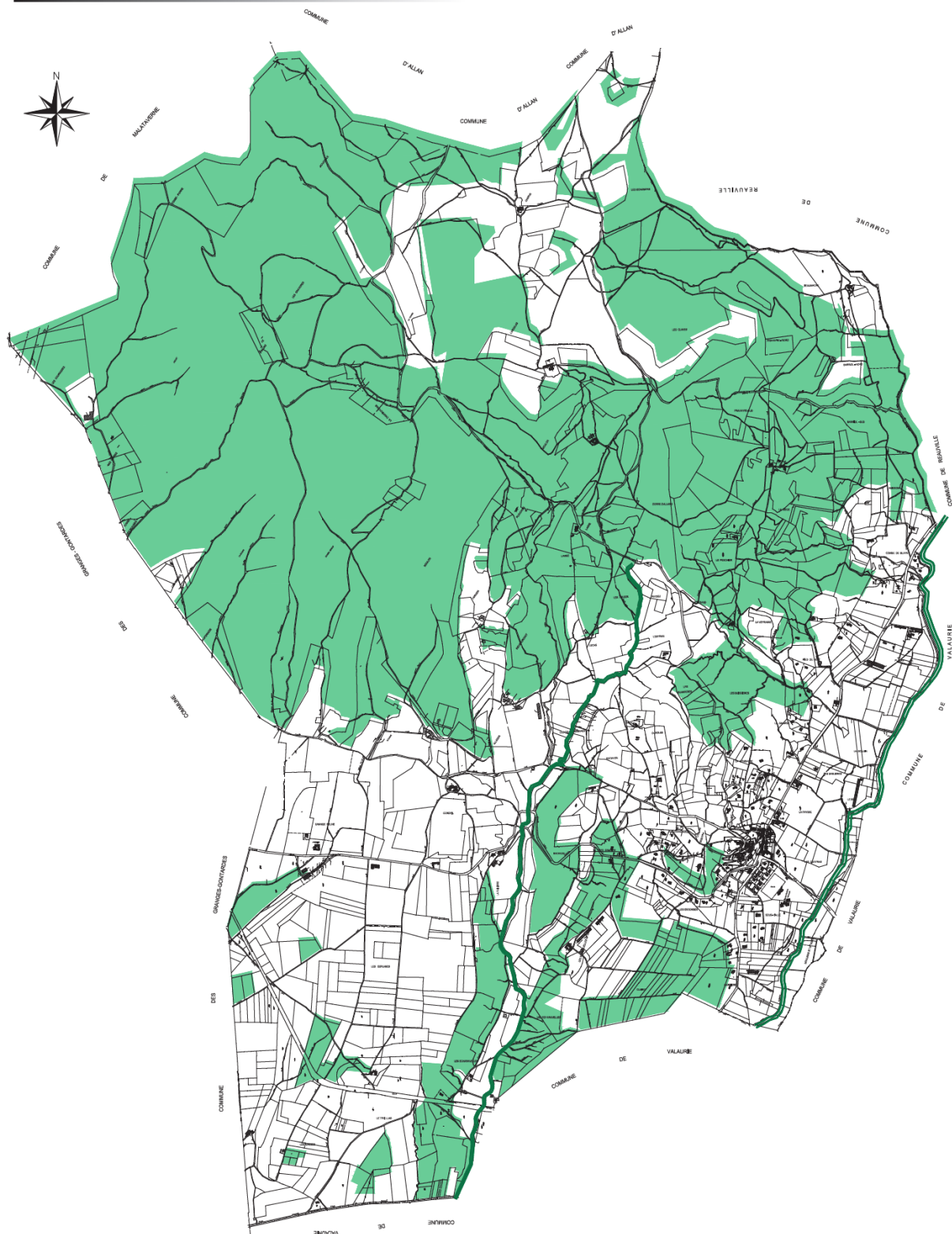
Le paysage est rythmé par des serres de 326 à 318m d'altitude et des zones de dépression, de plus faible altitude (entre 236-211m). Deux torrents affluents de la Vence marque le paysage : les torrents Beaumarché et Barriol.

Ce relief vallonné et la couverture végétale de type méditerranéen traduit le caractère naturel de la commune.

VOIR PAGE SUIVANTE- ESPACES BOISES ET RIPISYLVES DU TERRITOIRE COMMUNAL

FIGURE 70 : ESPACES BOISES ET RIPISYLVES DU TERRITOIRE COMMUNAL

CARTE DES BOISEMENTS ET RIPISYLVES



R10075-ER1-ETU-PG-1-007
Réalisation EURYECE - Avril 2012

- **Des reliefs escarpés** (coteaux). Cette entité paysagère se caractérise par des pentes importantes souvent boisées limitant ainsi toutes activités agricoles
- **Des Plaines Agricoles**, qui correspondent à la vallée de la Berre et de la Vence. La Vallée de la Berre se caractérise par un paysage de coteaux avec deux niveaux distincts, une haute terrasse boisée et une basse terrasse à vocation agricole (champ de tournesol ; de lavande,...). La partie de la vallée de la Vence est plus collinaire.

Le paysage communal est aussi marqué par la présence d'un parc éolien composé de 12 éoliennes de 98 mètre de hauteur et 66 mètres d'envergure dans le paysage communal.

Depuis la route de Valaurie à Roussas, le paysage du Moulon et du plateau de l'Argelas en arrière-plan du village de Roussas, est ponctué sur les lignes de crête par la présence de 8 éoliennes. Cependant depuis ce point de vue, l'impact paysager est atténué par la présence de haies de haute tige qui masque en partie l'arrière-plan.

Au pied du château et à proximité du sanctuaire Saint Joseph, les éoliennes sont visibles en arrière-plan. Par ailleurs, Le parc éolien de Marsanne ponctue la ligne de crête au loin.

3 PATRIMOINE

3.1 PATRIMOINE ENVIRONNEMENTAL

3.1.1 ZONE NATURELLE D'INTERET ECOLOGIQUE FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE (ZNIEFF)

3.1.1.1 Une ZNIEFF qu'est-ce que c'est ?

C'est un secteur du territoire où les experts scientifiques ont identifié des éléments remarquables du patrimoine naturel. Une ZNIEFF est (Source DREAL PACA) :

- Une zone d'intérêt écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels
- Une zone d'intérêt Faunistique et Floristique, constituant le milieu de vie et l'habitat naturel d'espèces animales et végétales rares et/ou caractéristiques du patrimoine régional.

Et c'est un programme national mis en œuvre à l'échelle régionale, coordonnée par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), sous le contrôle du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN).

C'est un inventaire scientifique, sans portée juridique directe. Un espace inventorié en ZNIEFF ne bénéficie d'aucune protection spécifique, mais l'existence d'une ZNIEFF peut être invoquée pour fonder l'interdiction d'un aménagement ou la légalité d'un acte administratif parce qu'elle apporte l'information sur les intérêts à prendre en compte. Dans ce cas, ce n'est pas la ZNIEFF qui fonde l'interdiction, mais l'intérêt du milieu naturel et/ou la présence d'une espèce protégée par la loi.

3.1.1.2 ZNIEFF Plateau de Roussas, Roucoule et bois des Mattes

Description de la zone : ZNIEFF de type 1

Typologie : Plateau

Superficie : 665.1 ha

Nombre d'espèces et d'habitats déterminants : 33

Intérêt : botanique, ornithologiques

Au sud du village d'Allan et de Montélimar, les réseaux routiers (nationale et autoroute) traversent un passage resserré entre deux massifs distants de moins de 600 m : la colline de Notre-Dame-de-Montchamp à l'ouest, et le bois de Roucoule à l'est. Ce dernier bois couvre le rebord du grand plateau qui atteint le village de Monjoyer. La zone délimitée ici prend en écharpe ce rebord de plateau, et le suit par le sud en longeant l'ancien bois des Mattes. Elle marque les confins de la région

méditerranéenne, et au sens botanique du terme, ce seuil constitue réellement une des portes de la Provence.

Intérêts faunistiques

L'intérêt faunistique de cet ensemble réside dans la présence d'un intéressant cortège ornithologique regroupant 4 espèces remarquables : **L'Alouette lulu**, espèce en déclin en Europe, niche sur la table supérieure du plateau. La présence de l'**Engoulevent** est fortement suspectée. Les **Fauvettes passerinettes et mélanocéphales** sont communes dans les garrigues et les parties boisées dégradées. Le **Grand-duc** recherche des zones rocheuses, et s'est établi sur tout le pourtour du plateau. Rare dans la Drôme, et toujours localisé aux falaises méditerranéennes, le **Merle bleu** niche sur le bord du plateau. Le **Circaète Jean-le-Blanc** survole régulièrement le site, et il n'est pas impossible que son nid soit installé dans les milieux boisés des pentes.



Alouette lulu



Engoulevent



Fauvette passerinette



Grand duc



Merle Bleu



Circaète Jean-le-Blanc

La faune locale de vertébrés est relativement faible et représentée par le **lézard ocellé**.



Le secteur de Roucoule et du bois des Mattes est depuis longtemps soumis à de fortes atteintes paysagères.

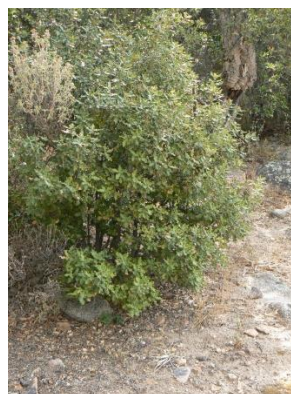
Le bois des Mattes, reconnu dans les années 1960 par les botanistes pour sa richesse, a été depuis entièrement défriché pour être remplacé par un vignoble. Une décharge est située en contrebas du Jas des Chèvres, et une carrière s'ouvre sur le versant sud. Plus récemment, la construction de la ligne TGV a nécessité des travaux importants pour le passage du défilé Montchamp-Roucoule, et a profondément modifié la base du plateau et les milieux.

Intérêts floristiques

En raison de sa localisation, cet ensemble boisé est marqué par espèces botaniques qui parviennent à leurs limites septentrionales (**Ciste blanc**, **Coronille lotoïde**, **Chêne kermès**, **Bruyère arborescente**, **Fumana à feuilles de thym**...).



Ciste Blanc



Chêne Kermès



Bruyère arborescente



Fumana à feuilles de thym

Les pentes du plateau sont principalement couvertes de **boisements méditerranéens de Chêne vert**, associés à un ensemble d'espèces (**Chèvrefeuille des Baléares**, **Asperge à feuilles aiguës**...).

Leur composition floristique est bien plus diversifiée que celle des boisements de Chêne vert qui parviennent à remonter plus au nord dans la vallée du Rhône.

Le rebord du plateau laisse apparaître un ensemble de milieux rocheux (falaises, rochers et dalles rocheuses, pentes rocailleuses et sèches), couverts de garrigue et de pelouses rocailleuses plus ou moins dégradées.

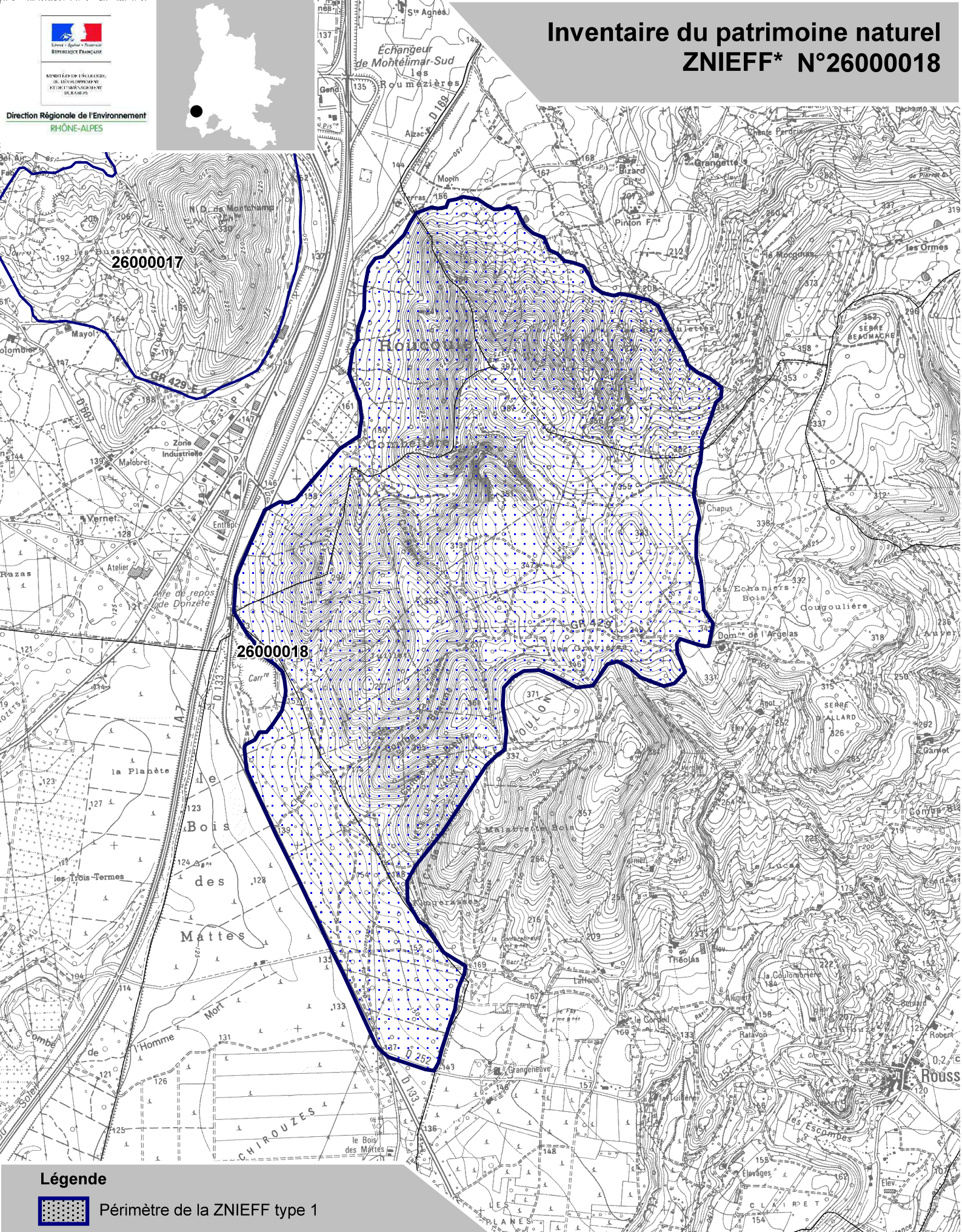
D'un point de vue botanique, cette zone se distingue par la présence de plusieurs espèces rares ou protégées. La **Biscutelle à feuille de chicorée** expose ses fleurs jaune clair dans les rocailles. Le **Cytise à longs rameaux**, que l'on rencontre disséminé sur tout le rebord du plateau, est un petit arbuste inscrit au "livre rouge" de la flore menacée en France. **L'Alysson à gros fruit**, qui pousse sur des rochers escarpés, est une espèce endémique française, et Roucoule constitue sa station la plus orientale. Le **petit Narcisse douteux**, qui rappelle les garrigues ardéchoises, a récemment été découvert sur cette première station drômoise.



Ministère de l'Écologie,
du Développement
durable et de l'Énergie
Ministère de l'Environnement
et du Développement
durable

Direction Régionale de l'Environnement
RHÔNE-ALPES

Inventaire du patrimoine naturel ZNIEFF* N°26000018



Légende



Périmètre de la ZNIEFF type 1

* Inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique 2e édition 2007
Il constitue un outil d'alerte et ne peut être interprété à une échelle plus fine sans investigation complémentaire
Edition : InfoSIG Cartographie - www.infosig.net - Annecy



Echelle : 1 / 25 000
fonds IGN Scan 25 (C)



Biscutelle à feuille de chicorée



Cytise à longs rameaux



L'Alysson à gros fruit



petit Narcisse douteux

3.1.2 SITE NATURA 2000 « SABLES DU TRICASTIN »

3.1.2.1 Un site Natura 200 c'est quoi ?

C'est un réseau écologique européen cohérent d'espaces représentatifs de la biodiversité européenne visant à assurer la survie à long terme des habitats les plus précieux et des espaces les plus menacés d'Europe.

L'objectif principal du réseau Natura 2000 est de favoriser le maintien de la biodiversité, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales, dans une logique de développement durable. Cet objectif peut requérir le maintien, voire l'encouragement, d'activités humaines adaptées. (Source DREAL PACA)

Il est composé des Zones de Protection Spéciale (ZPS) en application de la directive « Oiseaux » et des Zones Spéciales de Conservation (ZSC) pour la directive Habitats. Dans ce cadre, le site Natura 2000 « Sables du Tricastin » a été désigné comme site d'intérêt communautaire au titre de la directive « Habitats ».

3.1.2.2 Le site Natura 2000 « Sables du Tricastin »

D'une surface de 1233 ha, le site Natura 2000 « Sables du Tricastin » à intégrer l'une des rares zones humides relictuelles du département de la Drome ; son originalité provient également de secteurs sableux rares en contexte continental.

La commune de Roussas est concernée par ce site sur la partie sud-est de son territoire, sur une superficie d'environ 2465 m² soit 0.02% de la superficie totale du site Natura 2000.

Au niveau faunistique, c'est sur le plan chiroptérologique que ce site Natura 2000 doit être mis en avant avec la présence de colonies remarquables de Minioptère de Schreibers, de Petit et Grand Murin, entre autres, dans le tunnel de drainage du château de la Borie.

Le Document d'Objectifs (DOCOB) de ce site Natura 2000 n'est pas disponible et ne sera rédigé qu'en 2012.

Les tableaux ci-dessous présentent les habitats et espèces qui ont justifié la désignation du site Natura 2000 « sables du Tricastin ».

Tableau : Habitats naturels d'intérêt communautaire

Type d'habitat	Code EUR27	%couv. de cet habitat dans le SIC (FSD)	Représentativité	Superficie relative réseau national (FSD)	Degré de conservation	Evaluation globale	Nombre de sites abritant cet habitat (national)
Dunes intérieures avec pelouses ouvertes à <i>Corynephorus</i> et <i>Agrostis</i>	2330	10	A	C	B	B	28
Forêts à <i>Quercus ilex</i> et <i>Quercus rotundifolia</i>	9340	30	A	C	A	A	117
Pelouses calcaires de sables xériques	6120	1	C	C	B	B	27
Prairies humides méditerranéennes à grandes herbes du <i>Molinio-Holoschoenion</i>	6420	1	C	C	B	B	33
Marais calcaires à <i>Cladium mariscus</i> et espèces du <i>Caricion davallianae</i>	7210	2	A	C	A	A	103

Légende

Evaluation du site Natura 2000 :

Représentativité (donne une mesure de la spécificité de chaque type d'habitat naturel concerné)	
A	Représentativité excellente
B	Représentativité bonne
C	Représentativité significative
D	Représentativité non significative

Superficie relative (Superficie du site couverte par le type d'habitat naturel par rapport à la superficie totale couverte par ce type d'habitat naturel sur le territoire national)	
A	$100\% \geq p > 15\%$
B	$15\% \geq p > 2\%$
C	$2\% \geq p > 0\%$

Degré de conservation (Etat de la structure, des fonctions de l'habitat naturel, possibilités de restauration)	
A	Conservation excellente
B	Conservation bonne
C	Conservation moyenne

EVALUATION GLOBALE (évaluation globale de la valeur du site pour la conservation des habitats naturels concernés)	
A	Valeur excellente
B	Valeur bonne
C	Valeur significative

Tableau : Espèces d'intérêt communautaire

Compartiment biologique	Nom scientifique	Évaluation du site				Nombre de sites abritant cette espèce (national)
		Population	Conservation	Isolement	Globale	
INVERTÉBRÉS	Grand Capricorne (<i>Cerambyx cerdo</i>)	C	C	C	C	198
CHIROPTERES	Murin de Bechstein (<i>Myotis bechsteinii</i>)	D	-	-	-	234
	Grand Murin (<i>Myotis myotis</i>)	C	B	C	B	445
	Petit Murin (<i>Myotis blythii</i>)	C	B	C	B	143
	Petit Rhinolophe (<i>Rhinolophus hipposideros</i>)	D	-	-	-	429
	Murin à oreilles échancrées (<i>Myotis emarginatus</i>)	C	B	C	B	350
	Minioptère de Schreibers (<i>Miniopterus schreibersi</i>)	B	B	C	B	180

Légende

Évaluation du site Natura 2000 :

Population (taille et densité de la population de l'espèce présente sur le site par rapport à la taille des populations présentes sur le territoire national)	
A	100% \geq p > 15%
B	15% \geq p > 2%
C	2% \geq p > 0%
D	population non significative

Conservation (degré de conservation des éléments de l'habitat importants pour l'espèce concernée et possibilités de restauration)	
A	Conservation excellente (éléments en état excellent, indépendamment de la notion de la possibilité de restauration)
B	Conservation bonne (éléments bien conservés indépendamment de la notion de possibilité de restauration, ou élément en état moyen ou partiellement dégradé et restauration facile)
C	Conservation moyenne ou réduite (les autres combinaisons)

Isolement (degré d'isolement de la population présente sur le site par rapport à l'aire de répartition naturelle de l'espèce)	
A	Population (presque) isolée
B	Population non isolée, en marge de son aire de répartition
C	Population non isolée dans sa pleine aire de répartition

Évaluation globale (évaluation globale de la valeur du site pour la conservation des espèces concernées)	
A	Valeur excellente
B	Valeur bonne
C	Valeur significative

3.1.3 ZONE DE PROTECTION DE BIOTOPE

Qu'est qu'un arrêté de protection de biotope ?

L'arrêté de protection de biotope a pour objectif la préservation des milieux naturels nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie des espèces animales ou végétales protégées par la loi. Un biotope est une aire géographique bien délimitée, caractérisée par des conditions particulières (géologiques, hydrologiques, climatiques, sonores, etc).

L'arrêté de protection de biotope est actuellement la procédure réglementaire la plus souple et la plus efficace pour préserver des secteurs menacés. Elle est particulièrement adaptée pour faire face à des situations d'urgence de destruction ou de modification sensible d'une zone.

Régis par les articles L 411-1 et L. 411-2 et la circulaire du 27 juillet 1990 relative à la protection des biotopes nécessaires aux espèces vivant dans les milieux aquatiques, les arrêtés de protection de biotope sont pris par le Préfet de département. Cet arrêté établit, de manière adaptée à chaque situation, les mesures d'interdiction ou de réglementation des activités pouvant porter atteinte au milieu (et non aux espèces elles-mêmes relevant déjà d'une protection spécifique au titre de leur statut de protection) : pratique de l'escalade ou du vol libre pendant une période définie, écobuage, circulation des véhicules à moteur, travail du sol, plantations, etc.

L'arrêté peut interdire certaines activités, en soumettre d'autres à autorisation ou à limitation.

Il s'agit d'une mesure de protection qui, par son caractère déconcentré, peut être rapide à mettre en place. En vertu des textes, seuls deux avis simples doivent être recueillis : celui de la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites, et celui de la Chambre d'agriculture. L'avis de l'Office national des forêts est également recueilli si le territoire est soumis au régime forestier.

Des arrêtés modificatifs peuvent être pris pour adapter la protection à la modification de l'environnement comme l'apparition de nouvelles menaces ou l'évolution de l'intérêt biologique. Elle ne comporte toutefois pas, en elle-même, de moyens spécifiques de suivi et de gestion des milieux.

L'inobservation des prescriptions de l'arrêté de protection de biotope est répréhensible du seul fait que l'habitat d'une espèce protégée est altéré. Les infractions sont des délits punis des peines prévues à l'article L.415.3 du code de l'environnement.

Zone de protection de biotope dit de « Roussas »

Superficie : 724 ;875 ha sur les communes d'Allan, Les Granges Gontardes, Malataverne et Roussas.

% de la superficie de la commune de Roussas concernée par la protection : 28.04% soit un peu plus de 450 ha.

Tableau : Espèces floristiques protégées

Espèces	Niveau de protection
Chamazcytistus elongatus	National
Hormathophylla macrocarpa	National
Bombycilaena erecta	Régional
Biscutella cichorifolia Loisel	Régional
Iris lutescens Lam.	Régional
Melica minuta	Régional
Ruscus aculeatus	Départemental

Tableau : Espèces faunistiques protégées au niveau national

Espèces
Mammifères
Chiroptère : Grand Murin
Petit murin
Murin à oreilles échancrées
Minioptère de Schreibers
Molosse de Cestoni
Oiseaux- Espèces non nicheuses sur site
Bec croisé des apins
Busard cendré
Circaète Jean-le-Blanc
Engoulevent d'Europe
Faucon Pèlerin
Grand corbeau
Grand duc d'Europe
Guêpier d'Europe
Huppe fasciée
Martinet à ventre blanc
Merle Bleu
Mésange huppée
Milan Noir
Oiseaux – espèces nicheuses sur site
Alouette lulu
Bruant ortolan

Burant zizi
Chardonneret élégant
Choucas des tours
Fauvette à tête noire
Fauvette mélanocéphale
Fauvette passerinette
Grimpereau des jardins
Hypolais polyglotte
Linotte mélodieuse
Mésange bleue
Pic vert
Pinson des arbres
Pouillot véloce
Pipit rousseline
Rossignol philomène
Rouge- queue noir
Serin cini
Troglodyte mignon
Verdier d'Europe
Reptiles
Lézard des murailles
Lézard vert
Lézard ocellé
Coronelle girondine
Couleuvre à collier
Couleuvre verte et jaune
Couleuvre d'Esculape
Vipère aspic
Insectes
Damier de la succise
Ecaille chinée
Magicienne dentelée
Proserpine
Coléoptère Grand Capricorne

FIGURE 71 CARTE DU PATRIMOINE ENVIRONNEMENTALE

3.1.4 LA TRAME VERTE ET BLEUE : ARMATURE DES CONTINUITES ECOLOGIQUES

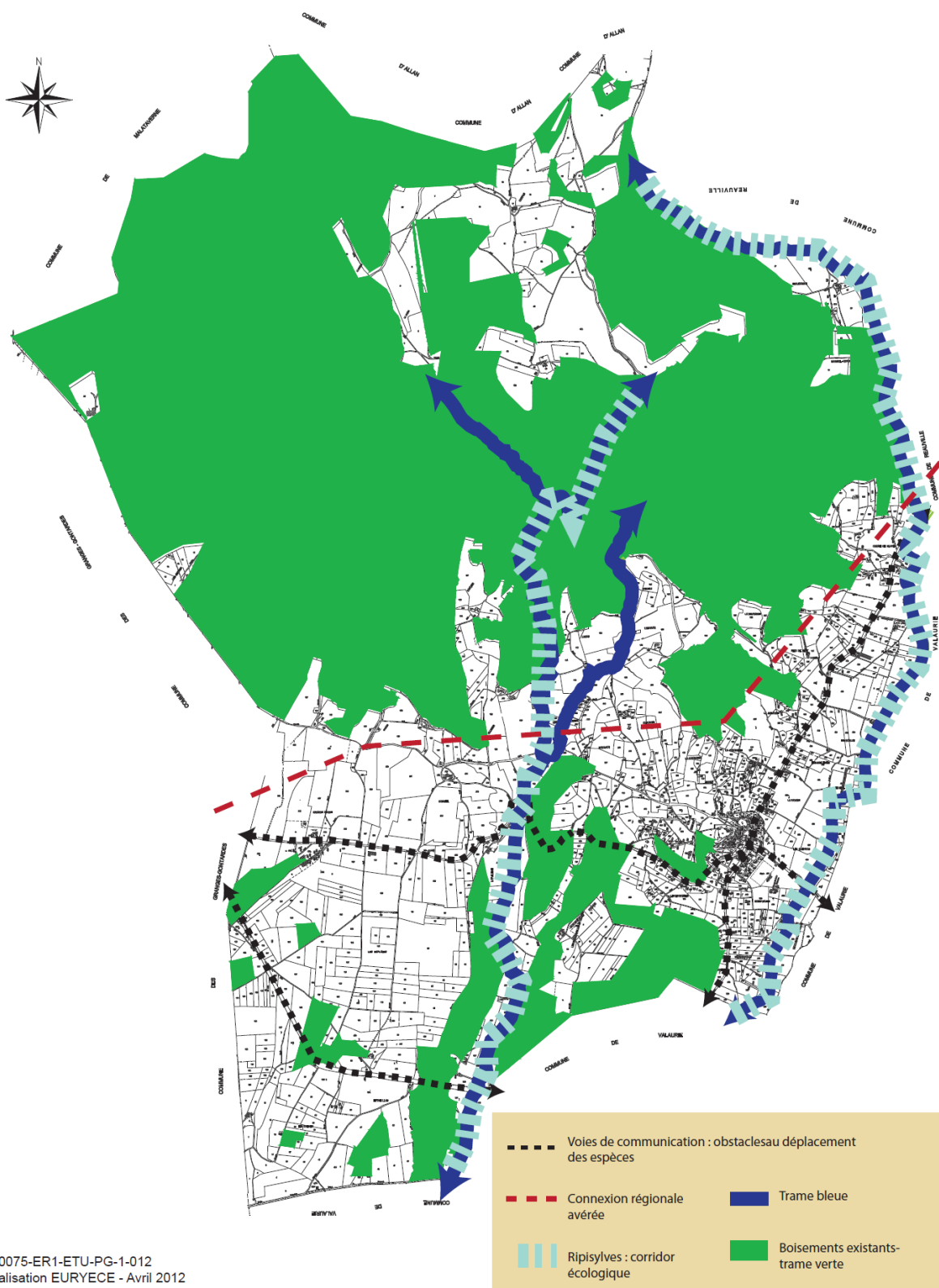
Les rivières, ruisseaux, fossés, zones humides ainsi que le réseau de haies, de bois, bosquets sont le support des continuités écologiques du fait qu'il s'agit tout à la fois de milieux favorables au développement de la faune et de la flore naturelle, ainsi que de milieux permettant d'assurer les échanges entre bassins écologiques (Cf. carte des Trames bleues et vertes ci-après).

Ces continuités sont à ce titre prépondérantes pour le maintien et le développement de la diversité environnementale du territoire. Ces espaces, trop souvent banalisés ou négligés, sont mis à mal par le développement urbain mais également par les infrastructures viaires qui n'intègrent pas leurs spécificités dans leur conception.

VOIR PAGE SUIVANTE- CARTE DES TRAMES BLEUES ET VERTES

FIGURE 72 CARTE DES TRAMES BLEUES ET VERTES

TRAMES VERTE ET BLEUE



R10075-ER1-ETU-PG-1-012
Réalisation EURYECE - Avril 2012

3.2 PATRIMOINE BATI

3.2.1 LE PATRIMOINE BATI REMARQUABLE

3.2.1.1 Le centre médiéval et demeures isolées

La commune possède un patrimoine bâti d'une grande qualité. Le centre historique avec ces rues étroites formés par l'alignement de maisons de village, ses montées, sa forteresse enserré dans ces remparts ponctués de portes. Des bâtisses remarquables sont à noter notamment la maison des Vocations tardives en entrée sud du village et le château, aujourd'hui propriétés privées.

Les édifices religieux sont nombreux sur la commune et viennent enrichir ce patrimoine :

- la chapelle castrale Saint Germain d'architecture du XII^{ème} siècle se trouvant dans l'enceinte du château,
- l'église paroissiale du XIX^{ème} siècle,
- la chapelle Saint Joseph à l'extrémité méridionale du plateau de Mazeiras (restauré en 1996)
- le sanctuaire Saint Joseph construit en 1875



Chapelle castrale Saint Germain



Ancienne maison des Vocations tardives



Eglise paroissiale



la chapelle Saint Joseph (plateau de Mazeiras)



Sanctuaire Saint Joseph construit en 1875

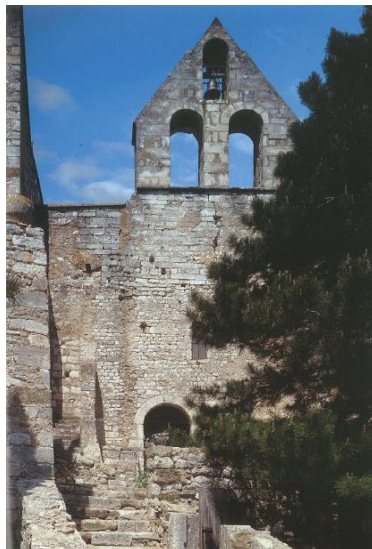
Le centre village comporte des espaces publics de grande qualité, rénové lors de l'aménagement de la traversée du village :

- Le parking devant la salle des fêtes ;
- La rue Comtabise qui assure la desserte du centre ancien ;
- La rue montante au château.



3.2.1.2 Les monuments historiques et sites remarquables

La chapelle du château est inscrite à l'Inventaire des Monuments Historiques depuis 1926.



VOIR PAGE SUIVANTE- PERIMETRE DE PROTECTION AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES

FIGURE 73 PERIMETRE DE PROTECTION AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES (SERVITUDE AC1)

PERIMETRE DE PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES



3.2.2 LES SITES ARCHEOLOGIQUES

La protection des sites archéologiques recensés sur le territoire de ROUSSAS relève des dispositions relatives à la prise en compte du patrimoine archéologique dans les opérations d'urbanisme. Les dispositions relatives à la protection du patrimoine archéologique et à sa prise en compte dans les opérations d'urbanisme peuvent être mises en œuvre par l'autorité compétente pour délivrer les autorisations d'urbanisme (art. R. 111-3-2, R. 442-6 et R. 315-28 du Code de l'Urbanisme).

La commune de ROUSSAS possède des zones archéologiques à protéger :

1/ Au lieu-dit Station des Grèzes, Combe de Berre : occupation néolithique

2/ au lieu-dit « le Moulon », parcelles 36, 97, 100, 138 : oppidum, enceintes protohistorique, et occupations âge du fer, gallo-romaine.

3/ Au lieu-dit Baumo Dou Chinas, Deloulle : Occupations néolithique, âge de bronze, gallo-romain et grotte sépulcrale (époque indéterminée)

4/ au lieu-dit «les Grèzes », Combe de Berre : parcelles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 41 : villa gallo-romaine.

5/ au lieu-dit « le Fayn », parcelles 6, 229, 223, 224 : villa gallo-romaine, ferme médiévale

6/ au lieu-dit « Plancon », parcelles 216, 217 : tuile gallo-romaine, ferme médiévale.

7/ au lieu-dit « Bourg », parcelles 184, 186, 189 : église, nécropole ; parcelles 236, 360, 362, 363, 364 : Château médiéval et village médiéval, occupation gallo-romaine.

8/ au lieu-dit « les Esplannes » , parcelles 93, 111 : Nécropole gallo-romaine.

9/ au lieu-dit « le Treillas » : Nécropole gallo-romaine.

10/ Au lieu-dit les Brugières : villa gallo-romaine

11/ au lieu-dit «le Col », parcelles 143, 146, 148, 177, 178 : atelier sidérurgique romain.

12/ Les Sablières : atelier de taille néolithique

13/ Grangeneuve : occupation gallo-romaine

14/ Serre d'Allard : atelier de taille néolithique

15/ Serre d'Allard : occupation gallo-romaine

16/ les Sablières, Robert : production métallurgique époque gallo-romaine

17/ Ferme Chapus, Cougoulière : occupation gallo-romaine

18/ Ferme Chapus, Cougoulière sud : occupation gallo-romaine

19/ Ferme Chapus, les Gravières : tumulus (protohistoire ?)

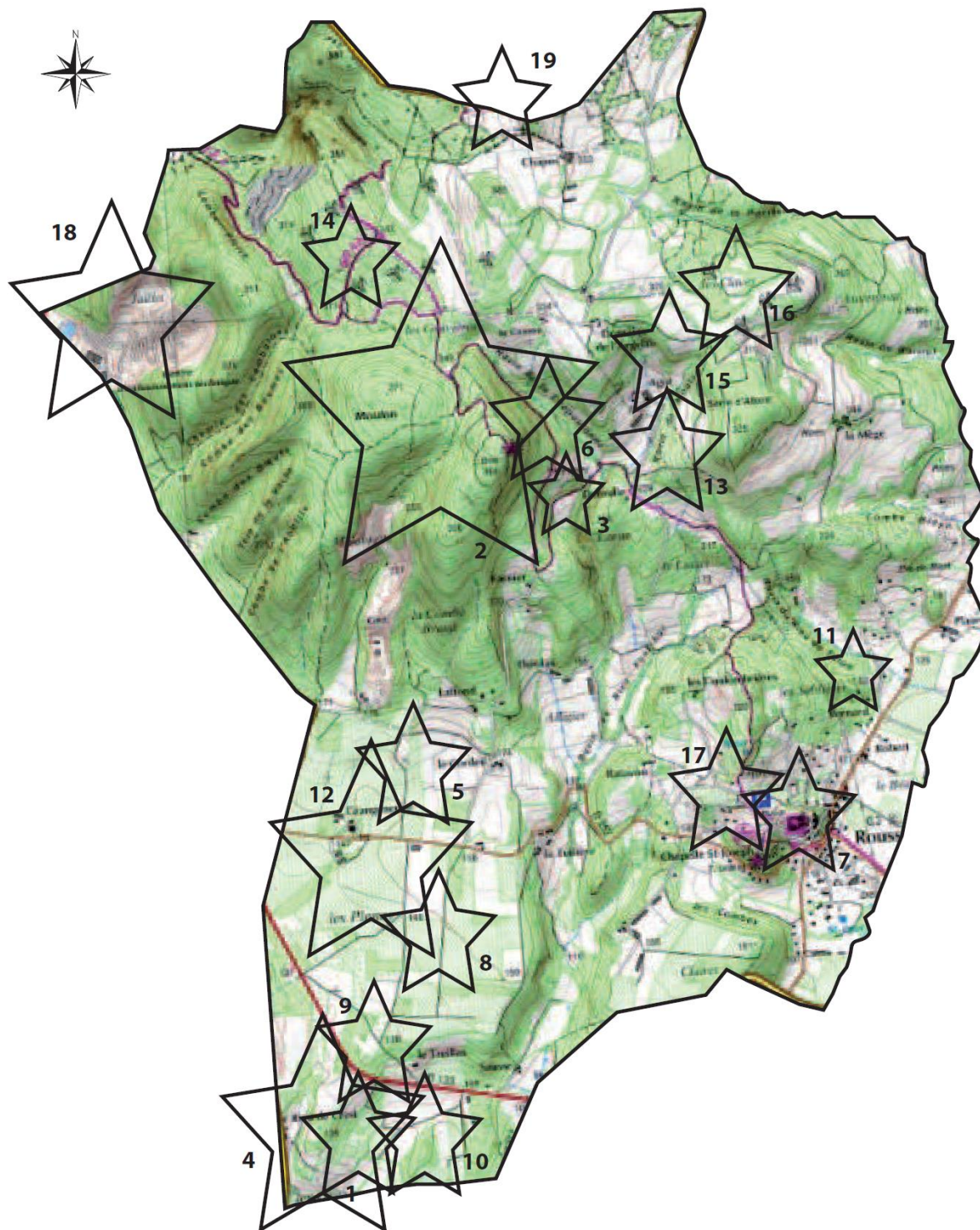
20/ Serre de Roubi : butte (époque indéterminée)

21/ D541 voie gallo-romaine ?

VOIR PAGE SUIVANTE- CARTE DES SITES ARCHEOLOGIQUES

FIGURE 74 CARTE DES SITES ARCHEOLOGIQUES

ENTITES ARCHEOLOGIQUES SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL



R10075-ER1-ETU-PG-1-024
Réalisation EURYCE - juillet 2012

4 GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

4.1 RESSOURCES EN EAU ET PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES

4.1.1 SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX

Le SDAGE Rhône Méditerranée 2010-2015 est en vigueur depuis le 17 décembre 2009. Il couvre 5 régions (PACA, Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes, Franche Comté et Bourgogne en partie) et 23 départements. Il compte également quelques communes situées dans 7 départements (Ariège, Aveyron, Loire, Lozère, Haute-Marne, Haut-Rhin, Vosges).

Il concerne 14 millions d'habitants, répartis sur un territoire de 130 000 km soit 25% du territoire national.

Le SDAGE fixe les orientations d'une gestion globale et équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques, et concourt, par sa mise en œuvre, à l'aménagement et au développement durable du bassin Rhône - méditerranée : entretien et restauration des cours d'eau, maîtrise des inondations et des prélèvements, lutte contre les pollutions, protection de la santé, préservation des zones humides, du littoral et de la biodiversité.

Les programmes et décisions de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics nationaux ou locaux doivent être compatibles ou rendus compatibles avec ses dispositions quand ils concernent le domaine de l'eau. Le SDAGE Rhône méditerranée met l'accent sur huit orientations fortes :

- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité;
- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques;
- Intégrer les dimensions sociales et économiques dans la mise en œuvre des objectifs environnementaux;
- Organiser la synergie des acteurs pour la mise en œuvre de véritables projets territoriaux de développement durable;
- Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions toxiques et la protection de la santé;
- Préserver et développer les fonctionnalités naturelles des bassins et des milieux aquatiques;
- Atteindre et pérenniser l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir;
- Gérer les risques d'inondation en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau.

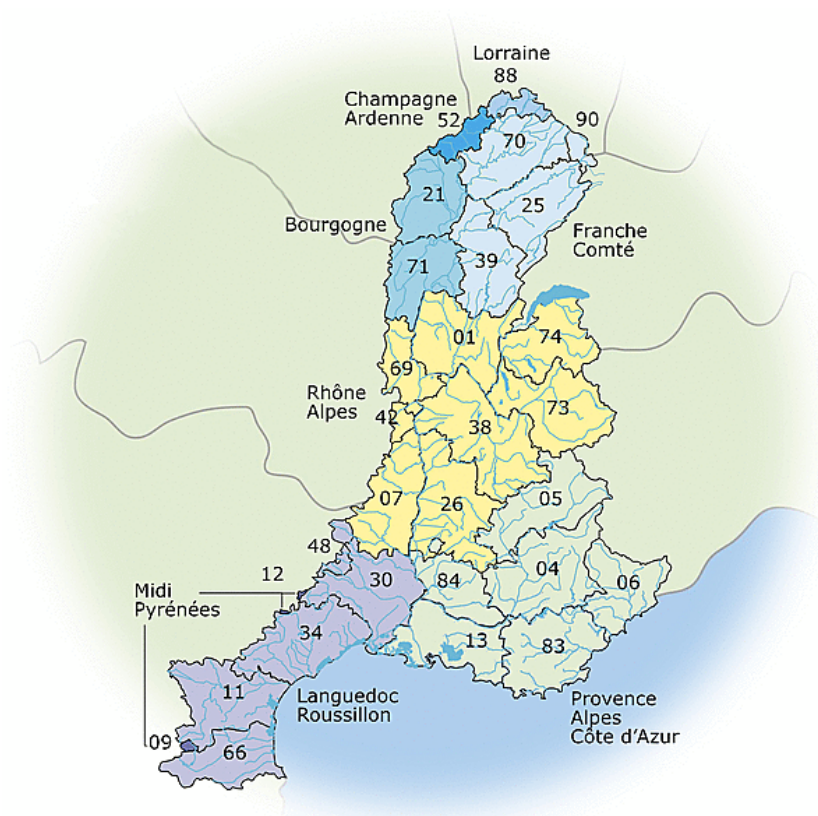


FIGURE 75 PERIMETRE DU BASSIN RHONE MEDITERRANEE

4.1.2 CONTRAT DE RIVIERE

Il n'existe aucun contrat de rivière sur la commune de Roussas.

4.1.3 CAPTAGES D'EAU POTABLE

La commune de Roussas ne possède pas de captage d'eau potable sur son territoire.

Il dépend du captage d'eau potable situé sur la commune de Valaurie, au sud du territoire communal de Roussas.

La procédure de mise en place des périmètres de protection des points d'eau est actuellement en cours pour ce captage.

Par ailleurs, la commune de ROUSSAS dépend du syndicat des Eaux Valaurie Roussas. Le syndicat a lancé récemment un schéma directeur d'alimentation d'eau potable.

4.1.4 ZONES VULNERABLES AUX NITRATES

Le territoire ne possède aucune zone recensée comme vulnérables aux nitrates (source : DREAL- base de données CARMEN)

4.1.5 ZONES HUMIDES

4.1.5.1 Qu'est-ce qu'une zone humide ?

« On entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année »

Les zones humides sont des écotones, espaces de transition entre la terre et l'eau, qui remplissent diverses fonctions leur conférant des valeurs biologiques, hydrologiques, économiques et sociologiques remarquables :

- Des fonctions biologiques :

Les zones humides sont des milieux de vie remarquables pour leur biodiversité. De nombreuses espèces végétales et animales y sont inféodées : en France métropolitaine, bien qu'elles ne couvrent que 3 % du territoire, elles hébergent un tiers des espèces végétales remarquables ou menacées, la moitié des espèces d'oiseaux et la totalité des espèces d'amphibiens et de poissons. Ce sont des lieux d'abri, de nourrissage et de reproduction pour de nombreuses espèces, indispensables à la reproduction des batraciens. Elles constituent des étapes migratoires, des lieux de reproduction ou d'hivernage pour de nombreuses espèces d'oiseaux aquatiques et de poissons.

- Des fonctions hydrologiques :

Les zones humides participent à la régulation du débit des cours d'eau (atténuation des crues, prévention des inondations et soutien d'étéage). Leur capacité de stocker et de restituer progressivement de grandes quantités d'eau, permet l'alimentation des nappes d'eau souterraines et superficielles. En favorisant l'épuration grâce à leur riche biocoenose, elles participent à la préservation de la qualité de l'eau.

- Des fonctions économiques :

Des zones humides dépendent de nombreuses activités économiques, telles l'élevage, l'aquaculture de crustacés, de mollusques ou de poissons, la pêche ou la production d'osier, de sel ou de tourbe.

- Des fonctions sociales et culturelles :

De par leur grande qualité paysagère, les zones humides sont des lieux de détente, de découverte et de loisirs, propices à de nombreuses activités récréatives, telles la navigation, la chasse ou la pêche.

4.1.5.2 Les zones humides de la Vence

La commune recense **deux zones humides rattachées à la Vence** qui remplissent des fonctions hydro biologiques en assurant à la fois :

- l'expansion naturelle des crues ;

- un soutien naturel d'étiage (alimentation des nappes phréatiques, émergence de nappes phréatiques, recharge et protection de celles-ci) ;
- des fonctions d'épuration (rétention de sédiments et de produits toxiques, recyclage et stockage de matière en suspension,...)

Ces deux zones assurent également des fonctions biologiques en tant qu'habitat pour une mosaïque d'espèces faunistiques et floristiques.

Elles remplissent un rôle d'écotone au sein d'un complexe écologique local. Il est donc important de protéger et préserver ces milieux.

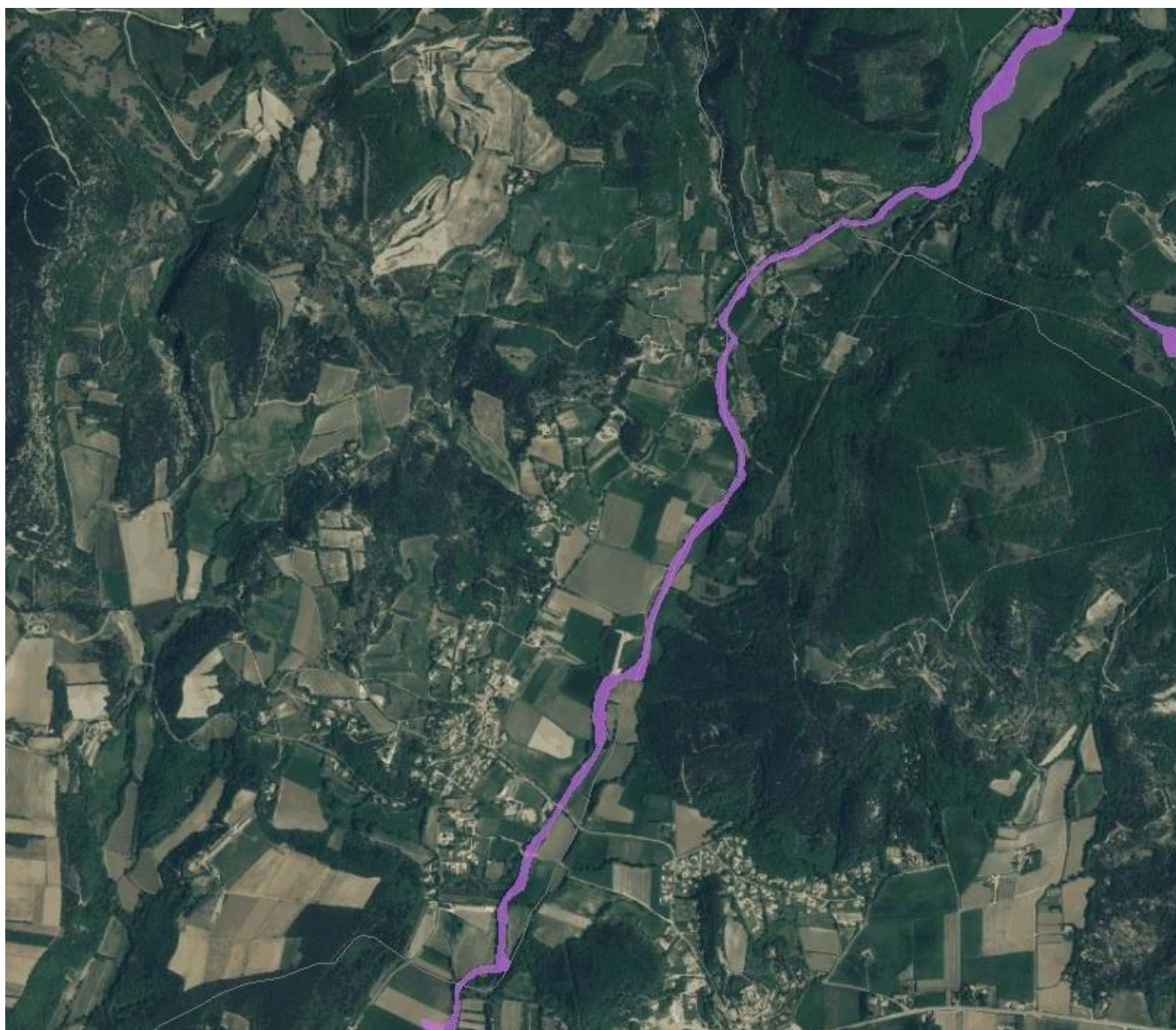


FIGURE 76 ZONE HUMIDE DE LA VENCE

4.2 PRODUCTION D'ENERGIE

La commune dispose d'un parc éolien de 12 éoliennes, situé à environ 340 m d'altitude sur le Plateau de l'Argelas balayé toute l'année par le Mistral.



Droits : Eolères

Les caractéristiques du parc :

Type d'éolienne	Vestas V66
Hauteur du mat	60 m
Hauteur en bout de pale	93 m
Diamètre rotor	66 m
Nombre de pâle	3

Capacité de l'éolienne	1.75 MW
Puissance totale	21 MW
Production annuelle	Approx. 52 millions de kWh
Equivalent en conso. Électrique	Approx. 20 800 personnes
Emission de CO2 annuelle évitée	Approx. 18 000 tonnes
Année de mise en service	2006

Ce parc permet d'économiser environ 18 000 tonnes de CO² par an et alimente en électricité propre les besoins de plus de 24 000 personnes chaque année.

5 LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

5.1 LES RISQUES NATURELS

5.1.1 LE RISQUE INONDATION

La commune n'est couverte par aucun Plan de Prévention des Risques.

Le Dossier Communal Synthétique (DCS) des risques majeurs de décembre 2001 informe d'un risque d'inondation occasionné par le débordement de la Vence.

Cet étude des crues de la Vence a été menée par le bureau d'étude Hydratech en 1990, publiée dans l'atlas des zones inondables du département de la Drôme. Le débordement de ce cours d'eau correspond à une crue de type torrentiel caractérisé par une montée rapide des eaux pouvant entraîner un affouillement des berges ainsi qu'un apport d'embâcles (végétaux, graviers).

Les ruisseaux présents sur le territoire communal génèrent une bande d'inconstructibilité de l'ordre de 20 m de part et d'autre de l'axe d'écoulement afin de limiter toute inondation ou érosion en période de crue sur les secteurs concernés.

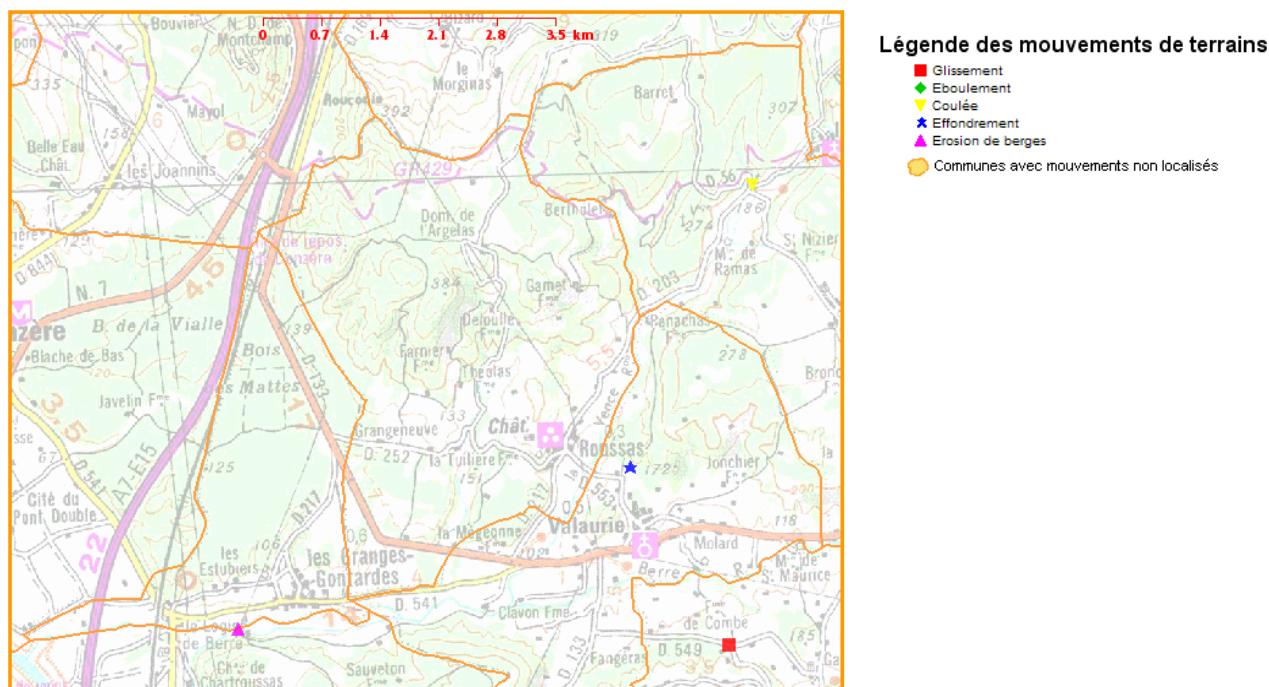
Historique des arrêtés interministériels portant constatation de l'état de catastrophe naturelle :

Evènement	Date	Arrêté	Journal Officiel
Inondations et coulées de boue	9 au 12/10/1988	8/12/1988	15/12/1988
Inondations et coulées de boue	22 au 24/09/1993	11/10/1993	12/10/1993
Inondations et coulées de boue	30/09 au 1/10/1993	11/10/1993	12/10/1993

VOIR PAGE SUIVANTE- CARTE DES ZONES INONDABLES

5.1.2 LE RISQUE MOUVEMENT ET GLISSEMENT DE TERRAINS

La commune n'est pas concernée par le risque de mouvement et de glissement de terrains.



Source- BRGM- mouvement de terrain

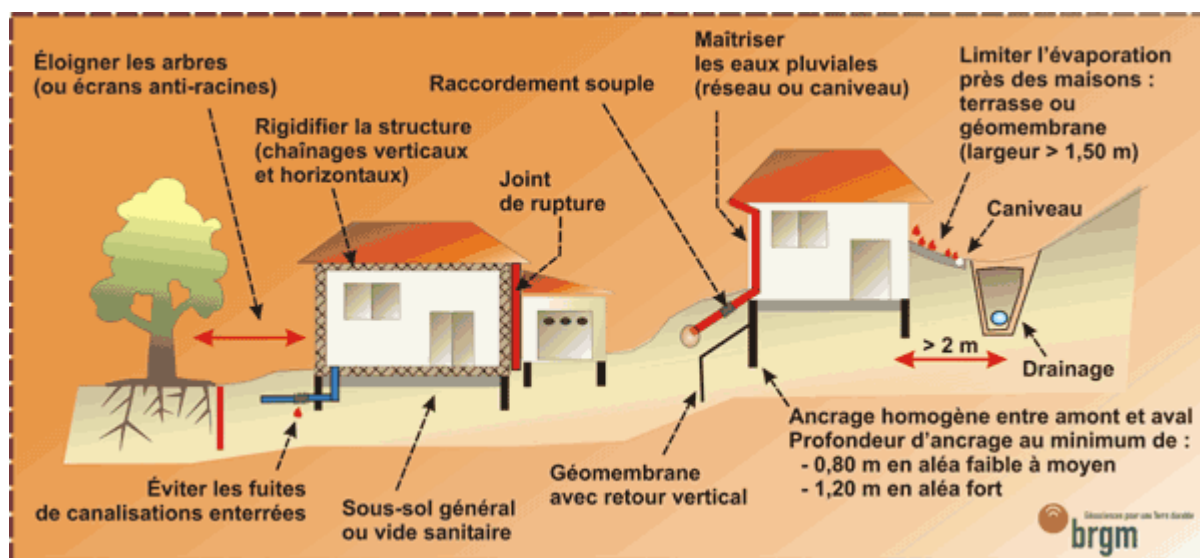
5.1.3 LE RISQUE DE RETRAIT-GONFLEMENT DES ARGILES

La commune de Roussas est concernée en majorité par des zones de susceptibilité faible à moyenne de retrait-gonflement des argiles avec des poches de susceptibilité forte.

Ce phénomène se caractérise par des sols argileux qui se rétractent ou se relâchent en fonction de la teneur en eau, provoquant des tassements différentiels des sols et pouvant engendrer des dégâts importants aux constructions (fissures à proximité des murs porteurs, aux angles des maisons, distorsion des portes et fenêtre, ruptures de canalisations enterrées, ...). Ces tassements peuvent être amplifiés en cas d'hétérogénéité du sol ou lorsque les fondations présentent des différences d'ancrage d'un point à un autre de la maison (cas des maisons construites sur terrain en pente, ...).

Les zones bâties de Roussas sont principalement concernées par un aléa moyen de retrait-gonflement d'argiles mais également fort sur les zones de coteaux.

Afin de limiter ce risque dans les zones affectées, il est nécessaire de respecter les règles de constructions particulières suivantes :



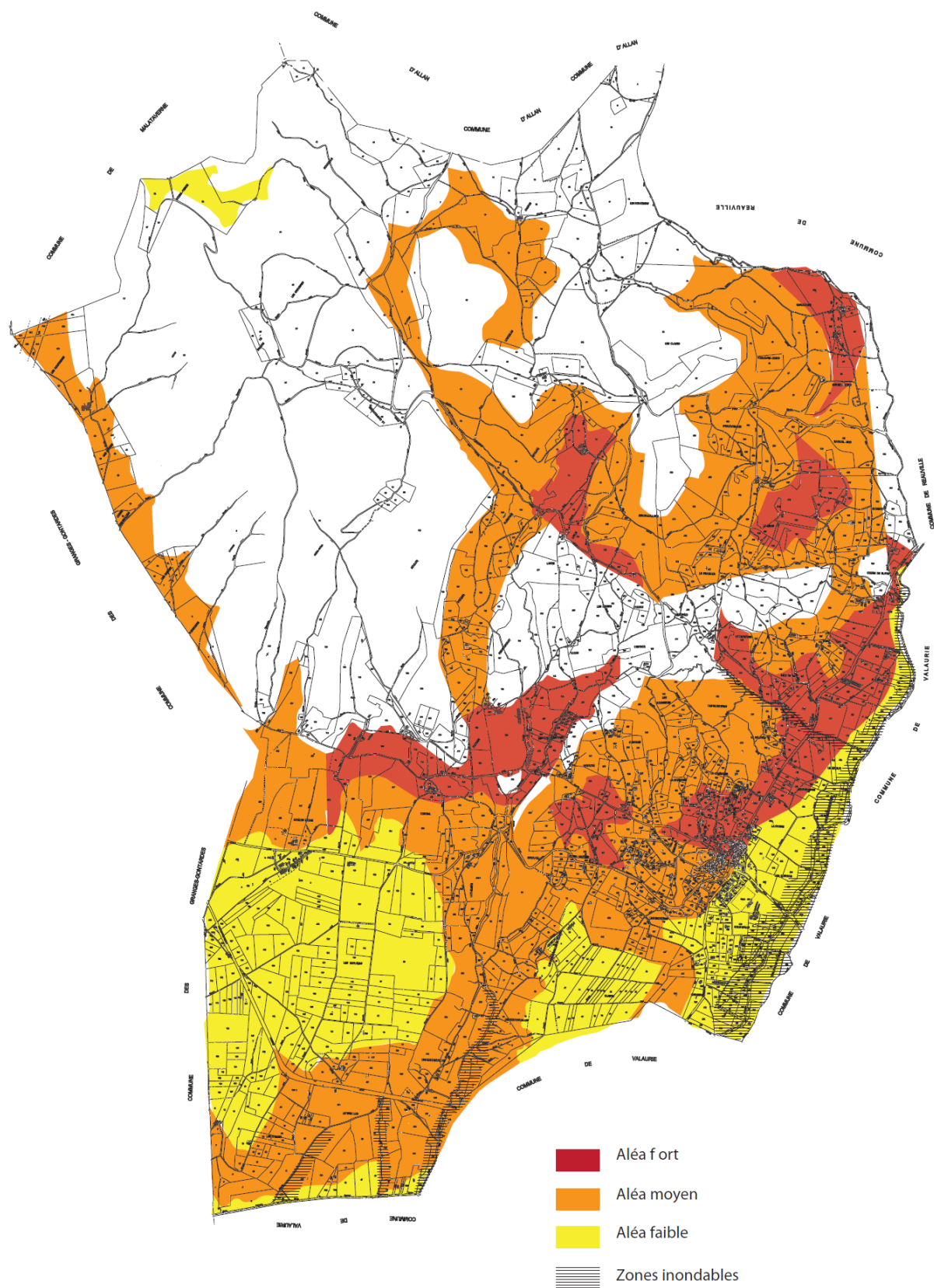
La cartographie départementale de l'aléa retrait-gonflement d'argiles a été établie par le BRGM pour délimiter les zones sensibles afin de développer la prévention du risque.

Elle est accessible sur internet à l'adresse suivante www.argiles.fr. La prise en compte de ce risque n'entraîne pas de contraintes d'urbanisme, mais passe par la mise en œuvre de règles constructives détaillées sur le site « argiles.fr ». Leur application relève de la responsabilité des maîtres d'œuvre et des maîtres d'ouvrage.

VOIR PAGE SUIVANTE- CARTE DE L'ALEA RETRAIT-GONFLEMENT DES SOLS ARGILEUX

FIGURE 78 CARTE DE L'ALEA RETRAIT-GONFLEMENT DES SOLS ARGILEUX

RISQUE ALEA RETRAIT - GONFLEMENT DES ARGILES



5.1.4 LE RISQUE SISMIQUE

Le décret du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique divise le territoire en cinq zones de sismicité croissante de 1 (très faible) à 5 (forte), selon l'importance des secousses.

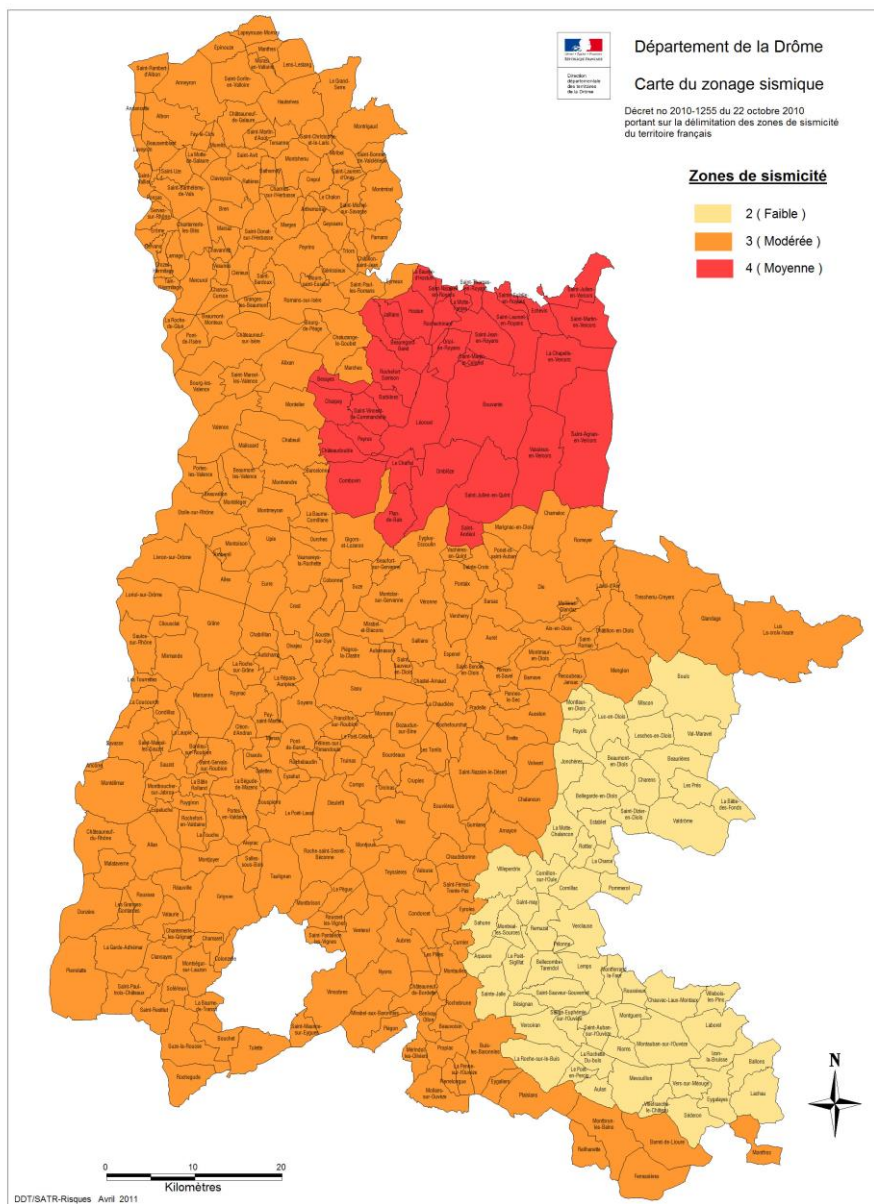
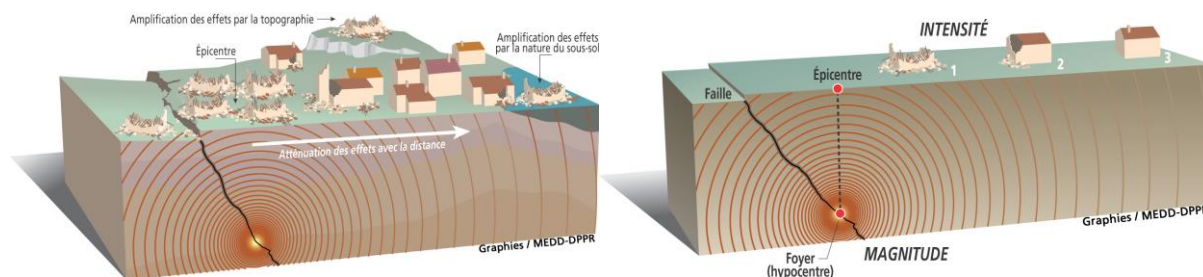


FIGURE 79 CARTE DU RISQUE SISMIQUE DANS LA DROME

En conséquence, la commune de ROUSSAS est zonée en risque sismique modéré.



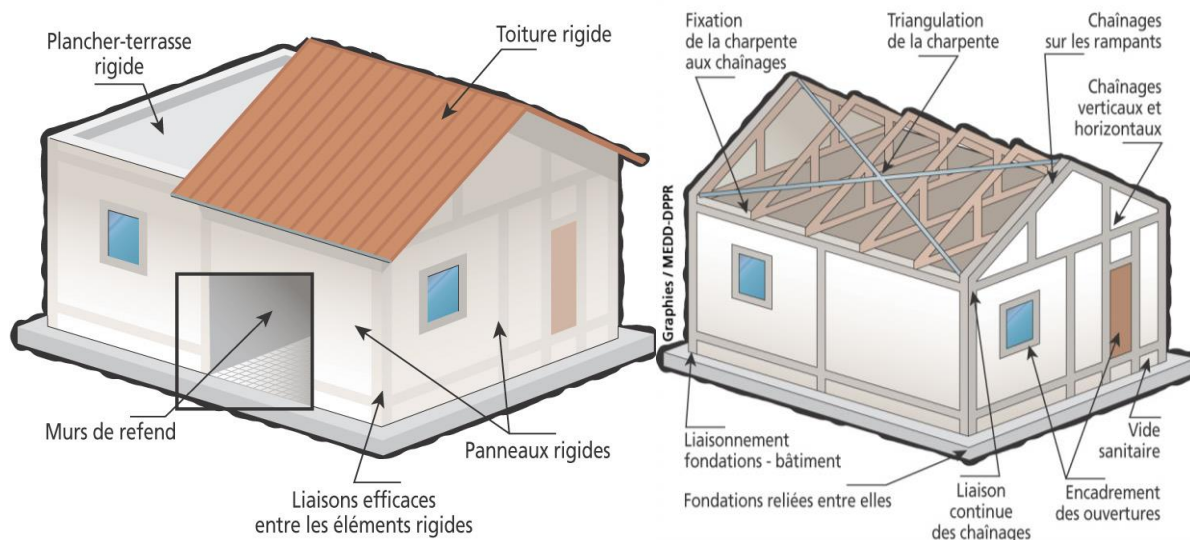
Par Décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 fixant les conditions d'application, des règles parasismiques à la construction, sont applicables sur l'ensemble du territoire communal depuis le 1er mai 2011.

Ces règles de construction tendent à limiter les dommages subis par les constructions. Sont concernés non seulement les Immeubles de Grande Hauteur (IGH) et les Etablissements Recevant du Public (ERP) mais également les constructions à usage d'habitation individuelle ou collective.

Les grands principes de construction parasismique :

- fondations reliées entre elles,
- liaisonnement fondations-bâtiments-charpente,
- chaînages verticaux et horizontaux avec liaison continue,
- encadrement des ouvertures (portes, fenêtres),
- murs de refend,
- panneaux rigides,
- fixation de la charpente aux chaînages,
- triangulation de la charpente,
- chaînage sur les rampants,
- toiture rigide,

Le respect des règles de construction parasismique ou le renforcement de sa maison permettent d'assurer au mieux la protection des personnes et des biens contre les effets des secousses sismiques.



Lors de la demande du permis de construire pour les bâtiments où la mission PS est obligatoire, une attestation établie par le contrôleur technique doit être fournie. Elle spécifie que le contrôleur a bien fait connaître au maître d'ouvrage son avis sur la prise en compte des règles parasismiques au niveau de la conception du bâtiment.

A l'issue de l'achèvement des travaux, le maître d'ouvrage doit fournir une nouvelle attestation stipulant qu'il a tenu compte des avis formulés par le contrôleur technique sur le respect des règles parasismiques.

5.1.5 LE RISQUE INCENDIE

La commune de Roussas présente une superficie de 1607 hectares dont 900 de superficie forestière soit un taux avoisinant les 56%

Un **Schéma Départemental de Protection des Forêts contre l'Incendie** a été élaboré et diffusé en avril 1996. Il détermine la carte des risques feux de forêts dans le département.

Un **Schéma d'Evaluation du risque d'Incendie de Forêts** pour la vallée du Rhône et les collines rhodaniennes a été réalisé pour le compte du Conseil Général de la Drôme en mai 1996.

Un **atlas départemental des risques feux de forêts** a été réalisé en 2002 identifiant les superficies à risque (aléa) pour les communes de la Drôme.

La commune est concernée par un risque d'incendie dans le massif forestier Sud-Est de Montélimar. Une carte des aléas liés au risque feux de forêt a été établie sur le territoire communal les superficies concernées selon le niveau d'aléas (moyen à élevé).

	Aléa faible	Aléa Moyen	Aléa élevé
Superficie	279 hectares	390 hectares	230 hectares

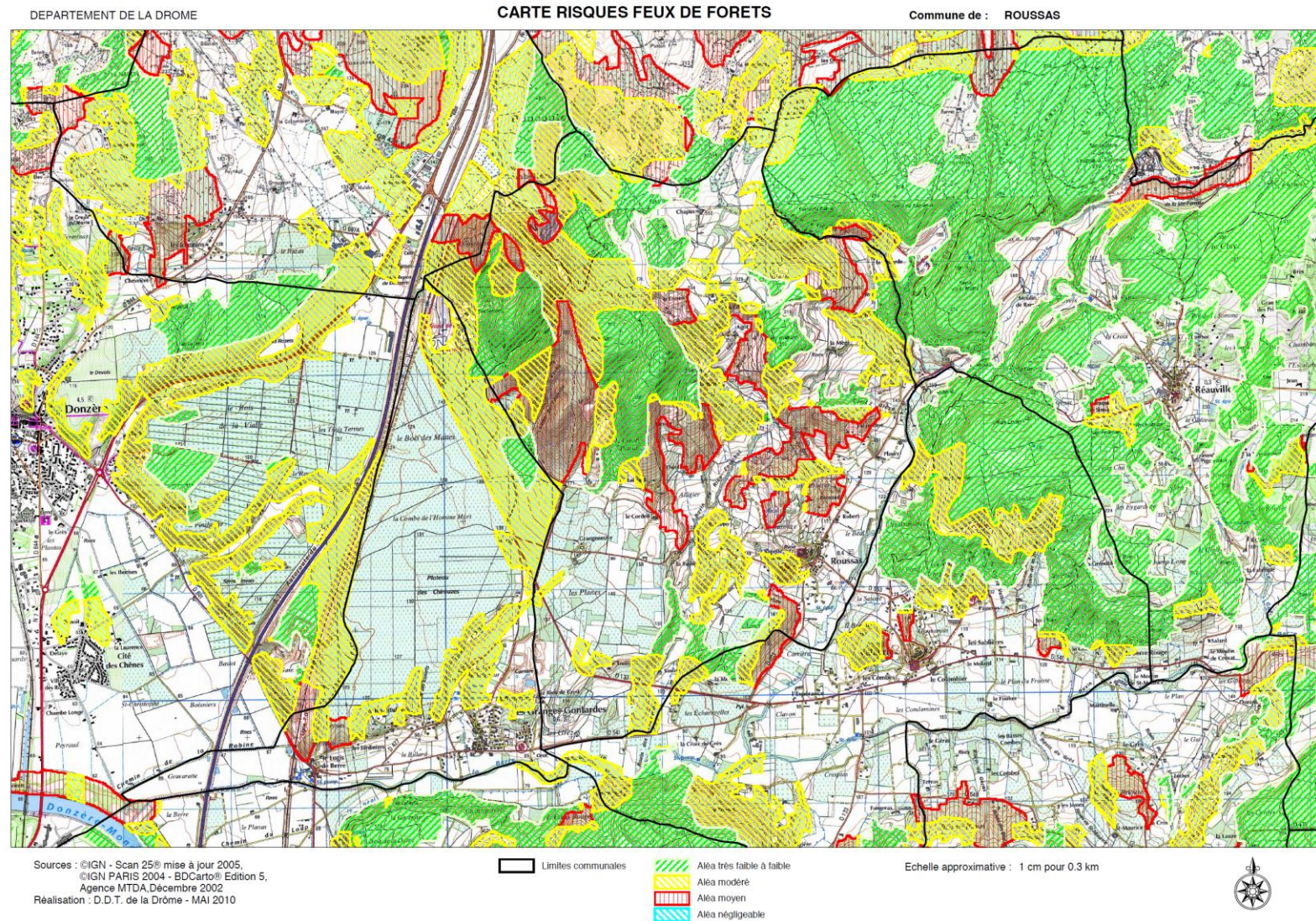
L'historique des feux dans la commune fait apparaître 6 feux de forêts depuis 1976 pour 30 ha parcourus et 10 feux de l'espace rural depuis 1988.

La valeur de l'indication classique RMA (Risque Moyen Annuel) est de 0,07.

Un feu important est possible du fait de la taille du massif (très morcelé), mais les risques pour les personnes et les biens restent limités, du fait d'un habitat majoritairement cantonné dans les milieux ouverts. L'indice de risque pour la population est donc moyen.

La commune de ROUSSAS, du fait de l'importante superficie d'espaces boisés sur son territoire, est soumise aux règles de débroussaillage en application de la loi du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt et par arrêté n°08-0011 du 2 janvier 2008 réglementant l'emploi du feu et le débroussaillage préventif des incendies de forêt.

FIGURE 80 : CARTE D'ALEAS FEUX DE FORETS



L'arrêté préfectorale n°08-0012 définit la zone à risque faible pour les incendies de forêt, au vu des annexes la commune de ROUSSAS n'appartient pas à la zone de risque faible incendie. Celle-ci est située dans une zone d'incendie moyen à fort où les obligations de débroussaillage s'appliquent.

La loi énonce les obligations de débroussaillage à proximité des habitations, infrastructures et installations de toute nature.

Le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé autour des constructions, installations et terrains dans les zones situées à l'intérieur ou à moins de 200 m des terrains forestiers, doit être effectué sur une profondeur de 50 m autour des constructions et installations (pouvant être porté à 100 m par le maire et jusqu'à 200 m par le préfet) et 10 m de part et d'autre des voies privées d'accès. L'obligation de débroussaillage s'étend, le cas échéant, sur les propriétés voisines. En zone urbaine, l'obligation de débroussailler s'étend à l'ensemble du terrain. Sont également concernés par ces dispositions les terrains supportant une opération d'urbanisme et les terrains de camping.

Le débroussaillage doit être effectué par les propriétaires des constructions, chantier, installations,... et à leur charge. Le maire est chargé du contrôle de l'exécution de ce débroussaillage. Si les intéressés n'exécutent pas les travaux prescrits, la commune y pourvoit d'office après mise en demeure du propriétaire et à sa charge.

Les infractions au débroussaillage sont régies par l'article 14-annexe 3 de l'arrêté préfectorale n°08-0011. Celles-ci peuvent, suivant les cas, être sanctionnées au titre des contraventions de 4^{ème} classe (amende maximum de 750 €) ou par une contravention de 5^{ème} classe (1500 € maximum).

Par ailleurs, cet arrêté préfectoral fixe les mesures afin de prévenir les incendies de forêt :

- consigne de sécurité pour l'incinération de végétaux ;
- cahier des charges pour le brûlage dirigé ;
- cahier des charges pour les incinérations ;



PREFECTURE DE LA DROME

ARRÊTE n°08-0011

réglementant l'emploi du feu et le débroussaillage préventif des incendies de forêt

Le Préfet,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code Forestier et notamment le titre II du livre III (L321-1 à 323-2 et R321-1 à 322-9)
VU la loi 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code de l'Environnement,
VU le Code de l'Urbanisme,
VU le Code Pénal et notamment ses articles R 610-5, R 632-1 et R 635-8,
VU l'avis de la Sous-commission Consultative Départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie de forêts, landes, maquis et garrigues,
SUR la proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

ARRÊTE

Article 1

L'arrêté permanent n°252 du 21 janvier 1997 en vu de prévenir les incendies de forêt est abrogé.

SECTION 1 : EMPLOI DU FEU

TITRE 1 : PREAMBULE

Article 2 : définitions

Les expressions utilisées dans le présent arrêté sont définies ainsi :

- Les **espaces sensibles** désignent les bois, forêts, plantations, reboisements, landes, maquis et garrigues. Ils constituent des formations ligneuses combustibles dont sont exclus les vergers régulièrement entretenus.
- Périodes :
 - La période **rouge** est la période très dangereuse pendant laquelle le niveau de risques d'incendies est le plus élevé. Elle recouvre les mois de **juillet et août**.
 - la période **orange** est la période dangereuse pendant laquelle le niveau de risques d'incendies est élevé. Elle recouvre les mois de **février et mars**
 - la période **verte** correspond à la période a priori la moins sensible aux risques d'incendies. Elle recouvre les mois de **septembre à janvier et d'avril à juin**.

Le calendrier de la période très dangereuse pourra être modifié par arrêté en fonction du risque.

- Vent :

Un **vent fort** est caractérisé par une vitesse moyenne supérieure à 40 km/heure, c'est-à-dire lorsque les grosses branches ou le tronc des jeunes arbres sont agités,

Un **temps calme** est caractérisé par une vitesse moyenne du vent inférieure à 20 km/heure,

TITRE 2 - DISPOSITIONS APPLICABLES AU PUBLIC

Article 3 : interdictions

Toute l'année, en dehors des cas prévus dans les articles 4 et 9, il est interdit à toutes les personnes autres que les propriétaires ou leurs ayants droit, de porter ou d'allumer du feu, de jeter des objets en combustion à l'intérieur et à moins de 200 mètres des espaces sensibles, y compris sur les voies qui les traversent.

Durant les périodes rouge et orange, il est interdit aux mêmes personnes de fumer à l'intérieur des espaces sensibles, y compris sur les voies qui les traversent.

Article 4 : dérogations pour l'accueil du public

Lorsqu'une zone située dans un espace sensible est aménagée pour l'accueil du public, le propriétaire, ou le gestionnaire avec l'accord du propriétaire, peut demander une dérogation à l'emploi du feu pendant la période rouge dans des foyers spécialement aménagés. Cette dérogation ne pourra s'appliquer que par temps calme. Un arrêté préfectoral en précisera les modalités pratiques d'aménagement, de sécurité et de contrôle de ces foyers.

Article 5 : déchets (rappels)

Les dépôts d'ordures étant une cause fréquente d'incendie, il est rappelé qu'il est interdit à toute personne d'abandonner, de déposer ou de jeter des déchets en un lieu où elle n'est ni propriétaire ni ayant droit.

Lorsqu'un dépôt d'ordures ménagères présente un danger d'incendie pour les bois, forêts, landes, maquis, plantations ou reboisements, le maire doit prendre toutes mesures utiles pour faire cesser ce danger.

TITRE 3 : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PROPRIETAIRES ET A LEURS AYANTS DROIT

Article 6 : exclusions (rappel)

Les restrictions à l'emploi du feu prévues par le présent arrêté ne s'appliquent pas aux habitations et à leurs dépendances, aux ateliers et usines, sous réserve de l'observation des prescriptions édictées par l'autorité publique, ni aux cas prévus par l'article 9.

Article 7 : interdictions

Il est interdit aux propriétaires et à leurs ayants droit de porter ou d'allumer du feu, de jeter des objets en combustion à l'intérieur et à moins de 200 mètres des espaces sensibles, y compris sur les voies qui les traversent :

- par vent fort, quelle que soit la période
- pendant la période rouge
- pendant la période orange sauf dans les cas prévus dans les articles 8 et 9.

Durant la période rouge, il est interdit aux propriétaires et leurs ayants droit de fumer à l'intérieur des espaces sensibles, y compris sur les voies qui les traversent.

Article 8 : dérogations pour l'incinération des végétaux

Tous les propriétaires et leurs ayants droit qui veulent incinérer des végétaux coupés ou sur pied à l'intérieur et à moins de 200 mètres des espaces sensibles et sur les voies qui les traversent doivent se conformer aux dispositions suivantes :

- vent fort : l'incinération est interdite
- période rouge : l'incinération est interdite
- période orange : l'incinération peut être pratiquée selon les modalités ci-dessous :

- dépôt contre récépissé d'une déclaration en mairie du lieu de l'incinération conformément au modèle figurant en annexe 1 du présent arrêté
 - délai minimum de 48 heures entre le dépôt de la demande en mairie et le début des travaux (de préférence 5 jours francs avant)
 - durée de la dérogation limitée à 30 jours
 - présence obligatoire du bénéficiaire qui devra respecter les consignes de sécurité définies par l'annexe 1 du présent arrêté et en particuliers éteindre les feux avant la nuit.
 - avertissement le matin même des travaux du Centre de Traitement de l'Alerte (CTA) au Service Départemental d'Incendie et de Secours par téléphone.
- période verte : l'incinération peut être pratiquée sous l'entière responsabilité du propriétaire ou de ses ayants droit sans négliger les règles de sécurité habituelles. Sauf dérogation, les feux devront être éteints avant la nuit.

TITRE 4 : DISPOSITIONS SPECIFIQUES

AU BRÛLAGE DIRIGÉ ET AUX FEUX TACTIQUES

Article 9 : conditions d'intervention de l'équipe de brûlage dirigé

L'équipe départementale de brûlage dirigée intervient à l'intérieur et à moins de 200 mètres des espaces sensibles, après avis de la DDAF, de l'ONF et du SDIS, selon les modalités du cahier des charges figurant en annexe 2 du présent arrêté, à la demande des propriétaires ou de leurs ayants droit, de collectivités publiques, ou d'associations syndicales autorisées mandatées par des propriétaires des terrains concernés, ou dans les périmètres où les travaux ont été déclarés d'utilité publique.

Article 10 : feux tactiques (rappel)

Conformément à la loi du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile, le commandant des opérations de secours peut, même en l'absence d'autorisation du propriétaire ou de ses ayants droits, pour les nécessités de la lutte contre l'incendie, recourir à des feux tactiques.

TITRE 5 : DISPOSITIONS COMMUNES

Article 11 : feux d'artifice (rappel)

L'utilisation des artifices de type K1 à K4 est assimilable à l'emploi du feu et par conséquent soumise à la réglementation suivante dans les zones à risques :

- en période verte et par temps calme :
 - ↳ libre pour les artifices de type K1 à K3
 - ↳ soumise à déclaration en Préfecture pour les artifices de type K4.
- en période orange et par temps calme :
 - ↳ libre pour les artifices de type K1
 - ↳ soumise à déclaration en mairie pour les artifices de type K2 et K3
 - ↳ soumise à déclaration en Préfecture pour les artifices de type K4
- en période rouge ou par temps non calme : interdit.

Article 12 : travaux

Les personnes responsables de chantiers qui travaillent dans les espaces sensibles devront prendre toute disposition pour se prémunir contre les risques de départ d'incendie. En particuliers, tout véhicule de chantier doit être équipé d'un extincteur à poudre polyvalente de 6 kg minimum.

Article 13 : alerte

Toute personne qui a connaissance d'un feu doit immédiatement donner l'alerte en téléphonant à l'un des numéros de secours suivant : **18** (pompiers), **17 (police ou gendarmerie)**, **112 (centre de réception des appels d'urgence)** en indiquant précisément le lieu, la nature et l'importance du sinistre.

Article 14 : sanctions

Les sanctions sont celles prévues par le Code Forestier, le Code Pénal et le Code des Assurances. Elles sont rappelées en annexe 3.

SECTION 2 : DEBROUSSAILLEMENT

Article 15 : zonage

Les dispositions de la section 2 du présent arrêté ne sont pas applicables dans les communes à risque faible d'incendie de forêt . La liste de ces communes est arrêtée par le préfet.

TITRE 1 : DEFINITIONS DU DEBROUSSAILLEMENT

Article 16 : définition générale

Le débroussaillage préventif des incendies de forêt a pour objectif de diminuer l'intensité et de limiter la propagation des incendies par la réduction des combustibles végétaux en garantissant une rupture de la continuité du couvert végétal et en procédant à l'élagage de sujets maintenus et à l'élimination des rémanents de coupes.

Article 17 : définition en bordure des infrastructures linéaires,

Le débroussaillage réglementaire en bordure des infrastructures comprend:

- la destruction de la végétation herbacée et ligneuse basse au ras du sol,
- l'enlèvement des arbres morts, dépérissant ou dominés sans avenir,
- l'élagage des arbres conservés jusqu'à une hauteur minimale de 2 mètres,
- l'élimination des rémanents par broyage, évacuation ou brûlage dans le strict respect des règles relatives à l'emploi du feu.

Article 18 : définition aux abords des constructions

Outre les opérations décrites dans l'article précédent, le débroussaillage réglementaire comprend :

- jusqu'à une distance de 10 mètres des murs, la suppression des arbres en densité excessive de façon à ce que chaque houppier soit distant d'un autre d'au moins de 2 mètres et distant de chaque construction d'au moins 2 mètres.
- la suppression des branches ou parties d'arbre surplombant les toitures.

Article 19 : définitions dans le cas de PPRIF

Dans les communes où un Plan de Prévention des Risques d'Incendies de Forêts (PPRif) est applicable, les prescriptions particulières en matières de débroussaillage se substituent aux dispositions du présent arrêté.

TITRE 2 : OBLIGATION GENERALE LIEE A L'URBANISME

Article 20 :

Dans la zone des massifs à risque du département, le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé sont obligatoires sur les zones situées à moins de 200 mètres de terrain en nature de bois, forêts, landes, maquis, garrigues, plantations ou reboisements et répondant à l'une des situations suivantes :

1. Il n'existe pas sur la commune de Plan Local d'Urbanisme (P) ou de document d'urbanisme en tenant lieu :

➡ le débroussaillage est alors obligatoire aux abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature, sur une profondeur de **cinquante mètres**, ainsi que des voies privées y donnant accès, sur une profondeur de **dix mètres** de part et d'autre de la voie.

Dans ce cas, les travaux sont à la charge du propriétaire des constructions, chantiers, travaux et installations et de ses ayants droit.

2. Il existe sur la commune un PLU ou un document d'urbanisme en tenant lieu et les terrains ne sont pas situés dans les zones urbaines délimitées par l'un de ces documents :

➡ le débroussaillage est également obligatoire aux abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature, sur une profondeur de **cinquante mètres**, ainsi que des voies privées y donnant accès, sur une profondeur de **dix mètres** de part et d'autre de la voie.

Dans ce cas, les travaux sont à la charge du propriétaire des constructions, chantiers, travaux et installations et de ses ayants droit.

3. Il existe sur la commune un PLU ou un document d'urbanisme en tenant lieu :

➡ **Doivent être débroussaillés en totalité, qu'ils portent des constructions ou non :**

3a) Les terrains situés dans les zones urbaines délimitées par l'un de ces documents,

3b) Les terrains servant d'assiette à l'une des opérations régies par les articles L. 311-1, L. 315-1 et L. 322-2 du code de l'urbanisme ;

3c) Les terrains mentionnés aux articles L. 443-1 à L. 443-4 et à l'article L. 444-1 du code de l'urbanisme ;

Dans les cas mentionnés ci-dessus (3a, 3b et 3c), les travaux sont à la charge du propriétaire du terrain et de ses ayants droit.

3d) Les terrains situés dans les zones délimitées et spécifiquement définies comme devant être débroussaillées et maintenues en état débroussaillé en vue de la protection des constructions, par un plan de prévention des risques naturels prévisibles établi en application des articles L. 562-1 à L. 562-7 du code de l'environnement.

Dans ce cas, les travaux sont à la charge des propriétaires des constructions pour la protection desquelles la servitude est établie, ou de leurs ayants droit.

Article 21

Le débroussaillage obligatoire défini dans l'article précédent, ou le maintien en l'état débroussaillé, doit être réalisé avant le 15 mai.

TITRE 3 : OBLIGATIONS A PROXIMITE DES OUVRAGES LINEAIRES

Article 22: lignes électriques

Dans la zone des massifs à risque feux de forêt du département, lorsque les lignes électriques se trouvent à moins de 10 mètres du bord extérieur d'une voie publique ou privée soumise à l'obligation de débroussailler, lors des opérations d'entretien et d'élagage prévues par l'arrêté technique, les gestionnaires des réseaux de transport et de distribution d'énergie électrique ont obligation de procéder à l'élimination systématique des rémanents (branches, feuillages,...) qui devront être soit évacués, soit broyés, soit incinérés dans le strict respect des réglementations en vigueur au plus tard le 10 juin de chaque année et en dehors de la période rouge.

Article 23 : voies ouvertes à la circulation publique

Dans la zone des massifs à risque feux de forêt du département, les propriétaires des autoroutes, des routes nationales et des routes départementales ouvertes à la circulation publique ont obligation de débroussailler et de maintenir en état débroussaillé une bande de 3 mètres de large de part et d'autre de la bordure de la chaussée et de ses annexes circulables.

Lorsque la bande traitée est essentiellement recouverte d'une végétation herbacée, la coupe à ras du sol de la végétation devra être réalisée au moins une fois par an, au plus tard le 10 juin de chaque année et en dehors de la période rouge.

Des arrêtés complémentaires fixeront en fonction d'études de risques spécifiques :

- la liste des routes communales ou des autres voies, publiques ou privées, ouvertes à la circulation publique, sur lesquelles l'obligation de débroussailler s'appliquera
- des sur largeurs spécifiques de débroussaillage adaptées aux conditions locales et la liste des voies auxquelles elles s'appliquent.

Article 24 : voies ferrées

Dans la zone des massifs à risque feux de forêt du département, les propriétaires de voies ferrées ont obligation de débroussailler et de maintenir en état débroussaillé sur une largeur de 5 mètres de part et d'autre de la bordure extérieure de la voie, au plus tard le 10 juin de chaque année et en dehors de la période rouge.

TITRE 4 : SUPERPOSITIONS DES OBLIGATIONS

Article 25 :

Lorsqu'une parcelle ou partie de parcelle se trouvant en bordure de voie ouverte à la circulation publique se trouve également en bordure de voie ferrée, l'obligation est à la charge du propriétaire de la voie ouverte à la circulation publique, sauf si le terrain est clôturé par le propriétaire de la voie ferrée.

Lorsqu'une parcelle ou partie de parcelle se trouvant en bordure de voie ouverte à la circulation publique est également soumise à l'obligation générale de débroussailler en application de l'article 20 ci-dessus, l'obligation est à la charge du propriétaire de la voie ouverte à la circulation publique, sauf si le terrain est clôturé par le propriétaire ou l'ayant droit du terrain concerné par l'article 20.

Lorsqu'une parcelle ou partie de parcelle se trouvant en bordure de voie ferrée est également soumise à l'obligation générale de débroussailler en application de l'article 20 ci-dessus, l'obligation est à la charge du propriétaire de la voie ferrée, sauf si le terrain est clôturé par le propriétaire ou l'ayant droit du terrain concerné par l'article 20.

SECTION 3 : APPLICATION

Article 26

Cet arrêté est susceptible d'un recours auprès du Tribunal Administratif de GRENOBLE dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 27

Le Secrétaire Général de la Préfecture, les Sous-Préfets de Die et Nyons, les Maires du département, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur de l'Agence Interdépartementale de l'Office National des Forêts, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile, le Commandant du Groupement de Gendarmerie, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, les gardes de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, les gardes de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, les gardes des Réserves Nationales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture,

Fait à Valence, le 2 janvier 2008

Le PREFET,

Jean-Claude BASTION

République Française
PREFECTURE DE LA DROME

**ARRETE PERMANENT
EN VUE DE PREVENIR LES INCENDIES DE FORET**

Annexe 1 à l'arrêté 08-0011 du 2 janvier 2008
prévu par l'article 8 – folio 1 2 3

**DECLARATION (1) FAISANT OFFICE DE RECEPISSE
EN VUE DE L'INCINERATION DE VEGETAUX SUR PIED OU COUPES**

**pendant les mois de février et mars
à présenter de préférence 5 jours francs et au minimum 48 heures avant le début des travaux**

Le Maire de la commune de :-----

certifie avoir reçu de M.-----

domicilié :----- Téléphone :-----

agissant en qualité de : propriétaire ayant droit (2)
une déclaration préalable en vue de l'incinération de : végétaux sur pied / végétaux coupés (2) sur le terrain
désigné ci-après :

Section cadastrale :----- Parcelle(s) :-----

Lieu dit :----- Superficie à incinérer :-----

Le demandeur soussigné pratiquera cette incinération sous son entière responsabilité à partir du -----
----- pour une période de cinq jours consécutifs.

Observation particulière :

Il s'engage à respecter les conditions suivantes :

1) Le matin même de l'incinération, il avertira le Centre de Traitement de l'Alerte (C.T.A.) par téléphone
(04.75.82.72.74)

2) L'incinération sera surveillée par M. -----

S'il s'agit d'une autre personne que le demandeur :-----

domicilié :----- Téléphone :-----

**3) L'incinération sera pratiquée en suivant les consignes de sécurité définies par l'annexe II du même
arrêté préfectoral, annexe qui m'a été remis ce jour et que je m'engage à respecter.**

4) En cas de "vent fort" (3), l'incinération sera automatiquement interdite.

Fait à :-----le :----- Reçu le :-----

Le demandeur :

Le Maire de la commune :

(1) à rédiger par le déclarant **en 3 exemplaires** : 1 exemplaire pour la mairie, 1 exemplaire pour le déclarant, 1 exemplaire à adresser
à :

Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt
Service environnement eau et forêt
BP2145 33 avenue de Romans
26021 VALENCE

au tarif urgent ou par Fax au : 04.75.82.50.00

(2) rayer la mention inutile

(3) un "vent fort" est caractérisé par une vitesse moyenne supérieure à 40 km/heure lorsque les grosses branches ou les troncs des
jeunes arbres sont agités.

République Française
PREFECTURE DE LA DROME

ARRETE PERMANENT
EN VUE DE PREVENIR LES INCENDIES DE FORET

Annexe 1 à l'arrêté 08-0011 du 2 janvier 2008
prévu par l'article 8 – folio 4

CONSIGNES DE SECURITE POUR L'INCINERATION DE VEGETAUX

VEGETAUX SUR PIED

1) Le matin même de l'incinération, il avertira le Centre de Traitement de l'Alerte (C.T.A.) par téléphone (04.75.82.72.74)

2) En cas de "vent fort" (*), l'incinération sera automatiquement interdite.

3) L'incinération sera pratiquée en deux temps :

- a) Cloisonnement : un layon de sécurité constitué d'une bande débroussaillée sera ouvert en périphérie de la zone à incinérer, la largeur de cette bande débroussaillée sera au minimum égale à 3 fois la hauteur de la végétation à incinérer, l'incinération débutera en haut de pente sera conduite progressivement en partie basse par bandes successives. La bande débroussaillée peut être constituée par des éléments naturels incombustibles : rochers, pierres, bandes sableuses, etc...
- b) Incinération : l'incinération débutera avant 10 heures du matin. L'opération sera surveillée à raison d'un ouvrier pour un hectare. La surveillance pourra être réduite de moitié si le responsable dispose sur les lieux d'une lance d'arrosage alimentée par un réservoir mobile d'au moins 200 litres.

4) L'incinération devra être terminée avant la tombée de la nuit.

5) Après l'incinération, les cendres et résidus devront être totalement éteints.

VEGETAUX COUPES

1) Le matin même de l'incinération, avertir le Centre de Traitement de l'Alerte (CTA) par téléphone au : 04.75.82.72.74.

2) En cas de "vent fort" (*), l'incinération sera automatiquement interdite.

3) L'incinération devra se dérouler ainsi :

- a) L'incinération débutera avant 10 heures du matin.
- b) Les déchets à incinérer ne devront pas être entassés sur plus de 3 mètres de diamètre et 1 mètre de haut. Ils devront être entourés d'une zone désherbée d'une largeur de 5 mètres au moins et d'une zone débroussaillée d'une largeur de 10 mètres au moins. La zone désherbée pourra être réduite à 2 mètres et la zone débroussaillée à 5 mètres si le responsable dispose sur les lieux de l'incinération d'une lance d'arrosage alimentée sur réseau ou par un réservoir mobile d'au moins 200 litres.
- c) L'incinération sera surveillée en permanence par du personnel capable d'assurer l'extinction du foyer et sans que plusieurs foyers soient allumés simultanément.

4) L'incinération devra être terminée avant la tombée de la nuit.

5) Après l'incinération, les cendres et résidus devront être totalement éteints.

(*) un "vent fort" est caractérisé par une vitesse moyenne supérieure à 40 km/heure lorsque les grosses branches ou les troncs des jeunes arbres sont agités.

République Française
PREFECTURE DE LA DROME

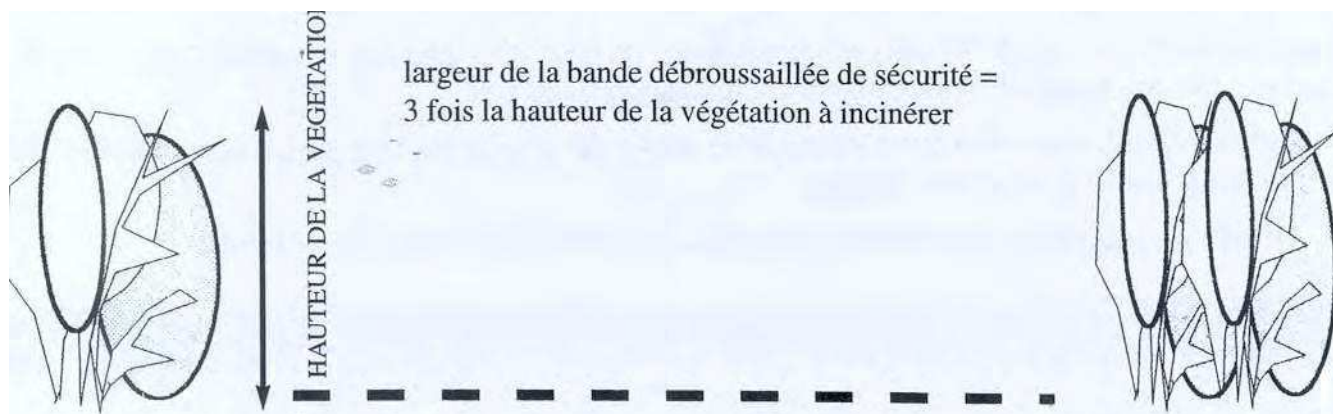
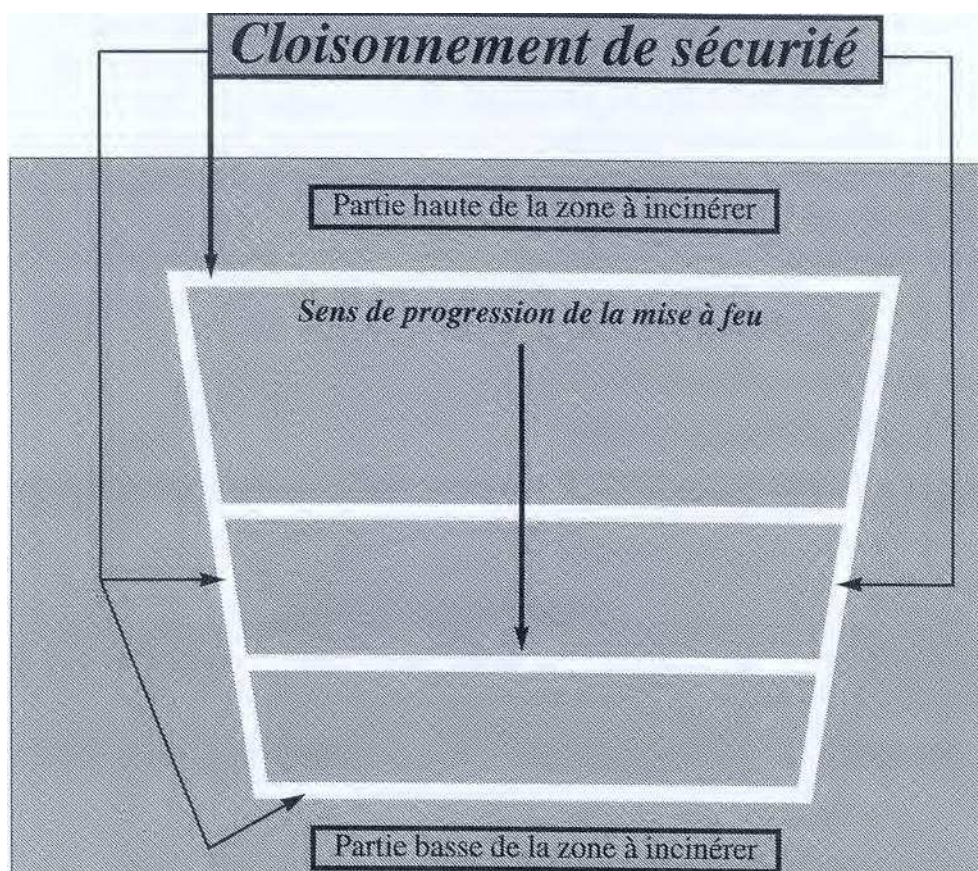
ARRETE PERMANENT
EN VUE DE PREVENIR LES INCENDIES DE FORET

Annexe 1 à l'arrêté 08-0011 du 2 janvier 2008
prévu par l'article 8 – folio 5

CONSIGNES DE SECURITE POUR L'INCINERATION DE VEGETAUX

VEGETAUX SUR PIED

TECHNIQUE DE CONTROLE DE L'INCINERATION



République Française
PREFECTURE DE LA DROME

ARRETE PERMANENT
EN VUE DE PREVENIR LES INCENDIES DE FORET

Annexe 2 prévu par l'article 9

INTERVENTIONS DE L'EQUIPE DEPARTEMENTALE

1 - Cahier des charges pour le brûlage dirigé

Article 1

L'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements ou leurs mandataires tels que l'Office National des Forêts et le Service Départemental d'Incendie et de Secours ainsi que les associations syndicales autorisées, mettant en œuvre une opération de brûlage dirigé, doivent respecter les règles en vigueur, et spécialement les prescriptions du code forestier.

Ils doivent s'assurer que l'autorisation des propriétaires des terrains concernés ou de leur ayant-droit a été recueillie et que la procédure d'information a été appliquée, conformément à l'article R-321.38 du code forestier.

Article 2

Le bénéficiaire fait parvenir sa demande de travaux à la cellule technique départementale de brûlage dirigé (CTBD26) qui l'instruit en faisant réaliser :

- un diagnostic pastoral d'opportunité lorsque l'intervention concerne une réouverture de zones embroussaillées pour améliorer les conditions de pâturage
- un diagnostic environnemental dans tous les cas

et confie la réalisation du chantier

- soit à une ou des personnes possédant une attestation de formation délivrée par un établissement habilité à dispenser une formation destinée aux personnes responsables des travaux d'incinération figurant sur une liste arrêtée conjointement par le Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales, et le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Intérieure et des Libertés Locales ;
- soit à une personne dont l'expérience en matière de conduite de chantier de brûlage dirigé a été reconnue et validée par le comité pédagogique national visé à l'article 5 de l'arrêté conjoint du Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Intérieure et des Libertés Locales et du Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales.

Ce responsable de la réalisation du chantier (chef de chantier) ouvre et renseigne une fiche INRA (Institut National de la Recherche Agronomique) simplifiée de brûlage dirigé par chantier.

Article 3

Les opérations de brûlage dirigé doivent être réalisées dans le respect de l'arrêté préfectoral permanent en cours sur l'emploi du feu.

Article 4

L'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements ou leurs mandataires tels que l'Office National des Forêts et le Service Départemental d'Incendie et de Secours ainsi que les associations syndicales autorisées, mettant en œuvre une opération de brûlage dirigé, s'assurent que le bénéficiaire a souscrit un contrat d'assurance responsabilité civile accident et incendie.

Article 5

L'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements ou leurs mandataires tels que l'Office National des Forêts et le Service Départemental d'Incendie et de Secours ainsi que les associations syndicales autorisées, sont responsables de la sécurité du chantier de brûlage dirigé qu'ils effectuent.

Article 6

Le responsable du chantier applique les prescriptions définies lors de l'étude préalable (Fiche INRA) et s'assure en permanence du bon déroulement du chantier :

- Il informe la mairie ainsi que la gendarmerie ou la police des spécificités du chantier au plus tard la veille du jour de la réalisation ;
- Il met tout en œuvre pour rester maître de la situation;
- Il procède avec le bénéficiaire à l'inspection des lisières en fin de chantier;
- Il signe avec le bénéficiaire la décharge par écrit de sa responsabilité après l'inspection des lisières;
- Le responsable du chantier informe le CODIS (centre opérationnel départemental d'incendie et de secours) au moment de l'allumage et en fin de chantier ;

République Française
PREFECTURE DE LA DROME

ARRETE PERMANENT
EN VUE DE PREVENIR LES INCENDIES DE FORET

Annexe 2 prévu par l'article 9

INTERVENTIONS DE L'EQUIPE DEPARTEMENTALE

2 – Cahier des charges pour les incinérations

Article 1

L'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements ou leurs mandataires tels que l'Office National des Forêts et le Service Départemental d'Incendie et de Secours ainsi que les associations syndicales autorisées, mettant en œuvre une opération d'incinération, doivent respecter les règles en vigueur, et spécialement les prescriptions du code forestier.

Ils doivent s'assurer que l'autorisation des propriétaires des terrains concernés ou de leur ayant-droit a été recueillie et que la procédure d'information a été appliquée, conformément à l'article R-321.38 du code forestier.

Les dispositions opérationnelles doivent respecter le cas échéant les prescriptions de l'arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 322-1 du code forestier applicable aux propriétaires et à leurs ayants droit pour le nettoyage des coupes des rémanents et branchages après une exploitation forestière.

Article 2

L'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements ou leurs mandataires tels que l'Office National des Forêts et le Service Départemental d'Incendie et de Secours ainsi que les associations syndicales autorisées font parvenir annuellement à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF) le programme prévisionnel des travaux d'incinérations.

La DDAF dresse le bilan annuel des opérations d'incinérations et le présente à la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie de forêts, landes, maquis et garrigues.

L'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements ou leurs mandataires tels que l'Office National des Forêts et le Service Départemental d'Incendie et de Secours ainsi que les associations syndicales autorisées s'assurent que la réalisation du chantier est confiée à un chef de chantier

Le bénéficiaire fait parvenir sa demande de travaux à la cellule technique départementale de brûlage dirigé (CTBD26) qui l'instruit et qui de brûlage dirigé (CTBD26) qui l'instruit en faisant réaliser :

- un diagnostic pastoral d'opportunité lorsque l'intervention concerne une réouverture de zones embroussaillées pour l'amélioration des conditions de pâturage
- un diagnostic environnemental dans tous les cas

et confie la réalisation du chantier :

- soit à une ou des personnes possédant une attestation de formation délivrée par un établissement habilité à dispenser une formation destinée aux personnes responsables des travaux d'incinération figurant sur une liste arrêtée conjointement par le Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales, et le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Intérieure et des Libertés Locales;
- soit à une personne dont l'expérience en matière de conduite de chantier de brûlage dirigé a été reconnue et validée par le comité pédagogique national visé à l'article 5 de l'arrêté conjoint du Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Intérieure et des Libertés Locales et du Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales.

Ce responsable de la réalisation du chantier (chef de chantier) ouvre et renseigne une fiche INRA (Institut National de la Recherche Agronomique) simplifiée de brûlage dirigé par chantier.

Article 3

Les opérations d'incinération doivent être réalisées dans le respect de l'arrêté préfectoral permanent en cours sur l'emploi du feu.

Lorsque les opérations d'incinération visent des andains mêlant des végétaux et de la terre, la période de limitation de réalisation est ramenée au 15 mai.

Article 4

L'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements ou leurs mandataires tels que l'Office National des Forêts et le Service Départemental d'Incendie et de Secours ainsi que les associations syndicales autorisées, mettant en œuvre une opération d'incinération, s'assurent que le bénéficiaire a souscrit un contrat d'assurance responsabilité civile accident et incendie.

Article 5

L'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements ou leurs mandataires tels que l'Office National des Forêts et le Service Départemental d'Incendie et de Secours ainsi que les associations syndicales autorisées, sont responsables de la sécurité du chantier d'incinération qu'ils effectuent.

Article 6

Le responsable du chantier s'assure en permanence du bon déroulement du chantier :

- Il met tout en œuvre pour rester maître de la situation;
- Le responsable du chantier informe le CODIS (centre opérationnel départemental d'incendie et de secours) au moment de l'allumage et en fin de chantier.

République Française
PREFECTURE DE LA DROME

ARRETE PERMANENT
EN VUE DE PREVENIR LES INCENDIES DE FORET

Annexe 3 prévu par l'article 14

SANCTIONS

Code Forestier - Article R 322-5 (emploi du feu)

Ceux qui ont contrevenu à l'arrêté préfectoral en ses articles 3 et 7 sont passibles d'une contravention de 4ème classe.

Code Forestier - Articles L 322-9-1 et R 322-5-1 (tous débroussailllements obligatoires)

L'infraction à l'obligation de débroussailler (articles 19 à 23 de l'arrêté) est passible d'une contravention de 4ème (procédure de timbre amende possible) ou de 5^{ème} classe selon le statut des parcelles concernées.

En outre, le tribunal peut prononcer l'injonction de réaliser les travaux, assortie d'astreintes d'un montant de 30 à 75 euros par jour et hectare non débroussaillé.

Enfin, en cas de carence caractérisée, le débroussaillage d'office peut être exécuté aux frais du contrevenant, complété par une amende de de 30 euros maximum par m² soumis à débroussaillage.

Code Forestier - Article L 322-9

Pour " ceux qui ont causé l'incendie des bois, forêts, landes, maquis, plantations et reboisements d'autrui, par des feux allumés à moins de 200 mètres de ces terrains, ou par des feux ou lumières portés ou laissés sans précautions suffisantes, ou par des pièces d'artifice allumées ou tirées par négligence ou imprudence " : les peines maximales sont de 6 mois d'emprisonnement et 3 750 euros d'amende.

Elles peuvent être doublées si la personne responsable n'avertit pas l'autorité.

En outre, le tribunal peut décider de faire publier la condamnation dans la presse au frais du condamné.

Code Pénal – Articles 322-5

Pour la dégradation des biens d'autrui par incendie de forêt, les peines peuvent atteindre 2 ans d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende.

S'il y a mort d'autrui par manquement à une obligation de sécurité ou de prudence, les peines encourues peuvent atteindre 10 ans de prison et 150 000 euros d'amende.

Code des assurances - Article L. 122-8

Dans le cas où les dommages garantis par un contrat d'assurance procèdent d'un incendie de forêt, l'assureur peut, s'il est établi que l'assuré ne s'est pas conformé aux obligations découlant des articles L. 322-3 à L. 322-10 du code forestier, pratiquer, en sus des franchises prévues le cas échéant au contrat, une franchise supplémentaire d'un montant maximum de 5 000 euros.

5.2 LES RISQUES TECHNOLOGIQUES

5.2.1 LES INSTALLATIONS CLASSEES

La commune accueille sur son territoire 5 Installations Classées au titre de la Protection de l'Environnement (ICPE) :

- Un établissement de la Société COVED composé de plusieurs installations qui ont fait l'objet d'arrêtés préfectoraux différents :

1/ Une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) appelée « Combe Jaillet I », dont l'exploitation s'est achevée en juin 2006. Cette installation est en phase de post-exploitation pour une durée de 30 ans à compter de sa fermeture. Un arrêté préfectoral imposant des SUP applicables à cette installation a été notifiée le 13 janvier 2011.

2/ Une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) appelée « Combe Jaillet II », dont l'exploitation est en cours. Elle est autorisée par l'arrêté du 14 janvier 2005. Plusieurs arrêtés ont modifié et complété cet arrêté d'autorisation initial.

3/ Une installation particulière (casier de stockage de déchets dangereux : uniquement des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes) a d'abord été réglementée par un arrêté préfectoral spécifique, l'arrêté du 5 mars 2002. Puis les prescriptions qui lui sont applicables ont été intégrées dans un arrêté complémentaire à l'arrêté du 14 janvier 2005. Un arrêté préfectoral du 4 mars 2015 a prolongé jusqu'au 31 décembre 2016 l'exploitation de ce casier. L'exploitation est désormais achevée et cette installation est en phase de post-exploitation.

4/ Un centre de tri-transit-regroupement de déchets est réglementé par arrêté préfectoral du 6 février 1995, modifié et complété par d'autres arrêtés, en particulier l'arrêté du 25 septembre 2002 qui étend ce centre à la gestion de certains déchets dangereux. L'arrêté préfectoral du 29 septembre 2011 a mis à jour le tableau de classement de ce centre.

- Un parc éolien de 6 aérogénérateurs exploité par la société CEPE des Claves, autorisé par arrêté du 17/11/2005 et APC du 15/12/2015.
- Un parc éolien de 6 aérogénérateurs exploité par la société CEPE des Gravières, autorisé par arrêté du 18/11/2005 et APC du 15/12/2015
- Deux carrières exploitées par Granulats de la Drôme :
 - Une carrière et une installation de traitement autorisés par arrêté préfectoral du 18/12/2009 pour une durée de 22 ans et une production maximale annuelle de 800 000 tonnes.
 - Une carrière exploitée sur les communes de Les Granges Gontardes et Roussas, autorisée par arrêté préfectoral n°2018136-0009 du 16/05/2018 pour une durée de 10 ans et une production maximale annuelle de 200 000 tonnes.

5.2.2 LES CARRIERES

Un schéma départementale des Carrières du département de la Drôme a été approuvé par arrêté juillet préfectoral en date du 187 juillet 1998.

Au titre de la prise en compte des contraintes environnementales, il définit trois classes :

- **Classe 1** : interdiction réglementaire ou découlant de règlements particuliers. Cette classe comprend les espaces bénéficiant d'une protection juridique forte, au sein desquels l'exploitation des carrières est interdite.
- **Classe 2** : sensibilité très forte. Cette classe comprend les espaces présentant un intérêt et une fragilité environnementale très importante, concernés par des mesures de protection, des inventaires scientifiques, ou d'autres démarches visant à signaler leur valeur patrimoniale. Des ouvertures de carrières peuvent y être autorisées sous réserve que l'étude d'impact démontre que le projet n'obère en rien l'intérêt du site : en particulier des prescriptions particulières très strictes pourront y être demandées.
- **Classe 3** : zones particulières. Cette classe comprend des espaces de grande sensibilité environnementale, les autorisations d'ouverture de carrières dans ces zones feront l'objet de prescriptions particulières adaptées au niveau d'intérêt et de fragilité du site.

Le territoire communal de la commune de Roussas s'inscrit en **classe 3 au vu des paysages remarquables et en classe 2 au vu de la ZNIEFF de type 1 et des monuments historiques.**

La commune de Roussas est concernée par la carrière de la société GRANULAT de la Drôme autorisée par arrêté préfectoral du 18 décembre 2009 pour une durée de 22 ans sise au lieu-dit Moulon, Combe Brand, la Roche.

5.2.3 LE TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES

La commune est traversée par une canalisation de transports d'hydrocarbures exploitée par le transporteur SPMR, déclarée d'utilité publique par décret du 29 février 1968, enterré à 0.80 m de la surface du sol.

Cette canalisation fait l'objet d'une servitude d'utilité publique instituée par arrêté préfectoral n°26-2018-10-03-027 du 03/10/2018.

La commune de Roussas est concernée par le permis de recherche dit de « Val de Drôme » (géothermie à haute température), accordé à la société Fonroche Géothermie par arrêté ministériel du 18/03/2014 pour une durée de cinq ans.

5.2.4 LE RISQUE NUCLEAIRE

La commune de Roussas ne se trouve pas dans la zone de danger immédiat du PPI Réflex du Tricastin qui amorce l'évacuation immédiate ou différé (en fonction du type d'accident et sens du vent) sur un périmètre allant de moins de 3 km à 10 km. Il s'agira de réaliser une mise à l'abri des habitants.

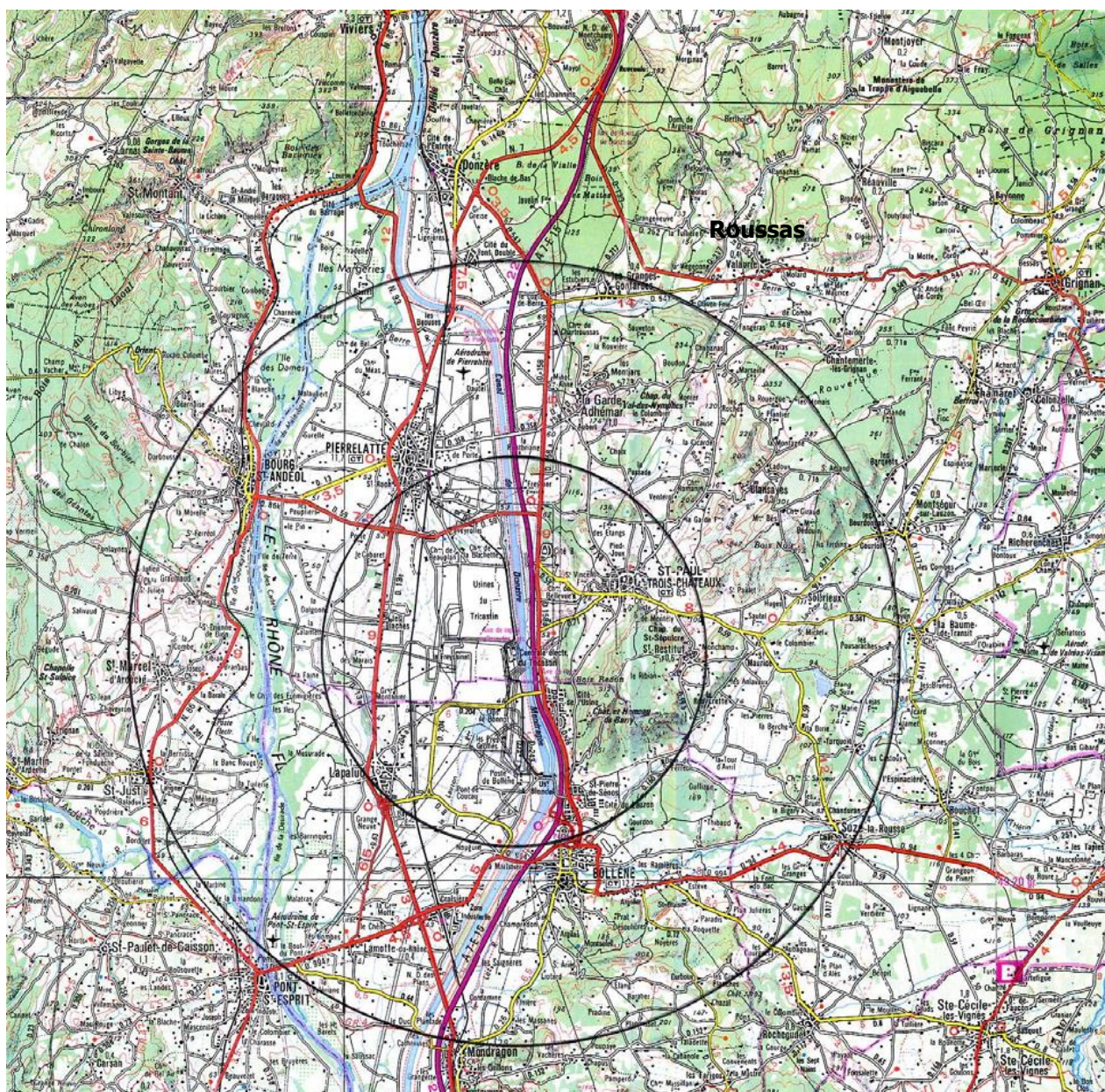


FIGURE 82 CARTE DES RAYONS DE 5 ET 10 KM

Ces limites sont constituées par des routes afin de faciliter la communication aux populations en cas d'accident.

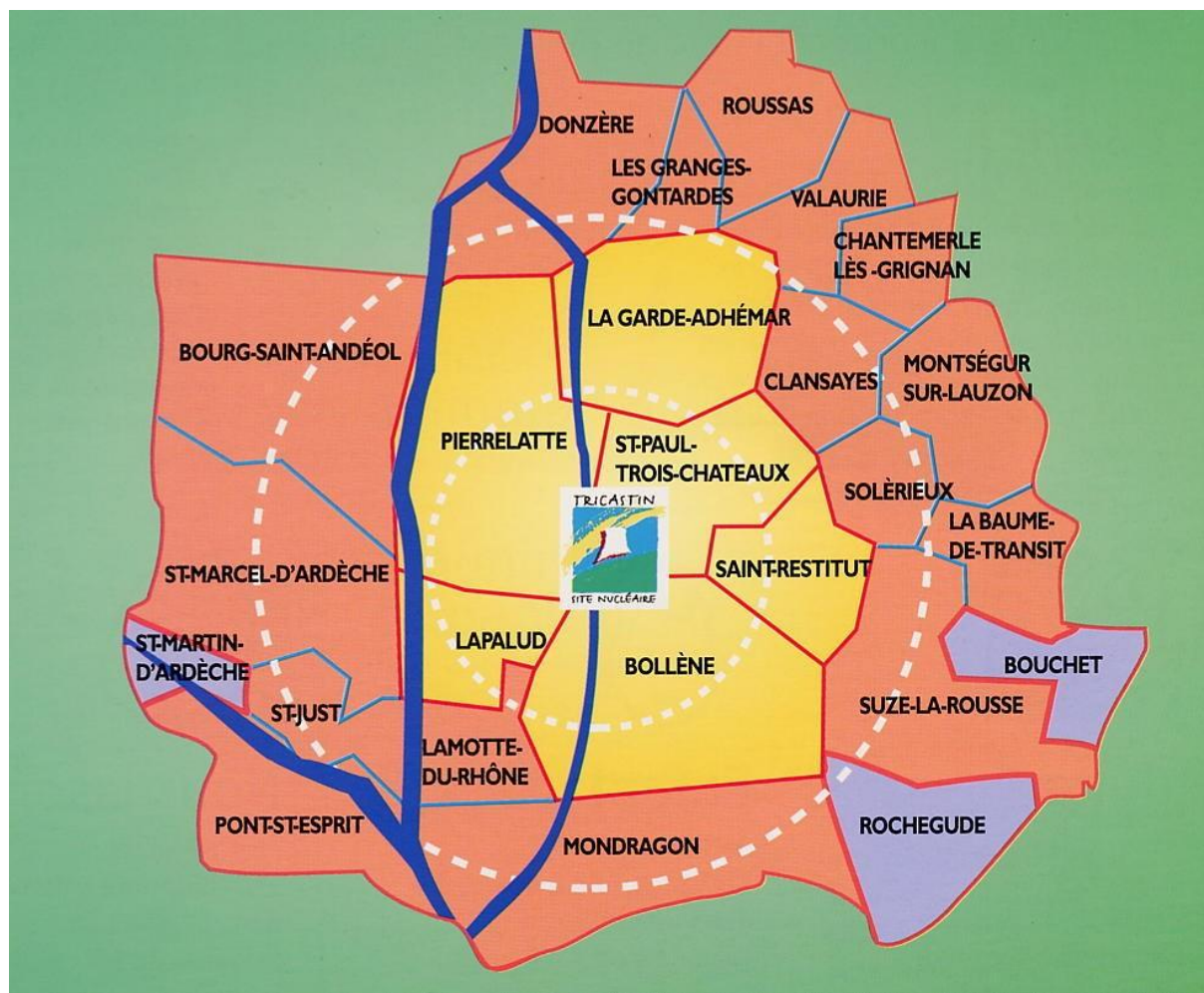


FIGURE 83 CARTE SIMPLIFIEE (PLAQUETTE D'INFORMATION PPI REFLEX)